

GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL SUR LA LRA

Etude diagnostique de “l’armée de résistance du seigneur” (LRA)

Juin 2011



Philip Lancaster, Guillaume Lacaille, Ledio Cakaj

GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL SUR LA LRA

**ÉTUDE DIAGNOSTIQUE
DE “L’ARMÉE DE RÉSISTANCE
DU SEIGNEUR” (LRA)**

Juin 2011

Philip Lancaster, Guillaume Lacaille, Ledio Cakaj

Copyright © 2011

Banque internationale pour la reconstruction et le développement / La Banque mondiale

1818 H Street, NW

Washington, DC 20433

www.tdrp.net

Les constatations, interprétations et conclusions ci-dessous n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion des bailleurs de fonds du Programme transitionnel de démobilisation et réintégration (TDRP), de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale et de ses filiales, ni de ses Directeurs exécutifs ou des gouvernements qu'ils représentent.

Le Groupe de Travail International sur l'Armée de Résistance du Seigneur (IWG-LRA) a commencé en juin 2010, à la suite d'une réunion de parties intéressées à coordonner leurs efforts sur la question de la LRA. En novembre 2010, le Groupe IWG-LRA a commandité cette étude diagnostique pour informer ses membres et arriver à une évaluation similaire des problèmes et des défis des pays où la LRA opère. Le rapport a été partagé dans un premier temps avec les membres du IWG-LRA durant sa réunion de juin 2011, puis a été présenté à la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) durant sa réunion sur les Forces négatives de septembre 2011.

Table des matières

Sommaire exécutif	v
Principales constatations.....	v
Contexte	1
Objectifs et démarche	3
Méthodologie	3
Partie I – Contexte politique	6
L'héritage de deux échecs successifs.....	6
Aucun consensus sur le problème de la LRA	8
Une perte d'élan aux niveaux régional et international.....	10
Partie II – Histoire des activités de la LRA	18
Caractéristiques générales de la LRA.....	19
Commandement et contrôle	21
Force d'action de la LRA au fil des ans : une poignée de combattants irréductibles	26
Structure de l'organisation.....	27
Modus Operandi.....	29
Communications.....	36
Armement	38
Stratégie	38
Partie III – Contexte militaire	40
Géographie	40
Les caractéristiques et les capacités de la LRA	42
Forces disponibles	44
Partie IV – Démarches alternatives	46
Arrestation des chefs de la LRA.....	46
Négociations	47
Volontariat par persuasion – DDRRR.....	48
Renforcement des groupes de défense locaux	49
Démarches humanitaires et développement.....	49
Conclusions	50

ANNEXE 1.	BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	53
ANNEXE 2.	STRUCTURE DE LA LRA EN 1998.....	58
ANNEXE 3.	STRUCTURE DE LA LRA EN 2008.....	59
ANNEXE 4.	STRUCTURE DE LA LRA EN 2011.....	60
ANNEXE 5.	INDICATIONS POUR DES RECHERCHES COMPLÉMENTAIRES	61

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE DE “L’ARMÉE DE RÉSISTANCE DU SEIGNEUR” (LRA)

Introduction

Depuis les échecs des pourparlers de paix de Juba et de l’opération Lightning Thunder, de nombreuses discussions ont cours sur les moyens de relever le défi posé par la “Lord’s Resistance Army” (l’Armée de résistance du Seigneur ou LRA). Peu de tentatives ont cependant été menées pour analyser de façon cohérente les dimensions politique, historique et militaire du problème. Cette étude diagnostique de la LRA a pour objectif de déboucher sur une description adéquate du contexte de ces trois principaux aspects du problème posé par la LRA, et ce, dans le but de contribuer à la discussion des membres du Groupe de travail international (GTI) sur la LRA.

L’étude a été menée au cours de la période allant de décembre 2010 à avril 2011 par une petite équipe d’experts en étroite collaboration avec un réseau de chercheurs renommés. Outre des interviews et des entretiens avec des diplomates, des représentants d’agences et de gouvernements, d’universitaires et de responsables militaires impliqués, l’équipe de cette étude a mené une série de visites sur le terrain en République Démocratique du Congo (DRC), Ouganda et au Sud-Soudan. Il n’a pas été possible de se rendre en République Centrafricaine (RCA) en raison de contraintes dues au calendrier et à la logistique.

Principales constatations

Il y a peu de consensus politique sur les actions qu’il conviendrait de faire ou qui seraient possibles face à la LRA. Cette étude identifie trois perspectives distinctes, appelées « écoles de pensée ». Les partisans de la première école de pensée sont d’avis que faire de la LRA un problème politique crucial de la communauté internationale est contreproductif. Ils voient en effet la LRA tout d’abord comme le symptôme d’un manque de capacité locale d’asseoir l’autorité de l’État dans des régions isolées de pays fragiles. C’est l’école de *la construction de l’État*, leur principal argument étant que la LRA est une organisation criminelle qui subsisterait sous une forme ou une autre jusqu’à l’amélioration, via une aide technique internationale à long terme, des institutions de sécurité des États touchés par la LRA.

La deuxième école de pensée se caractérise par son soutien à une *solution militaire* décisive et comprend des représentants d’agences et d’intérêts qui ne voient d’autre solution au défi posé par la LRA que l’intervention de la force militaire, y compris en prenant pour cible les leaders du groupe.

Il y a enfin ceux qui pensent que le plus grand espoir de mettre fin à la violence est de recourir à des négociations avec les membres de la LRA au sein d’une stratégie globale.

Ce désaccord profond divise et est inutile, mais ne sera vraisemblablement pas dépassé si de plus amples discussions ne sont pas assises sur une analyse plus complète que celle dont on dispose actuellement. Il semble cependant y avoir un indéniable accord sur au moins un fait : la LRA est dispersée et réduite au point qu'on la caractérise aujourd'hui comme étant en "mode de survie". Les recherches préalables à cette étude suggèrent que ceci est fondé sur une mauvaise compréhension de l'histoire de la LRA. Les décisions tactiques et stratégiques actuelles de la LRA peuvent être perçues comme cohérentes si l'on considère son adaptabilité naturelle et sa capacité à récupérer après un coup dur. Par conséquent, la menace que pose la LRA aux populations civiles pourrait se faire plus pressante et étendre son champ d'action dans les mois à venir.

Cependant, les principaux problèmes politiques affectant un consensus, du moins dans les zones actuellement confrontées aux attaques de la LRA, s'articulent autour de la perception de sa pertinence au sein des dynamiques nationales de l'Ouganda et de chacun des pays directement affectés : la RDC, la RCA et le Sud-Soudan. Ces problèmes reflètent, d'une certaine manière, le conflit entre la *realpolitik* et la pensée politique libérale classique quant aux droits des individus et au devoir de protection des États envers leurs citoyens. Malheureusement, les communautés visées par la LRA occupent des zones géographiques appartenant à des États faibles aux capacités restreintes et montrant une volonté politique limitée de faire face au problème. Même si l'intérêt politique se souciait davantage des communautés affectées, les populations civiles ne pourraient pas attendre de leurs propres systèmes politiques une protection adéquate sans une large contribution extérieure. La volonté de fournir une aide externe est cependant sapée par les désaccords exposés ci-dessus.

Cette étude revient sur l'histoire des opérations de la LRA en vue de décrire précisément certaines données factuelles nécessaires à un plus large consensus politique. Illustrant les moyens d'action de la LRA efficaces durant des décennies contre la Force de Défense du Peuple Ougandais (UPDF) supérieure en nombre et en moyens logistiques, cette partie de l'étude expose les raisons selon lesquelles caractériser aujourd'hui la LRA comme étant en "mode de survie" peut être erroné. Établie à partir d'un ensemble d'interviews d'ex-combattants de la LRA et de sources militaires coopératives au sein de l'UPDF, la partie historique de cette étude montre comment l'association d'un commandement inspiré, d'une réflexion stratégique, de l'intelligence et d'une capacité d'adaptation au terrain des opérations a permis à la LRA de semer le chaos depuis plus de deux décennies dans quatre pays différents d'Afrique centrale. Cette partie comprend un compte-rendu du système de recrutement et d'entraînement de la LRA ainsi que des études sur l'évolution de ses structures dirigeantes et de ses systèmes de communication.

La quatrième section de cette étude est une présentation sommaire du contexte militaire en observant avec précaution les implications des caractéristiques des opérations et capacités de la LRA, autant que certaines des forces déployées pour affronter le groupe armé.

La cinquième partie comprend de courtes discussions sur les alternatives possibles de réponse à la LRA, parmi lesquelles la négociation, la tentative de séparation et de réduction du commandement de la LRA par des contacts directs et l'importance relative des essais de développement d'une meilleure infrastructure de communication dans la région. Cette section étudie les limites à chacune des ces possibilités dans un contexte limité par des contraintes d'ordre politique, de ressource et de calendrier.

L'étude conclut en argumentant pour la nécessité d'une analyse plus approfondie ainsi qu'une organisation plus réaliste s'appuyant sur de meilleures recherches et le besoin de revoir les capacités des structures existantes afin de s'adapter à un contexte extrêmement complexe. En fin de compte,

l'étude prône l'idée que la responsabilité de la protection des populations civiles impose ici l'obligation de trouver des méthodes alternatives à des approches clairement inefficaces.

ÉTUDE DIAGNOSTIQUE DE “L’ARMÉE DE RÉSISTANCE DU SEIGNEUR” (LRA)

Section I - Contexte, Objectifs, Approche et Évaluation du Défi posé par la LRA

Contexte

L'échec des pourparlers de paix de Juba entre la LRA et le gouvernement d'Ouganda a été presque immédiatement suivi d'une série de violences qui traumatise encore les trois pays limitrophes les plus directement touchés par les actions de la LRA : la République Centrafricaine (RCA), la République Démocratique du Congo (RDC) et le Soudan. La séquence de ces événements est significative bien que la détermination hâtive de causes à des incidents qui exigent une étude plus poussée ait contribué à la confusion générale associée avec la LRA. Le lancement de l'opération Lightning Thunder (OLT), une campagne d'offensive militaire de l'UPDF contre la LRA et le déploiement de troupes congolaises et de l'ONU dans la région ont été rapidement suivis par une série d'atrocités attribuées à la LRA. Parmi celles-ci, les deux massacres successifs de Noël 2008 et 2009 qui ont laissé de nombreux observateurs perplexes quant à l'efficacité des mesures de protection mises en place par les forces militaires variées dans la région. Ces événements, en particulier le massacre de décembre 2009 dans la région de Makombo dans le Haut-Uélé en RDC, ont posé la question du caractère raisonnable d'opérations offensives contre la LRA sans les accompagner de mesures adéquates afin de protéger les populations civiles dans les zones de combat.¹

¹ Clement Ochan, "Assessing Uganda's Cross-Border Pursuit of the Lord's Resistance Army," Tufts University, Feinstein International Center (Boston, fév. 2009); Joost van Puijenbrock & Nico Plooijer, "How EnLightning Is the Thunder?: Study on the Lord's Resistance Army in the Border Region of DR Congo, Sudan and Uganda," IKV Pax Christi (Utrecht, Pays-Bas, fév. 2009); Human Rights Watch, *The Christmas Massacres: LRA Attacks on Civilians in Northern Congo* (New York, fév. 2009); Mareike Schomerus & Kennedy Tumutegyereize, "After Operation Lightning Thunder: Protecting Communities and Building Peace" (Londres : Conciliation Resources, avril 2009); et Julia Spiegel & Noel Atama 'Finishing the Fight against the LRA,' Enough Project, 2009. Pour une plus large critique de la gestion de la campagne contre la LRA, veuillez également consulter Ronald Atkinson, (1) "Revisiting Operation Lightning Thunder," *Insight, The Independent* (Kampala, 9 juin 2009); (2) "From Uganda to the Congo and Beyond: Pursuing the Lord's Resistance Army" (New York : International Peace Institute, déc. 2009); et (3) "Afterword: A Perspective on the Last Thirty Years," in *The Roots of Ethnicity: The Origins of the Acholi of Uganda*, rev. ed. (Kampala : Fountain Publishers, 2010).

Le besoin de mieux comprendre les causes et corrélations entre le comportement de la LRA et celui des forces militaires engagées contre cette dernière est crucial afin d'élaborer une politique cohérente. Pour le moment, des appels à une action déterminée contre la LRA de la part d'agences telles que Human Rights Watch (HRW) et Enough Project rivalisent avec des appels à la négociation de la part du Réseau européen pour l'Afrique Centrale (EurAc) d'organisations non gouvernementales (ONG) et des chefs religieux et culturels de la région. Des groupes des deux camps exhortent à l'adoption d'une stratégie cohérente et coordonnée alors que chacun appuie ses arguments sur des perspectives distinctes reflétant des différences fondamentales dans la conviction relative à la fois aux données disponibles et à leur interprétation. Étant donné le nombre de vies déjà perdues au milieu de ce qui semble être un véritable bourbier politique, il est urgent d'entamer une démarche sérieuse afin de mieux comprendre tous les facteurs pertinents qui affectent l'étendue des alternatives politiques, y compris celle de négociations ainsi que les défis et limites associés à toutes les autres méthodes.

Bien que peu ait été écrit sur l'histoire ou la composition militaire de la LRA, un certain nombre d'études de son comportement et impact existe déjà. Il est utile de les étudier afin d'y recueillir des renseignements opérationnels précieux pouvant bénéficier autant aux diplomates, organisateurs militaires, militants des droits humains qu'aux acteurs d'organisations humanitaires. Analysées à la lumière des informations obtenues auprès d'ex-combattants de la LRA ou d'autres sources militaires, il est possible de tirer une compréhension préliminaire des comportements passés suggérant une cohérence stratégique et tactique de la LRA.

Cependant, peu de choses ont été écrites sur les capacités variées civiles et militaires des pays qui composent à présent le théâtre des opérations de la LRA et encore moins sur les limites liées à la forces relative de leurs armées et aux avantages tactiques pour chaque camp liés à la stratégie, au temps, à l'espace et au terrain. Pourtant, nombre des appels à l'action lancés par les agences d'action humanitaire ou de défense des droits humains sembleraient imposer des obligations de protection qui sont bien au-delà des capacités des forces disponibles. De même, les appels à la mobilisation de défense civile ou les négociations semblent refléter une maîtrise limitée des conditions historiques, politiques, sociales et culturelles existant actuellement dans toute la région. Ceci engendre des appels à des décisions politiques irréalistes et à des stratégies de protection de la population civile ou d'endiguement de la LRA qui ont jusqu'à présent échoué. Il n'est cependant pas déraisonnable d'avancer que jusqu'à présent, les opérations militaires ont produit des résultats utiles au moyen de l'usure. On peut aussi souligner que ces opérations militaires n'auraient pas été possibles sans les occasions de recueil de renseignements subséquentes aux négociations qui les ont précédées.

Cette étude est basée sur l'idée qu'aucune des stratégies actuelles mises en place par les forces armées et les agences dans la région n'est une réponse adéquate au défi que présente la LRA. Une étude rigoureuse de l'histoire de la LRA, du contexte opérationnel, du potentiel d'une solution négociée, de la relativité des capacités des forces en présence et des questions politiques influençant les ressources disponibles autant que la probabilité de leur utilisation pratique est le premier pas vers l'élaboration de solutions plus inventives et efficaces. Selon l'équipe en charge de cette étude, l'action humanitaire ne peut que contenir une situation qui finalement exige une résolution complète englobant les aspects politiques, sécuritaires et développementaux afin de restaurer dans la région les conditions de base du respect de la dignité humaine.

Objectifs et démarche

Cette étude diagnostique propose une description de l'ensemble étendu des problèmes posés par la LRA, y compris au niveau régional et international, les capacités et l'engagement à y faire face. Reconnaissant que le succès de toute stratégie dépendra du caractère exact et complet de la description et de l'analyse qui la précède, ce document est consacré à la LRA et aux contextes politique et opérationnel dans lequel elle agit et n'a pour but que de proposer des recommandations préliminaires.

L'étude associe analyse, revue des sources existantes portant sur les facteurs historiques, culturels et psychologiques pertinents, recherche sur le terrain et consultation de pairs spécialistes. Elle a été menée entre novembre 2010 et avril 2011. Elle a débuté en novembre 2010 par une séance de réflexion avec un groupe d'experts techniques et universitaires. La séance a permis de peaufiner les objectifs, la démarche et la planification de l'étude. Cependant, à cette occasion, un point a été soulevé qui a empêché l'équipe de répondre à toutes les compétences requises pour mener à bien l'étude, ce qui a provoqué un retard pendant les mois de décembre et janvier, tandis que des alternatives étaient étudiées.² Il a été finalement décidé de procéder à une analyse des facteurs généraux et du contexte politique pour élaborer une première ébauche de l'histoire des opérations sans l'assistance d'un expert technique militaire.

Il a été également décidé d'inclure une brève discussion de ces facteurs militaires qui semblaient découler logiquement des autres parties du travail, même sans l'aide d'un expert militaire qualifié qui aurait pu faire une analyse satisfaisante de la situation militaire et contribuer à l'identification des corrélations militaires pertinentes à d'autres endroits du diagnostic. Le but était également de développer un réseau de contacts techniques et d'identifier les consultants susceptibles de s'engager à mener des enquêtes spécifiques au sein de futures recherches. L'étude a été revue par deux consultants experts.

Méthodologie

À la suite de la première réunion d'experts en novembre 2010, une petite équipe de consultants a été formée et a produit un rapport initial, ensuite partagé avec les membres du Groupe de travail international (GTI) et discuté lors d'une réunion en janvier 2011. Puis, une équipe de trois consultants experts a passé en revue des documents et mené une série d'entretiens et de visites de terrain dont deux visites officielles des deux missions du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (DOMP) dans la région touchée par la LRA, ainsi que des discussions avec des chefs de gouvernement et des autorités militaires, des représentants de la société civile, des chefs religieux et des ONG impliquées. Ces discussions comprennent celles tenues dans les capitales nationales de membres du GTI et des États de la région. Plusieurs tentatives du même type pour tenir des discussions à Bangui ont été faites en vain, ceci pour des raisons de logistique et de sécurité. Enfin, l'équipe de l'étude a collaboré étroitement avec le personnel de la section Désarmement, démobilisation, réintégration, rapatriement et réinstallation (DDRRR) de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO), tenant plusieurs réunions à Goma.

² Le mandat du TDRP n'a pas permis de financer une étude militaire de ce type et aucun autre membre du GTI n'était à l'aise non plus avec cette idée.

Cette étude est le résultat d'une collaboration dans laquelle chaque expert a écrit ses propres constatations, lesquelles ont été ensuite rassemblées dans un document unique. L'ordre de présentation des recherches débute par une brève discussion du contexte politique à travers une courte histoire des opérations de la LRA pour déboucher sur une analyse de certaines des implications possibles, au regard des parties précédentes, des deux démarches militaire ou civile.

Difficulté d'une évaluation commune du défi posé par la LRA

Au niveau conceptuel, l'ensemble des problèmes posé par la présence et les actions de la LRA dans les quatre pays concernés constitue un défi direct pour ceux qui se tiennent aux principes de la résolution 1674 du Conseil de sécurité de l'ONU (2006) qui expose les responsabilités des États dans la protection de leur propre population (alias R2P). La partie suivante sur la politique décrit les conditions de *realpolitik* qui semblent étayer les décisions politiques prises à la fois dans la région et par la communauté internationale par le biais des Nations Unies et de l'Union Africaine (UA). Dans certains cas, les chefs politiques mettent en cause la véracité des signalements de la présence de la LRA sur leur sol tandis que d'autres reconnaissent le problème mais pensent qu'il est au-delà de leur capacité d'y faire face et demandent en conséquence une aide extérieure. Le gouvernement de l'Ouganda et les chefs militaires, d'autre part, ont souvent promis une victoire rapide et facile sur la LRA, même lorsque le groupe, opérant à présent bien au-delà des frontières de l'Ouganda, s'est avéré une priorité militaire et politique sur le déclin tout au long de l'année 2010.

Comme il sera expliqué ci-dessous, les partenaires internationaux peuvent montrer un accord de principe sur la nature de la menace, mais semblent, en pratique, attendre que quelqu'un d'autre y réagisse. Pendant ce temps, le problème de la LRA n'est pas correctement abordé et la communauté Azande en particulier (située à cheval sur la frontière nord-est avec la RDC, l'ouest du Sud-Soudan et le sud-est de la RCA où la LRA est active) en paie le prix. Le défi aux adhérents de la R2P est de déterminer comment traduire les accords collectifs exprimés dans la Résolution 1674 par une action substantielle de protection dans les cas où, soit la volonté politique, soit la capacité physique d'agir sont inexistantes ou lorsque les actions entreprises s'avèrent inefficaces.

Ce serait une grave erreur de penser que la LRA a perdu toute force. Il est utile de se rappeler qu'un petit nombre de combattants de la LRA, parfois agissant en petits groupes de cinq,³ a pu provoquer le déplacement de centaines de personnes (personnes déplacées internes / PDI⁴) au Sud-Soudan tout en opérant prétendument en tant qu'alliés du gouvernement soudanais.⁵ Il faut également se rappeler que ce mode d'action en petits groupes dispersés a été utilisé avec efficacité au nord de l'Ouganda entre 1988 et 2005. Ainsi, l'efficacité de la LRA ne dépend pas de sa taille mais de son utilisation délibérée de la terreur lors de ses attaques, de son exploitation de la faiblesse des armées ennemies, d'une compréhension de ses propres forces et faiblesses et d'une sélection stratégique de zones d'action qui traversent frontières nationales et zones de contrôle militaire.

Il serait tout aussi erroné de sous-estimer la capacité de Joseph Kony d'analyser sa situation et de s'adapter en conséquence. Il a survécu plusieurs quasi défaites dans le passé et a le don d'adapter ses stratégies et tactiques afin d'optimiser sa propre efficacité contre des adversaires bien plus puissants. Il

³ Interview du Directeur des Opérations, SPLA, Juba, 29 mars 2011

⁴ OCHA LRA Regional Update daté du 7 avril 2011

⁵ Interview du Directeur des Opérations, SPLA Juba, 29 mars 2011

ne faut pas non plus oublier la période où la LRA était soutenue par Khartoum⁶ lors de la guerre civile avec le Sud-Soudan, ni la défaite tactique de l'UPDF par la LRA à la bataille des monts Imatong en 2002. Un des premiers signalements d'une occupation par la LRA du parc national de la Garamba comprenait le récit de leur capture d'un garde forestier et de son interrogatoire durant des semaines au sujet de la géographie de la région. Comme nous le verrons ci-après en détail, les récits d'ex-combattants indiquent un système d'entraînement dans lequel les nouvelles recrues passent par plusieurs étapes progressives d'entraînement et d'opérations aboutissant pour les plus doués et les plus fiables, parmi ceux qui étaient au départ des otages, à des postes de commandement. La LRA a un dirigeant intelligent qui a une longue expérience du combat et de la survie contre des forces supérieures.

On considère à présent largement que la LRA a perdu tout poids politique en Ouganda et en est réduite à un "mode de survie"⁷ quant à ses actions. Une *survie* qui a cependant coûté au moins 2 000 morts, 2 800 kidnappés et plus de 350 000 déplacés.⁸ La LRA a réussi à faire autant de dégâts durant cette période du lancement de l'OLT, c'est-à-dire tout en fuyant une opération militaire soutenue par l'armée américaine de près de 4 500 soldats UPDF censés agir en collaboration avec la mission de maintien de la paix de l'ONU (MONUSCO), les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) et les Forces armées centrafricaines (FACA). Notons que la victoire a trop souvent été déclarée dans le nord de l'Ouganda avant de voir réapparaître la LRA.

De nombreuses sources, y compris des rapports des Nations Unies et des ONG, indiquent une recrudescence des attaques à petite échelle depuis le début de cette année, au moment même où le terme de "stratégie de survie" a commencé à se banaliser.⁹ Dans le passé, les périodes de kidnapping en masse et de pillage par la LRA ont précédé une augmentation de l'activité militaire. Les récents signalements d'attaques à petite échelle dans lesquelles peu d'armes à feu ont été utilisées suggèrent ce que les forces armées appellent "entraînement sur le tas" et pourrait signifier que la LRA utilise une période de sécurité relative par rapport aux pressions de l'UPDF pour faire des nouvelles recrues kidnappées les mois précédents, des combattants compétents. Ceci pourrait être interprété comme faisant partie d'un processus de préparation d'opérations prolongées loin de son terrain d'action habituel au nord de l'Ouganda plutôt qu'une simple adaptation nécessaire pour la survie.

Bien qu'il y ait un consensus selon lequel le noyau dur des forces armées de la LRA consiste de moins de 250 Acholis, on en sait peu sur le nombre de nouvelles recrues en train de subir ou ayant subi conditionnement et entraînement. Notons que la plupart, sinon la totalité, des officiers supérieurs de la LRA étaient au départ des otages. La question est à présent le degré de confiance que Kony place dans ses subordonnés non Acholis et l'efficacité des méthodes de conditionnement adaptées au contrôle des Acholis lorsqu'elles sont appliquées aux Azandes ou aux autres ethnies. Il est possible qu'il y ait une force armée beaucoup plus importante qu'actuellement estimée.

⁶ L'équipe n'a pas eu l'occasion de se rendre à Khartoum et s'est donc appuyée sur des sources en libre accès en référence aux rapports entre la LRA et le Soudan. Voir entre autres Dagne, Ted (2011) Uganda: Current Conditions and the Crisis in North Uganda. Congressional Research Service, Washington D.C, États-Unis, pp.6-7 Schomerus, Mareike (2007) The Lord's Resistance Army in Sudan: a history and overview. HSBA working paper, 8. Small Arms Survey, Genève, Suisse, pp.24-27 et Prunier, Gérard. 2004. 'Rebel Movements and Proxy Warfare: Uganda, Sudan and the Congo (1986–99).' African Affairs, Vol. 103, No. 412, pp. 359–83.

⁷ Voir la partie précédente sur les questions politiques pour une discussion du niveau de consensus à ce sujet.

⁸ INTERSOS, "The Lord's Resistance Army: A Regional Approach to a Regional Problem" avril 2011, p2. Des chiffres semblables sont cités dans les rapports de l'OCHA et de HRW à ce sujet.

⁹ L'OCHA publie un rapport mensuel géographique des attaques de la LRA sur leur terrain d'opérations. Le terme « survie » est utilisé dans les briefings militaires de la MONUSCO et de l'UPDF ces derniers mois.

Il est également difficile d'estimer précisément le niveau d'armement, ainsi que le nombre et la nature des armes et munitions à disposition de la LRA. Certains des articles militaires reçus et cachés lors de la période de soutien du Soudan ont été saisis ou utilisés ; mais sans connaissance exacte de ce qui a été caché, il est impossible de calculer ce qu'il reste. Il serait logique, d'après les habitudes passées de Kony, qu'il camoufle sa force en restreignant l'utilisation des armes à feu et en dispersant ses troupes afin que seuls de petits effectifs soient signalés à la fois.

Finalement, il faut se rappeler qu'il suffit à la LRA de survivre pour être efficace. Tant qu'elle est présente, elle est capable de générer l'insécurité dans la région. Pour survivre, il lui suffit simplement d'éviter, autant que possible, tout contact direct avec des forces armées supérieures et de continuer à se réapprovisionner grâce aux populations civiles vulnérables. Tant qu'elle conserve la liberté de choisir l'heure et le lieu de ses attaques, elle garde l'initiative tactique et stratégique.

Partie II – Contexte politique

L'héritage de deux échecs successifs

À la fin de décembre 2008, la Force de Défense du Peuple Ougandais (UPDF) a lancé l'opération Lightning Thunder contre la LRA dans le Haut-Uélé, dans la province orientale congolaise, marquant de facto la fin de tout espoir d'aboutissement des pourparlers de Juba. Ces derniers avaient débuté dans un optimisme partagé en 2006.¹⁰ Pendant l'OLT, les frappes aériennes soutenues par l'armée américaine ont raté leur principale cible, Joseph Kony, et le déploiement mal coordonné de 1 200 Ougandais et 3 500 Congolais au sol a suscité des représailles en masse de la LRA contre les populations civiles. En espérant éparpiller la pression de l'offensive militaire de l'UPDF, les rebelles se sont dispersés en petits groupes mobiles sur de larges zones de la RDC, du Soudan voisin et de la RCA.¹¹

Le double échec du processus de paix de Juba et de l'offensive militaire a eu un impact profond sur les démarches adoptées par les parties prenantes régionales et internationales pour faire face à la LRA. Une conséquence importante en a été la perte d'influence des principales figures civiles ayant participé au processus de paix de Juba. Celles-ci avaient également travaillé dans l'idée que le problème posé par la LRA était étroitement lié à la situation politique au nord de l'Ouganda. L'influence de ces individus a été rapidement supplantée par un autre groupe d'experts prônant une démarche plus militarisée centrée sur le DDRR.¹² Selon ces spécialistes, les pourparlers de paix de Juba avaient révélé le rejet sans équivoque de Kony d'une solution pacifique et ils voyaient donc la nécessité d'une approche stratégique

¹⁰ Pour une analyse critique du processus de paix de Juba, voir en particulier "Part Three: Peace and Justice", dans Tim Allen et Koen Vlassenroot (eds.), *The Lord's Resistance Army – Myth and Reality* (Zed Books, Londres, New York, 2010), pp. 187-278, et "Part One: The Juba Peace Talks", dans Pal Wrange et Onyango John Francis (eds.), *The International Criminal Court and the Juba Peace Process or Global Governance and Local Friction*, (à paraître).

¹¹ Voir *Twenty-seventh report of the Secretary-General on the United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo, S/2009/160*, 27 mars 2009, pts. 19-21. P.21: "On rapporte que plus de 700 personnes ont été tuées et des centaines d'autres, surtout des enfants, ont été enlevées depuis le début des opérations conjointes. Résultat des attaques, 180 000 personnes ont fui leur foyer et plus de 16 000 Congolais ont cherché refuge au Sud-Soudan".

¹² DDRR – programme innovant mis en place dans la région des Grands Lacs visant à désarmer et rapatrier les groupes armés étrangers dans leur pays d'origine.

articulée autour de la neutralisation de Kony et des ses officiers tout en réduisant la force de la LRA par l'usure au combat et les défections.¹³

L'autorisation de déployer l'UPDF dans les trois pays touchés montrait la portée régionale de la LRA, tout en marquant paradoxalement le déclin de la menace du groupe de Kony en Ouganda. Négociées au plus haut niveau, les conditions de cette autorisation n'ont pas été explicitement révélées. Trois mois après le lancement de l'OLT au Congo, les ministres ougandais et congolais de la Défense ont annoncé un transfert des responsabilités aux FARDC et ont assisté à une cérémonie de retrait des troupes de l'UPDF dans la ville de Dungen le 15 mars 2009.¹⁴ En réalité, les forces ougandaises sont restées dans la région pour continuer à poursuivre les commandants de la LRA. De nouveaux massacres épouvantables ont provoqué une détérioration durable des conditions humanitaires dans la région. Cette évolution négative a aidé les organisations de défense des droits humains à Washington D.C. à mobiliser les décideurs politiques américains autour de la nécessité d'une nouvelle démarche globale en vue de résoudre le problème de la LRA.¹⁵

En parallèle, la direction de la mission de maintien de la paix des Nations Unies en RDC (MONUC, maintenant MONUSCO) était menacée par des critiques généralisées de la part de la communauté des acteurs humanitaires, qui se plaignait de l'incapacité des casques bleus à protéger les populations civiles malgré l'aide des soldats des FARDC pour des opérations militaires dans la province orientale et dans la région du Kivu.¹⁶ Son autorité a été diminuée encore davantage par des tensions politiques avec Kinshasa, au point qu'en novembre 2009, le président congolais Kabila appelle pour la première fois au début d'un retrait des troupes de maintien de la paix de l'ONU. Le Conseil de sécurité de l'ONU a résisté à cet appel et négocié les objectifs d'un retrait futur. La question de la fin de la mission de maintien de la paix a cependant été évoquée par le pays d'accueil et une telle demande pourrait donc être réitérée.

Pendant ce temps, la mission des Nations Unies en RCA et au Tchad (MINURCAT), bien qu'appréciée par les autorités locales de l'est tchadien et du nord de la RCA, s'est vue ordonnée par N'Djamena de terminer le retrait de ses 1 500 soldats avant les élections présidentielles d'avril 2011. Au Soudan, en 2009 et 2010, la Mission préparatoire des Nations Unies au Soudan forte de 10 500 soldats (MINUS) s'est concentrée sur le soutien au référendum sur le statut futur du Sud-Soudan et a géré les tensions entre Khartoum et Juba. L'indépendance du Sud-Soudan étant prévue pour le début juillet 2011¹⁷, les tensions montent et culminent le 21 mai 2011 avec l'entrée des forces armées du nord dans Abyei, capitale de la région frontalière disputée.

À la suite d'un pic des taux de déperdition de la LRA en 2009, la pression militaire sur la LRA s'est considérablement réduite au cours de 2010. Face au défi constitué par des renseignements limités et une grande mobilité, l'UPDF a ralenti le rythme initial de ses opérations offensives. De petits groupes de combattants de la LRA ont appris comment traverser les frontières pour tirer profit du manque de coordination entre les missions des Nations Unies et les armées nationales. La poursuite des commandants rebelles s'est progressivement ralentie jusqu'à sa suspension tandis que les tensions

¹³ Interviews pour l'Étude diagnostique Europe, États-Unis, Afrique, février à mars 2011.

¹⁴ "Dungen: le retrait des troupes ougandaises a démarré", Radio Okapi, 16 mars 2009.

¹⁵ Human Right Watch fut la première organisation à révéler l'échelle massive des représailles de la LRA après l'OLT dans "The Christmas Massacres, LRA attacks on Civilians in Northern Congo", Human Right Watch, février 2009. Ce rapport, rapidement suivi d'autres publications de nombreuses ONG, a attiré l'attention du Congrès américain sur les conséquences négatives de l'OLT soutenue par les États-Unis.

¹⁶ Human Rights Watch, "Eastern DR Congo: Surge in Army Atrocities - UN Peacekeeping Force Knowingly Supports Abusive Military Operations", 2 novembre 2009

¹⁷ Le Sud Soudan a célébré son indépendance le 9 juillet 2011.

entre l'armée ougandaise et les autres forces nationales révélait le manque de cohésion de la coalition anti-LRA. En l'absence d'une sécurité officielle apportée par les forces armées régulières du Sud-Soudan, les chefs suprêmes de la communauté Azande dans l'Équatoria-Occidental ont formés des milices appelées « Arrow Boys ».

Après une tentative soi-disant vaine de s'assurer le soutien de Khartoum en 2009 et 2010,¹⁸ Kony et la LRA profitent de cette accalmie dans les opérations de l'UPDF et d'une attention internationale fluctuante pour se regrouper dans la province orientale de la RDC.¹⁹ Malgré des déclarations optimistes de Kinshasa et du porte-parole militaire de la MONUSCO selon lesquelles le groupe est considérablement affaibli,²⁰ la LRA continue à mener des actions dans trois pays (la RDC, la RCA et le Sud-Soudan), comme il a été récemment établi par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA).²¹

Aucun consensus sur le problème de la LRA

Depuis le lancement de l'OLT en décembre 2008, la LRA opère en "mode de survie", déterminée à détourner la pression militaire tout en tentant de rétablir des réseaux de soutien au Soudan. L'analyse de l'histoire de la LRA présentée ci-dessous par cette étude démontre que la LRA a déjà connu des phases semblables par le passé et s'est adaptée en conséquence. Cette évaluation du mode opérationnel actuel de la LRA représente l'un des rares points d'accord largement partagés parmi les cinquante universitaires et analystes, militants et défenseurs de droits humains et de l'action humanitaire, représentants des Nations Unies, diplomates et officiers militaires interviewés pour la partie politique de cette étude. En effet, les consultations menées pour ce projet ont révélé un frappant manque de consensus sur l'échelle, l'étendue, la nature et la gravité du problème de la LRA. Trois "écoles de pensée" distinctes ont émergé de ces entretiens, chacune brossant un portrait différent de la LRA et suggérant une démarche différente face au problème.

L'école de "la construction de l'État"

Cette école est composée essentiellement de diplomates européens et d'officiers supérieurs des Nations Unies et des gouvernements africains. Selon eux, les campagnes offensives de l'UPDF de ces dernières années ont été extrêmement positives et ont provoqué une accélération des défections de membres de la LRA. Éparpillée sur une large zone, la LRA a des difficultés de cohésion, de soutien externe et de communication. Généralement d'accord pour estimer la LRA à un noyau dur d'environ 250 combattants ougandais, les partisans de cette école affirment que la LRA est à présent un problème d'ordre public qui pourrait vite devenir insignifiant dans un coin de l'Afrique centrale qui souffre habituellement de banditisme à petite échelle.

¹⁸ Les analystes soupçonnent que deux tentatives ont été menées, une en octobre 2009 et l'autre en septembre 2010.

¹⁹ Ce sujet sera développé ci-dessous, dans la partie suivante.

²⁰ Voir "La LRA perd ses capacités opérationnelles selon Mamadou Gaye", Radio Okapi, 30 mars 2011.

²¹ OCHA a démontré que le premier trimestre de 2011 avait été témoin d'une augmentation significative du nombre d'incidents liés à la LRA. En trois mois, 107 attaques ont été signalées dans les trois pays. Voir LRA Regional Update: DRC, CAR and south Sudan – janvier – mars 2011, OCHA, 7 avril 2011

Dans une telle perspective, aucun des régimes de l'Ouganda ou du Congo ne perçoit Kony comme une sérieuse menace pour leur sécurité et leurs intérêts politiques. Interprété comme un problème d'ordre public, le défi posé par la LRA demande l'installation et le renforcement d'une autorité des différents États de la région. Ceux qui défendent cette démarche de "construction de l'État" prônent l'idée que des politiques internationales élaborées afin de faire face à ce qu'ils perçoivent comme l'importance politique superficielle de la LRA sont contre-productives et pourraient potentiellement fournir une légitimité indirecte aux intentions de la LRA. Au lieu de cela, le démantèlement de la LRA est défini comme une responsabilité transfrontalière dépendante de la coopération régionale en matière de sécurité et nécessitant une augmentation des niveaux de soutien pour la construction d'une vraie capacité.

La meilleure marche à suivre, selon cette perspective, est que la communauté internationale soutienne les initiatives annoncées par l'UA pour maintenir la LRA dans l'isolement, puisqu'il est admis avec pragmatisme que le rôle des Nations Unies ne peut être étendu au-delà d'une accélération des activités de DDRRR afin d'encourager les défections et l'aide humanitaire. Tout en continuant à veiller au risque de renouvellement du soutien extérieur aux rebelles, l'école de la "construction de l'État" exhorte les autres partenaires internationaux à élaborer une approche cohérente afin d'améliorer la gouvernance locale, promouvoir la responsabilité régionale et traiter avec prudence le problème de l'implication de la Cour pénale internationale (CPI), source de clivages politiques.

L'école de la "solution militaire"

Les partisans de cette école se trouvent essentiellement parmi les autorités ougandaises ainsi qu'aux États-Unis et dans les ONG centrées sur la défense des droits humains. L'argument des défenseurs d'une "solution militaire" est que Kony a eu l'occasion de rechercher une solution pacifique au problème de la LRA mais n'a pas réussi à faire aboutir positivement le processus de Juba. Dans cette perspective, les objectifs actuels de Kony n'ont plus (pour peu qu'ils n'en aient jamais eue) de motivation politique, mais plutôt celle des gratifications pathologiques liées au statut de seigneur de guerre. Le caractère atroce des crimes commis par la LRA justifie l'utilisation de la force pour éliminer Kony et ses lieutenants du champ de bataille. Dépourvu de ses leaders d'origine, l'école de la "solution militaire" défend l'idée que la menace représentée par la LRA serait réduite de façon significative.

Cependant, le défi lié à cette démarche réside dans l'association des ressources militaires et de la stratégie adéquates tout en assurant la protection des populations civiles contre de probables représailles des combattants restants. Des opérations méthodiques pour boucler et fouiller la région touchée par la LRA exigeraient un nombre de soldats que les forces combinées de l'UPDF, les FARDC, les FACA et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) ne peuvent pas engager de façon réaliste.

Deux approches sont privilégiées. Dans la première, les partenaires internationaux fourniraient un soutien supplémentaire à des unités sélectionnées parmi les forces militaires déjà déployées dans la région. Il est avancé que, grâce à une planification conjointe et une coopération régionale, les unités soutenues devraient pouvoir localiser et neutraliser la direction de la LRA. La deuxième proposition, appelée "stratégie d'appréhension" consisterait à utiliser un appui militaire étranger à haute capacité, dont une aide des forces spéciales aériennes et une force de renseignement déployée sur le terrain en complément de la présence militaire existante dans des opérations très ciblées. L'argument motivant cette stratégie est que l'échec de 25 ans d'efforts de l'UPDF dans la poursuite de Kony démontre le besoin d'une implication étrangère directe. Les mandats d'arrestation de la CPI contre Kony et deux autres figures de la LRA fournissent le cadre légal d'une intervention internationale. Dans ces deux approches, l'association d'une meilleure coordination transfrontalière et d'actions plus fermes de la part

des forces de maintien de la paix des Nations Unies est censée fournir la protection des populations lors des opérations militaires.

L'école du "réengagement"

Cette école est constituée essentiellement d'universitaires et de diplomates ayant une bonne connaissance de l'Ouganda et de responsables de programmes d'ONG humanitaires. Une partie d'entre eux prônent les tentatives de négociations avec Kony tandis qu'une autre partie défend une approche plus modeste consistant à encourager les chefs des communautés à ouvrir le dialogue avec les commandants locaux de la LRA. Selon l'école du "réengagement", les actions militaires précédentes contre la LRA – conçues pour être décisives – ont systématiquement engendré davantage de violences contre les populations et n'ont pas rempli leurs objectifs. D'anciens otages rentrés dans leur communauté d'origine ont été victimes d'ostracisme. La stratégie d'engagement mise en œuvre dans le processus de Juba a réussi à fournir une grande somme de renseignements sur la LRA, exposer des sympathisants de la diaspora et réduire provisoirement le niveau d'insécurité.²² Juba a échoué essentiellement parce que les parties internationales ayant pris part aux pourparlers avaient des démarches conflictuelles et ont été incapables d'exprimer un message cohérent. De plus, selon eux, la position antagoniste du président Museveni et le manque de clarté relatif à l'étendue du processus de la CPI ont contribué davantage à saper les négociations. Nombre des anciens médiateurs internationaux à Juba, y compris des responsables des Nations Unies, ont perdu toute crédibilité en tant que facilitateurs d'une solution pacifique.

Ces dernières années, le lien entre la LRA et le nord de l'Ouganda a certes été affaibli davantage. Cependant, les partisans de l'école du "réengagement" soulignent la dimension historique du groupe, argumentant que les liens entre les Acholis et la LRA pourraient être plus forts qu'il n'est largement admis. Les intérêts de Kony, des commandants de la LRA, des sous-officiers et des troupes divergent probablement, les membres de cette école pensent que de nouvelles initiatives ne devraient pas se limiter à une poignée de membres de la LRA. Ils soulignent l'importance d'une compréhension de la cohésion du groupe et de la structure exacte de la direction.

Les partisans de cette école critiquent ce qu'ils perçoivent comme une "solution éclair" adoptée par les partenaires internationaux et lui préfèrent un rôle accru des intermédiaires locaux, dont les chefs religieux, qui, selon eux, devraient être encouragés à réengager les membres de la LRA de la part des communautés.²³ Sur le long terme, le progrès n'est pas linéaire et des occasions positives pourraient émerger des efforts continus sur le terrain.

Une perte d'élan aux niveaux régional et international

L'OCHA compte 350 000 PDI imputées à la LRA dans la région et rapporte que le premier trimestre de 2011 a vu une augmentation du nombre d'incidents dus à la LRA, ce qui mènera encore probablement à

²² Les avis s'opposent au sujet de l'amélioration des régions touchées par la LRA lors des pourparlers de Juba. Certains observateurs évaluent l'impact positif des séries de négociations sur la sécurité immédiate tandis que selon d'autres, Kony aurait utilisé cette période de pression militaire moindre pour reprendre des forces et se réorganiser.

²³ Pour une meilleure compréhension de cette école de pensée, voir en particulier Mareike Schomerus et Kennedy Tumutegyeize, "After Operation Lightning Thunder: Protecting Communities and Building Peace", Conciliation Resources, avril 2009.

des déplacements accrus.²⁴ Les gouvernements de Kinshasa, Kampala, Bangui et Juba font face cependant à d'autres défis politiques et sécuritaires. La LRA ne présente pas de menace directe contre les régimes en place et n'a pas de lien connu avec les mouvements séparatistes locaux. N'étant donc pas une priorité, autre que dans le contexte de la protection des populations civiles, les autorités nationales n'investissent que quelques ressources dans le démantèlement de la LRA. Avec une crise humanitaire impossible à ignorer, les Nations Unies, l'UA et les États-Unis cherchent encore à formuler leur propre stratégie cohérente.

Les troupes des Nations Unies dans les pays touchés par la LRA n'ont pas réussi à protéger la population. Sous l'égide de la MONUSCO, les différentes missions de maintien de la paix dans la région adoptent progressivement de nouveaux plans de DDRRR. La mise en œuvre réussie de ces plans est cependant circonscrite par des ressources et un personnel limités, ainsi qu'une plus grande priorité pour d'autres mandats. La stratégie anti-LRA élaborée par l'administration américaine demeure modeste en termes des détails fournis, du soutien politique qu'elle aura rassemblé au sein de l'administration et le financement obtenu.²⁵ L'UA a autorisé une importante réunion symbolique dédiée à la LRA en octobre 2010 ; mais un véritable consensus sur le moyen de faire face à la situation reste à trouver dans les capitales des pays touchés par la LRA. L'Europe se montre attentive mais attend une initiative des États-Unis et/ou de l'UA. Dans ces conditions, les autorités civiles locales et les chefs des communautés luttent pour coordonner des initiatives sur le terrain et définir leur rôle au sein de la démarche militaire actuelle. Les réponses locale, régionale et internationale à la menace que représente la LRA demeurent fragmentées et inadéquates.

Une mobilisation régionale sans ressources adéquates

Actuellement, les unités de l'UPDF sont autorisées à opérer dans les trois pays où la LRA est présente.²⁶ Ces unités reçoivent une quantité limitée d'aide technique et de renseignements de la part des États-Unis. En théorie, l'UPDF est à la poursuite des rebelles tandis que les autres troupes nationales sont responsables de la protection des populations civiles, avec l'aide des soldats de maintien de la paix des Nations Unies déployés dans la région. Des déclarations des autorités ougandaises et destinées aux audiences étrangères présentent la LRA comme un problème non seulement régional mais aussi international. Cependant, plutôt que de provoquer la mobilisation de davantage de ressources pour faire face au problème, ces déclarations semblent diluer les responsabilités. En Ouganda, la question de la LRA s'est effacée de la liste des priorités nationales. Les experts interviewés pour cette étude ont remarqué que la LRA a rarement été mentionnée lors de la dernière campagne pour les élections présidentielles. Les autorités ougandaises au pouvoir ont fait référence à la lutte dans le nord de l'Ouganda comme une question réglée et ont parlé de la LRA comme d'un groupe rebelle vaincu ne représentant aucune menace directe pour la population du pays. Entre 2009 et 2011, le nombre des troupes de l'UPDF consacrées à la traque de Kony et de ses lieutenants a été réduit de deux tiers, les ressources étant réaffectées à d'autres conflits prioritaires au Karamoja et en Somalie.²⁷

²⁴ L'OCHA a enregistré 348 490 PDI dans les trois pays touchés par la LRA en avril 2011 directement imputées aux activités de la LRA. LRA Regional Update, OCHA, op. cit.

²⁵ *Strategy to Support the Disarmament of the Lord's Resistance Army*, Gouvernement des États-Unis d'Amérique, Washington D.C., 24 novembre 2010.

²⁶ Cela pourrait être sur le point de changer. Des rapports sur un retrait de la RDC ont commencé à circuler au moment de la rédaction de cette étude.

²⁷ Ledio Cakaj, "Too Far from Home: Demobilizing the Lord Resistance Army", The Enough Project, février 2011. Les troupes de l'UPDF étaient largement déployées pendant les élections en Ouganda et plus récemment, pendant

En RDC, le Ministre de la Défense a, publiquement et à maintes reprises, minimisé l'importance de la LRA.²⁸ Jusqu'à très récemment, Kinshasa a résisté aux appels lancés pour le déploiement de ses meilleures troupes dans la province orientale, y compris des bataillons entraînés par les partenaires étrangers.²⁹ Avec les élections présidentielles prévues fin 2011, la RDC pourrait faire face à des tensions politiques accrues et une plus grande insécurité dans d'autres coins de son territoire. Contrastant avec le désintérêt de Kinshasa pour la LRA et la réticence au déploiement de troupes, le gouvernement de la RCA a dénoncé la présence de la LRA sur son sol. Il a appelé à davantage d'aide militaire internationale afin que ses propres forces puissent se substituer à l'UPDF et lancer des opérations dans le pays. Pourtant, les FACA ont une force sur la ligne de front de seulement 1 500 à 2 000 soldats, le reste des troupes étant constitué de personnel peu compétent au niveau militaire. La décision prise par Bangui en 2007 d'encourager les groupes armés locaux à assurer la sécurité contre la LRA dans le nord-est de la RCA a eu un impact limité sur cette dernière mais a largement sapé les efforts visant à faire respecter l'ordre public dans cette zone.³⁰

Les observateurs expriment également des doutes quant à la capacité du Sud-Soudan de mobiliser suffisamment de forces pour contenir la LRA en Équatoria-occidental, bien que les milices "Arrow Boys" de la communauté Azande se soient constituées à cette fin. En octobre 2010, en marge d'un sommet de l'UA à Bangui, un ensemble de décisions politiques et militaires a été proposé pour améliorer la coopération régionale contre la LRA.³¹ Une équipe d'experts techniques d'États membres de l'UA a été mandatée pour enquêter sur les conditions de mise en œuvre de ces décisions. L'équipe a présenté un premier ensemble de constatations au début du mois de juin 2011. Tandis que cette initiative est actuellement en cours et pourrait donner des résultats positifs, les diplomates interviewés pour cette étude mettent en garde sur le fait que les ressources de l'UA sont déjà extensivement utilisées pour d'autres priorités, dont la Somalie, le Darfour et le Sud-Soudan.

Dans ce contexte, les personnes interviewées attendaient des prochaines discussions qu'elles se concentrent sur la réorientation de l'aide militaire américaine actuellement fournie à l'UPDF vers une nouvelle initiative de l'UA. De plus, des mesures visant à améliorer la coordination des forces nationales

les marches « walk-to-work » contre l'augmentation des prix dans l'alimentation et les carburants (sujet discuté ci-après).

²⁸ P.ex., "Menaces de la LRA à Dungu : controverse entre gouvernement et société civile locale", Radio Okapi, 19 mars 2011.

²⁹ En avril 2011, les autorités congolaises ont donné l'autorisation pour le déploiement d'un bataillon d'infanterie léger entraîné par les États-Unis de Kisangani vers la zone d'activités de la LRA. Les États-Unis, la Belgique, le Royaume-Uni et la Chine ont tous fourni un entraînement bilatéral à des bataillons individuels au cours de l'année 2010. L'Angola et l'Afrique du Sud ont également été impliqués dans l'aide aux troupes congolaises par le passé, mais leur relation bilatérale respective avec Kinshasa s'est dégradée ces dernières années.

³⁰ En particulier l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR), un groupe mené par Zacharia Damane et essentiellement composé d'ex-combattants du nord de l'Ouganda, reçoit le soutien du gouvernement depuis avril 2007 pour contrer la LRA dans le nord-est de la RCA. Cela a justifié que le groupe refuse de rejoindre les programmes de DDR et a exacerbé les conflits ethniques dans sa zone d'opérations. Voir aussi HRW, "CAR/DR Congo: LRA Conducts Massive Abduction Campaign: New Regional Strategy Needed to Protect Civilians and Rescue Children", 11 août 2010.

³¹ Voir "Communiqué de Presse sur la Réunion Régionale Ministérielle sur la LRA tenue à Bangui, en RCA les 13 et 14 octobre 2010", Union africaine, 14 octobre 2010. Lors d'une réunion du Groupe de travail international (GTI) sur les groupes armés étrangers à Bruxelles le 13 janvier 2011, l'UA a fait un rapport sur les résultats de sa réunion au sujet de la LRA. Ils comprenaient l'organisation d'une brigade conjointe, l'établissement d'une cellule d'opération conjointe et la désignation d'un envoyé spécial de l'UA.

existantes seront probablement annoncées à la place de mesures répondant aux exigences clés d'un élargissement de l'éventail des capacités stratégiques.

Sans la pression militaire de l'UPDF, il est probable que la LRA réorganise et consolide son appareil de commandement et de contrôle. Sans la mise à disposition de nouvelles ressources importantes, les partenaires internationaux verraient probablement d'un bon œil une déclaration forte autorisant l'UPDF à continuer les opérations transfrontalières.

Il reste à voir comment l'UA a l'intention de solliciter le régime de Khartoum sur cette question. L'organisation régionale pourrait obtenir un engagement à long terme des autorités du Nord-Soudan à déclarer sa non allégeance à la LRA. Suite au dialogue diplomatique qui a mené au référendum pacifique au Sud-Soudan, on pourrait explorer des méthodes créatives pour que Khartoum fournisse davantage d'aide face à la menace de la LRA. En cas d'affaiblissement du processus de paix au Soudan, la LRA risque de réapparaître comme élément déstabilisant supplémentaire.

Les efforts des Nations Unies pour « refaire la même chose, mais mieux »

Suite à la publication du rapport de Human Rights Watch sur le massacre de Noël 2009,³² plusieurs ONG internationales ont mené à New York des campagnes au sujet de la LRA. Toutes les ONG ne demandent pas la même panoplie de décisions politiques. Certaines ONG de défense des droits humains font la promotion d'une plus grande implication dans une solution militaire tandis que d'autres ONG d'action humanitaire se concentrent sur l'exploration de nouveaux moyens de protection des populations civiles.³³ Elles sont cependant d'accord pour affirmer que les Nations Unies ne sont pas suffisamment impliquées dans ce problème. Le Conseil de sécurité de l'ONU a résisté à leurs appels communs pour mettre la LRA à l'ordre du jour et les groupes de défense ont exprimé leur déception face à l'absence d'une direction américaine à New York. Plusieurs membres du Conseil ont défendu l'idée que l'UA était le forum adéquat pour des prises de décision multilatérales au sujet de la LRA.

Le désengagement du Conseil de sécurité sur cette question est survenu en même temps que son insistance grandissante sur la protection des populations civiles au moyen de mandats autorisés pour les diverses missions de maintien de la paix des Nations Unies déployées dans la région d'Afrique centrale. Les responsables des Nations Unies, ont cependant défendu l'idée que des missions de maintien de la paix telles que la MONUSCO, la MINUS et la MICOPAX³⁴ n'ont pas les capacités suffisantes pour mener à bien cette tâche à un moment où les gouvernements d'accueil lancent régulièrement des appels au retrait de ces missions. Étant données ces contraintes de ressources, l'accent est mis sur une amélioration de la performance du maintien de la paix à "moyens constants". En théorie, ceci devrait être obtenu par une coordination accrue entre les missions, l'action humanitaire des Nations Unies, le développement, la protection des populations civiles, et les initiatives de DDRR appuyées par les bailleurs de fonds étrangers,³⁵ en clarifiant la ligne de commandement au niveau stratégique.

³² Op Cit, HRW, 16 février 2009.

³³ Par exemple, à travers leur bureau de New York, HRW défend avec force la "stratégie d'appréhension" tandis qu'Oxfam centre son lobbying aux Nations Unies sur la mise en œuvre de bonnes pratiques liées à des normes de protection des populations civiles (PoC).

³⁴ MICOPAX est la Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC). Elle comprend 500 soldats de maintien de la paix. La priorité du mandat de la mission était de soutenir les élections générales en République centrafricaine tenues en janvier 2011 et de mener le DDR des anciens rebelles.

³⁵ Les projets actuels comprennent la construction de tours de relais de radio et de téléphonie mobile dans le nord de la RDC afin d'établir un réseau d'alerte pour la protection des populations civiles.

À ce jour, l'identification du point focal des Nations Unies pour la LRA manque de clarté ; soit le DOMP des Nations Unies soit le Département des Affaires politiques des Nations Unies (DAP) ont assumé la direction, ce dernier favorable à une coordination politique à partir de son bureau à Libreville. Dans ce contexte, les Nations Unies ne semblent considérer qu'une stratégie d'endiguement couplée à un dialogue politique renforcé avec les pays touchés par la LRA. Une telle approche ne répond pas au souci essentiel sur le terrain qui est que le déploiement des troupes des Nations Unies n'a eu qu'un effet de dissuasion limité sur la LRA.

La stratégie américaine et les partenaires internationaux

En 2009, un groupe d'ONG américaines et internationales a créé un élan important au Congrès américain au sujet du problème de la LRA.³⁶ Comme exigé dans le "LRA Disarmament and Uganda Recovery Act" (loi relative au désarmement de la LRA et à la relance du nord de l'Ouganda), l'administration américaine a défini en novembre 2010 une stratégie de soutien au désarmement de la LRA.³⁷ Des spécialistes de l'Afrique qui observent ce processus politique depuis le Capitole estiment que la délibération interagences était entravée dès le départ par deux problèmes interconnectés. Tout d'abord, l'absence d'une ligne de budget spécialement allouée à la stratégie contre la LRA dans la législation limitait son champ d'action. La plupart des fonds du compte d'affectation du ministère américain des affaires étrangères pour les opérations de maintien de la paix sont alloués à des programmes dans le Sud-Soudan, la Côte d'Ivoire et la Somalie. Ensuite, les champions de la cause anti-LRA au Congrès ont quitté leurs fonctions après les dernières élections à mi-mandat, créant derrière eux un vide et affaiblissant tout soutien politique au Capitole.³⁸

À court terme, la stratégie américaine préconise des améliorations progressives de la démarche militaire actuelle plutôt que l'adoption d'une démarche radicalement différente. Outre le soutien politique officiel des décisions de l'UA, l'aide humanitaire et quelques fonds pour la construction de tours de relais de radio et de téléphonie mobile dans le nord de la RDC, la stratégie américaine se concentre en pratique sur l'élimination de l'équipe dirigeante de la LRA en augmentant l'assistance à l'UPDF et, potentiellement, aux FARDC. Le but est d'intégrer la protection des populations locales et la traque de Kony dans un seul mécanisme opérationnel conçu par l'armée américaine.

Malgré l'incertitude de ces derniers mois créé par le débat sur le budget américain pour l'année fiscale 2011, l'administration américaine a alloué à peu près le même montant au soutien de l'UPDF qu'en 2009 et 2010.³⁹ Le Commandement unifié pour l'Afrique de l'armée américaine (AFRICOM) prévoyait de déployer des conseillers américains avec ses bataillons africains au cours de l'été 2011 afin d'établir un rapport sur tout progrès pour une revue au Congrès en novembre 2011⁴⁰. Le ministère américain des affaires étrangères n'a pas encore autorisé ce déploiement. Même s'il était autorisé, il reste que cette

³⁶ Oxfam, HRW, The Enough Project, Invisible Children et Resolve ont été particulièrement actifs dans le lobbying des membres du Congrès américain et des responsables de l'administration.

³⁷ *Strategy to Support the Disarmament of the LRA*, Gouvernement des États-Unis d'Amérique, op. cit.

³⁸ Les sénateurs Russ Feingold (D-WI) et Sam Brownback (R-KS), qui ont introduit la loi sur la LRA en mai 2009, ont été soit battus lors des dernières élections de mi-mandat (Feingold), ou ont pris leur retraite (Brownback).

³⁹ Cet effort financier est à peine viable sans un budget alloué. Les ONG actives au Capitole à Washington ont estimé que l'administration américaine s'était engagée à hauteur de 14 millions de dollars en appui à l'UPDF pour des opérations contre la LRA en 2011, dont 12 millions de dollars transférés des fonds d'opérations de maintien de la paix alloués aux programmes de RSS (Réforme du secteur de la sécurité) au Soudan.

⁴⁰ Le 14 octobre 2011, les États-Unis ont annoncé qu'ils envoyaient 100 conseillers militaires en Ouganda pour appuyer les efforts des armées régionales poursuivant le groupe rebelle. Voir le communiqué du Département d'État américain : <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2011/10/175523.htm>

initiative dépend entièrement du maintien de la volonté de coopération des autorités ougandaises et congolaises. La jalousie et la suspicion sur les activités de l'UPDF ont amené les trois pays voisins actuellement touchés par la LRA à remettre en question la présence à long terme des troupes ougandaises sur leur sol. Tandis que de nombreux analystes craignent que cette stratégie centrée sur l'UPDF ne soit viable, les différentes agences gouvernementales impliquées se sont mises d'accord à l'été 2010 sur le fait que c'était la seule marche à suivre réaliste. Il n'en reste pas moins que l'administration américaine a isolé le problème de la LRA comme une question importante. Elle a, pour la première fois, mentionné précisément le groupe armé dans sa demande de budget pour l'année 2012.⁴¹ Les groupes de pression font à présent le forcing pour s'assurer que cette mention précise existe dans le budget que le Congrès doit voter dans les derniers mois de 2011. Cette pression a surtout pour but, par rapport à l'étendue des actions américaines à long terme, de s'assurer que les fonds soient directement ciblés pour la mise en œuvre de la stratégie, probablement à hauteur de 50 millions de dollars.

Des responsables américains ont sollicité leurs homologues européens pour contribuer à la mise en œuvre de la stratégie en juillet 2010. Les Américains ont en particulier envisagé un rôle important de la France en RCA. La France contribue largement au budget de la MICOPAX tandis que ses troupes sont employées dans les opérations en Afrique francophone et pour soutenir le programme de RSS des FACA. Avant la crise en Libye, la France se préparait au retrait de l'*Opération Épervier* au Tchad. Un redéploiement des 950 soldats français des armées de terre et de l'air au Tchad aurait pu créer une occasion de renforcer provisoirement les 240 soldats français présents en RCA.

Les responsables français s'attendaient à ce que les États-Unis et l'Union européenne discutent du principe d'une initiative multilatérale, et non bilatérale, à l'automne 2010. D'après les entretiens menés à Washington, Paris et Kampala, il semble qu'aucun pas concret n'ait été fait pour établir la coordination entre les armées américaine et française au sujet de la LRA. Selon des observateurs indépendants à Paris, la France ne serait pas très enthousiaste à l'idée d'ouvrir un nouveau front, même d'envergure et de durée limitées, puisqu'elle remplit déjà un rôle de commandement dans les opérations en Libye et en Côte d'Ivoire et, dans une moindre mesure, en Afghanistan et au Liban.

Les diplomates d'autres pays européens n'ont pas montré de volonté de s'engager au-delà d'un appui aux futures initiatives de l'UA, aux projets de DDRRR de la MONUSCO et à l'élargissement de la couverture des ondes de radio et de téléphonie mobile.

Les chefs des communautés locales se sont engagés à une ouverture au dialogue avec la LRA

Depuis la fin de 2008, les éminentes personnalités publiques qui ont mené les négociations avec Kony se sont désengagées de la question de la LRA. Plusieurs militants et universitaires européens qui ont assisté au processus de Juba indiquent que, si la possibilité se présente, le recours à des individus moins connus dans des médiations en toute discrétion serait plus efficace pour rétablir le contact avec Kony plutôt que de faire appel à des personnalités en vue.⁴² Les mêmes sources déclarent que la priorité donnée au désarmement forcé depuis l'OLT a également provisoirement marginalisé les chefs des communautés

⁴¹ Le ministère américain des affaires étrangères a fait une demande de budget de 292 millions de dollars pour le compte d'affectation aux opérations de maintien de la paix (PKO) pour l'année 2012, dont un soutien à l'APLS et aux FARDC. Une des petites parties intitulée "Stabilisation des conflits en Afrique et sécurité des frontières" a proposé un financement de 7,6 millions de dollars. "Contre l'Armée de résistance du Seigneur en Afrique centrale et Afrique de l'est" est une des priorités de cette section.

⁴² Interviews pour l'Étude diagnostique, Paris, Londres, La Haye, Anvers et Stockholm, février 2011.

locales impliqués dans les pourparlers de paix de Juba. En effet, une coalition de chefs locaux des quatre pays touchés par la LRA a toujours l'intention de jouer un rôle plus important.

Presque trois ans après le début des opérations militaires, les chefs des communautés dénoncent le manque d'engagement de leurs gouvernements respectifs, de leurs armées et de la communauté internationale à faire de la protection des populations civiles une priorité.⁴³ Certaines autorités religieuses et chefs traditionnels sont sceptiques face à la perspective de finalement neutraliser la LRA par des moyens militaires et ont commencé à chercher comment rétablir le contact avec la LRA de façon individuelle. Le message transmis aux combattants rebelles et aux kidnappés est de leur faire savoir qu'il leur est toujours possible de réintégrer leur communauté d'origine. Des incitations et une sensibilisation sont destinées aux membres de la LRA tout comme aux communautés d'accueil.

Afin de refléter les exigences articulées par ces chefs de communautés, une coalition d'ONG, EurAc, a réintroduit le concept du dialogue avec la LRA auprès du public européen. Depuis octobre 2009, IKV/Pax Christi coordonne un réseau régional impliquant les autorités religieuses de tous les pays touchés par la LRA. Plusieurs initiatives nationales sont en cours de réalisation : une avec la commission Justice et Paix à Yambio soutenue par Cordaid, une avec les chefs religieux à Dungu soutenue par IKV/Pax Christi et une avec l'Initiative de paix des chefs religieux acholis (ARLPI) dans le nord de l'Ouganda soutenue par Conciliation Resources. Dans un cas, la collaboration a été mise en place par le programme de DDRRR de la MONUSCO pour affiner le contenu des émissions radio destinées à faciliter les capitulations volontaires. La plupart des chefs locaux demeurent réticents à élargir ce type de collaboration et craignent d'être embarqués dans les politiques des Nations Unies.

Aucune réponse collective crédible à la menace de la LRA n'a été élaborée

Au cours du premier trimestre 2011, l'OCHA a confirmé l'assassinat de 68 civils et l'enlèvement de 178 autres par la LRA. Les attaques ont causé 33 300 nouveaux déplacés internes en RDC, 2 000 en RCA et 2 800 au Sud-Soudan.⁴⁴ Durant la même période, le programme de DDRRR de la MONUSCO n'a démobilisé et rapatrié en Ouganda que quatre ex-combattants de la LRA.⁴⁵

Le regroupement de la LRA dans la province orientale toute proche de la frontière du Sud-Soudan risque de provoquer de nouvelles crises, y compris au Sud-Soudan, où des tensions locales impliquant des groupes Azande et Mbororo organisés en forces de défense civiles pourraient déclencher des affrontements ethniques.

Extension des activités de DDRRR dans la province orientale, déploiement des unités de la MONUSCO dans le Bas-Uélé, où la mission des Nations Unies n'est actuellement pas présente, nouvelles mesures telles qu'une loi d'amnistie pour la RDC semblable à celle existant en Ouganda, financement de nouveaux programmes de justice et de réconciliation soutenus par les ONG locales ou revalorisation des paquets de réintégration : si elles ne sont pas liées à une nouvelle initiative majeure, ces actions encourageraient une démobilisation légèrement rehaussée de combattants de la LRA mais seraient insuffisantes pour renverser la tendance négative de ces derniers mois.

⁴³ Dans une lettre lue dans toutes les églises du territoire de Dungu le 20 mars 2011, l'évêque de Dungu a critiqué le gouvernement qui minimise la menace que représente la LRA. Voir "L'évêque de Dungu appelle le gouvernement à agir contre la LRA", Radio Okapi, 21 mars 2011.

⁴⁴ LRA Regional Update, OCHA, op. cit.

⁴⁵ Statistiques de DDRRR de la MONUSCO, mise à jour du 7 avril 2011.

Une action militaire plus ferme pourrait changer la dynamique actuelle, mais tout impact positif ne serait durable que si la protection des populations civiles, le DDRRR et les conditions d'un retour pacifique des ex-combattants sont intégrés dans la planification du processus. Une stratégie militaire uniquement centrée sur la neutralisation de Kony devrait prendre en compte le fait que la LRA pourrait remplacer sa direction ou se transformer en coalition de groupes semi-autonomes.⁴⁶ Une nouvelle frappe, réussie ou non, déclencherait une nouvelle vague de représailles contre la population que les forces de défense actuelles au sol ne pourront empêcher. La possibilité d'un succès de toute démarche militaire demeure encore incertaine, même avec le déploiement de moyens militaires sophistiqués que seul un nombre limité de pays développés possède. Aucune partie prenante internationale n'est prête à fournir des moyens militaires de grande capacité.

Les diplomates occidentaux semblent réticents à reconsidérer un retour à l'établissement de tout dialogue avec LRA. La stratégie américaine publiée en novembre 2010 ne mentionne pas l'engagement de nouveaux pourparlers avec la LRA comme une option possible. Les pays étrangers ne sont pas prêts à soutenir publiquement des initiatives de réengagement qui n'aient pas été tacitement approuvées par Kampala. Ils craignent que cela ne soit perçu comme une ingérence dans la souveraineté politique de l'Ouganda et du Congo à un moment où la bonne volonté de leurs chefs d'État respectifs est nécessaire, à la fois pour les élections générales à venir en RDC, et pour l'importance de l'Ouganda en Somalie. Pour tout décideur politique, un accord est improbable depuis que l'OLT a rendu Kony encore plus méfiant envers tout processus de négociation. Pour eux, il s'agit d'un paranoïaque pragmatique qui n'utiliserait des négociations que pour réaffirmer son contrôle et son autorité sur ses disciples.

À quelques exceptions près, la totalité des 50 experts, voire plus, qui ont été interviewés pour la partie politique de cette étude diagnostique a exprimé de forts doutes sur le fait que les réponses internationales actuelles à la menace de la LRA mettraient fin au problème une bonne fois pour toutes. Tous les individus consultés ont montré une grande frustration face au manque d'options crédibles pour faire face à la LRA et à l'absence d'élan politique dans la région pour élaborer de telles options. Nombreux sont ceux qui ont souligné le défi complexe pour la communauté internationale que serait la réouverture d'un dialogue à un haut niveau sur la question de la LRA, y compris de fermes objections de la part des présidents Museveni et Kabila. Le fait que ni les États-Unis ni l'Union européenne n'aient nommé de nouveaux envoyés spéciaux dans la région des Grands Lacs constitue un souci majeur pour de nombreux interviewés qui pensent qu'une approche régionale est essentielle.⁴⁷

⁴⁶ Voir International Crisis Group, "A Regional Strategy beyond Killing Kony", Africa Report N°157, 28 avril 2010.

⁴⁷ Dans la deuxième moitié de 2010, Howard Wolpe a quitté son poste de conseiller spécial pour la région des Grands Lacs, et l'ancien envoyé spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, Roland Van der Geer, a pris de nouvelles fonctions comme chef de la délégation de l'Union européenne en Afrique du Sud.

Partie III – Historique des activités de la LRA

La LRA fait preuve d'un comportement typique d'un groupe de rebelles avec certaines caractéristiques d'une armée régulière autant que des éléments plus généralement attribués à une secte. Cet aspect multidimensionnel contribue au manque de compréhension général et, de ce fait, à une tendance répandue à sous-estimer la LRA. Ces aspects disparates que présente la LRA expliquent, dans une large mesure, l'incapacité du gouvernement ougandais à gérer le problème efficacement, soit par des actions militaires soit par des pourparlers de paix. Le but de cette partie est de revisiter les archives historiques des opérations de la LRA pour tenter d'éclaircir certains éléments.

Des malentendus significatifs persistent. Par exemple, la LRA a récemment été décrite comme affaiblie, car dispersée en petits groupes dans trois pays différents. Une étude de son histoire montre cependant que la LRA a souvent opéré en petits groupes dispersés, même dans sa période de plus forte puissance. Au cours des années, la LRA n'a pas nécessairement été une organisation homogène mais plutôt composée de petits groupes opérant de façon semi indépendante les uns des autres et tous subordonnés à Kony.⁴⁸

L'utilisation de petites structures est une décision stratégique de la part de Kony. La croyance répandue selon laquelle la LRA est un groupe de voyous agissant sans stratégie cohérente est erronée. Cette décision a été prise pour faciliter le contrôle global (les autres commandants ne peuvent constituer de bases de pouvoir), limiter les occasions de connivence (la rivalité et l'animosité entre les commandants des différents groupes sont souvent encouragées par Kony) et permettre une mobilité maximale, facteur clé de la longévité de la LRA. Récemment, la stratégie de la LRA a été de "survivre" en maintenant des couloirs de déplacements en RDC tout en tentant de s'assurer un soutien extérieur, surtout venant du Soudan.

La force de combat de la LRA est aussi fréquemment sous-estimée. Des déclarations de porte-paroles de l'armée ougandaise selon lesquelles la LRA ne comporte actuellement que 250 combattants et se trouve donc fortement affaiblie, trahissent un manque de compréhension ou d'acceptation du défi à relever. Même si la LRA n'opère en effet qu'avec 250 combattants, ce nombre est cohérent avec les estimations du noyau dur de la LRA durant l'essentiel de la période où elle a semé le chaos dans le nord de l'Ouganda. De plus, l'histoire de la LRA et son mode opératoire actuel suggèrent qu'elle peut faire des ravages avec un petit nombre de combattants, comme cela s'est vu à la mi-décembre 2009, quand environ 30 combattants de la LRA ont massacré plus de 300 civils congolais (et causé des milliers de déplacés internes) à Makombo, dans le Haut-Uélé.⁴⁹

⁴⁸ On met beaucoup l'accent, dans la LRA, sur les actions en petites unités, les "familles" : de petits groupes constitués d'un commandant en charge appelé *lapwony* (professeur en luo), de ses "épouses", d'escortes militaires et de domestiques ou jeunes filles appelées *ting-ting*.

⁴⁹ HRW, "Trail of Death: LRA Atrocities in North Eastern Congo" 2010.

Caractéristiques générales de la LRA

La clandestinité

Elle permet un meilleur contrôle et conditionnement psychologique des combattants au sein de la LRA, assure la prévention de fuites de renseignements vers l'armée ougandaise et l'entoure d'un voile de mystère qui tend à décourager les armées ennemies. La conservation de la clandestinité dans la LRA est une décision stratégique de la part de Kony et a pour but de tirer parti de l'"ignorance" du monde extérieur à la LRA. Il semble comprendre qu'on ne peut vaincre un ennemi qu'on ne connaît pas et, par conséquent, dissimule la LRA derrière un rideau de mystère. Les rituels qui ont cours dans la LRA, certains de nature militaire, d'autres, religieuse, sont en partie conçus pour entretenir le secret et le mystère de la LRA – de la même façon qu'une société secrète ou une secte.

Kony veille jalousement sur ce caractère secret, punissant de mort ceux qui tentent de s'échapper et mutilant ceux qui parlent de la LRA aux personnes extérieures. Des efforts considérables ont été faits pour minimiser l'exposition des combattants de la LRA aux acteurs étrangers non militaires comme on l'a observé dans les relations avec les négociateurs de paix tels que Betty Bigombe, les représentants du Carter Centre et les autorités religieuses.

Les pourparlers de paix de Juba ont été, pour de nombreux combattants de la LRA, la toute première occasion de s'exposer au monde extérieur, ce qui a affaibli l'organisation.⁵⁰ Pour la première fois, le monde extérieur a eu un aperçu de l'intérieur de la LRA, a été renseigné sur ses commandants en chef et leurs soutiens externes. Les pourparlers ont aussi favorisé une interaction limitée avec la base. En fin de compte, ils ont abouti à l'assassinat de Vincent Otti, le négociateur principal de la LRA et à la défection subséquente d'une multitude de commandants, dont le directeur des opérations Opiyo Makas.

La flexibilité

Kony a constamment cherché au fil des ans à élargir au maximum ses possibilités. On le voit dans deux tactiques principales : (1) l'alliance et la coopération avec différents groupes, quelle que soit leur orientation ethnique, idéologique ou religieuse (on y trouve par exemple le West Nile Bank Front, essentiellement des Madi ou Alur du Nil occidental, les Equatoria Defense Forces et d'autres milices du Sud-Soudan aux tendances idéologiques et aux ethnies variées, mais toutes alliées à Khartoum, au gouvernement du Nord-Soudan et aux Forces démocratiques alliées), et (2) en participant aux pourparlers de paix tout en se préparant aux hostilités, comme cela s'est vu durant les dix derniers mois des pourparlers de Juba officiellement achevés le 14 décembre 2008.

⁵⁰ Kony devait savoir l'effet pernicieux de cette exposition sur ses troupes, car les pourparlers se soldaient généralement par la défection des commandants, comme dans le cas de Sam Kolo après avoir parlé avec Betty Bigombe en 2005 ou des commandants de rang intermédiaire tels que Moses Rubangangoyo après avoir parlé aux prêtres catholiques dans le nord de l'Ouganda en 2002-2003. Ce dernier épisode a conduit Kony à menacer de mort des prêtres catholiques (interviews avec Carlos Rodriguez, novembre 2010 et février 2011). Kony a cependant continué à participer aux pourparlers de Juba, ce qui indique peut-être qu'il envisageait après tout sérieusement ces négociations de paix.

L'adaptabilité

La LRA est capable de s'adapter rapidement à des circonstances changeantes. Bien qu'au départ, les opérations se faisaient en petits groupes compacts menant des attaques en formation militaire, elles ont évolué vers une tactique d'attaques éclairs en groupes plus petits et très mobiles. Aujourd'hui, les groupes de la LRA semblent "fondre" lorsqu'ils sont attaqués, et 20 à 30 combattants se dispersent en unités de deux combattants avant de se regrouper dans des lieux de rendez-vous fixés au préalable. De plus, les groupes de la LRA se sont remarquablement adaptés à divers terrains, des terres desséchées du Sud-Soudan à la fin des années 90 aux zones luxuriantes du parc de la Garamba dans les années 2000, et récemment aux conditions arides près du sud du Darfour.⁵¹

La susceptibilité aux événements extérieurs

Malgré son repli sur soi, la LRA, contrairement à la secte typique, est étonnamment affectée par les événements extérieurs. Les commandants de la LRA, y compris Kony, sont bien informés des événements pas seulement dans le nord et l'ensemble de l'Ouganda mais également dans le monde. Leur source d'informations la plus commune est constituée des émissions de radio. En 1996, par exemple, Kony a promis de cesser toute attaque contre des civils pour que ceux-ci puissent aller voter pour Paul Ssemogere, un adversaire du président Museveni aux élections présidentielles. Les attaques de populations civiles sont aussi parfois le résultat d'événements externes, souvent en réaction à des accords conclus dans les capitales des pays pour attaquer la LRA ou des déclarations provenant de ces capitales selon lesquelles la LRA est faible et neutralisée. Il est plausible, par exemple, qu'une augmentation des attaques de la LRA contre des soldats des FARDC durant les mois de février et mars 2011 soit une réaction aux déclarations publiques des autorités congolaises sur la rareté, voire l'absence de combattants de la LRA au Congo.⁵²

Les commandants de la LRA sont connus pour être d'avidés auditeurs des stations de radio ougandaises et étrangères, particulièrement de la BBC World Service. Le contenu des émissions d'information, souvent mal interprété ou mal compris, est discuté en rapport à la LRA. Dans les entretiens avec des interlocuteurs variés tels que Betty Bigombe et Joyce Neu, anciennement du Carter Centre,⁵³ Kony a fait référence à la mort de Jonas Savimbi, aux rébellions en Tchétchénie et au procès de Thomas Lubanga à la CPI, tous ces événements étant interprétés à la lumière de la LRA et de la position de Kony.

Des efforts sont également faits pour contrôler ce qui se passe au sein de la LRA lorsque des événements extérieurs menacent la cohésion des troupes. L'assassinat du commandant Otti Lagony en 1999 sur ordre de Kony semble avoir été décidé en partie en réaction à une loi d'amnistie pour les combattants rebelles qui était en discussion à l'époque au parlement ougandais. De plus, les commandants de la LRA ont augmenté la propagande auprès des combattants en 1999. On leur disait de

⁵¹ Selon d'anciens combattants de la LRA, il y a eu au moins deux missions de la LRA au sud du Darfour, une en octobre 2009 et l'autre en août / septembre 2010. D'après un officier de l'APLS, une petite équipe de combattants de la LRA demeure dans le sud du Darfour, au nord de Kafia Kingi.

⁵² Déclarations faites par des responsables variés, civils et militaires. Le commandant des forces armées congolaises en poste à Dungu, Haut-Uélé, le Lt.-Colonel Nasibu Babu Nadoo a déclaré dans les informations de la BBC que, "ces deux dernières années, nous avons neutralisé Kony avec succès" et "il ne reste que 18 combattants de la LRA ici." Mike Thompson, "Who can stop the LRA," BBC News, 18 février 2011. Une grande attaque de la LRA contre le campement de l'armée congolaise à Bamangana a eu lieu le 24 février, faisant au moins six morts parmi les soldats congolais.

⁵³ Interviews de Betty Bigombe, novembre et mars 2011 et de Joyce Neu, 24 mars 2011.

ne pas croire aux mensonges du gouvernement ougandais et qu'ils seraient empoisonnés lentement ou tués s'ils rentraient en Ouganda.

La propagande a continué récemment, dans un effort pour stopper la défection des combattants. En réaction aux messages du gouvernement ougandais (et du DDRR) encourageant les défections, les commandants de la LRA ont interdit aux soldats d'écouter la radio. Les informations peuvent aussi entraîner un changement de stratégie, dans le but surtout de protéger le groupe de toute menace perçue, autre indication de la flexibilité et adaptabilité de la LRA. Kony a donné l'ordre aux groupes du Congo de cesser les massacres de civils à grande échelle suite à l'attaque de décembre 2009 à Makombo après avoir été informé par la radio du projet de loi américain anti-LRA.

La prévisibilité

Les commandants de la LRA sont pourtant maintes fois revenus aux bonnes vieilles tactiques éprouvées. Par exemple, n'ayant plus la possibilité d'utiliser les téléphones satellites et les talkies-walkies, la LRA utilise à nouveau la vieille méthode des messagers et rendez-vous préalablement fixés, ce qu'ils font depuis la fin des années 80. La tactique d'attaque éclair et la dispersion en petits groupes lorsqu'ils sont eux-mêmes attaqués sont des stratégies utilisées depuis le milieu des années 90. La stratégie actuelle de "survie attentiste" a souvent été employée par la LRA dans le passé, et ce, pour tenir jusqu'à ce qu'une nouvelle occasion se présente. Les attaques repréailles de la LRA sur les cibles "faciles" (en général civiles) suite aux offensives militaires contre l'organisation sont une tactique typique du groupe rebelle.

Commandement et contrôle

Le pouvoir absolu de Kony au sein de la LRA

L'importance de Joseph Kony pour la LRA ne peut pas être sous-estimée. De bien des façons, Kony incarne la LRA. Ses fonctions dans l'organisation au fil des ans confirment son pouvoir absolu. Kony a été et demeure le président de la LRA, son prêtre suprême, son stratège militaire, son responsable politique et même son médecin en chef.⁵⁴ De l'origine de la LRA jusqu'en mai 2009 au moins, lorsque Kony a quitté le Congo pour la RCA, on le consultait pour tout, y compris pour gérer les "épouses" dissipées, interpréter les rêves, savoir comment attaquer les villages ou les soldats du gouvernement et même quoi faire des objets trouvés par les autres commandants.⁵⁵

Kony est décrit comme un chef charismatique par les ex-combattants.⁵⁶ Nombreux sont ceux qui l'appellent respectueusement "mzee," mot kiswahili signifiant "ancêtre" ou bien "numéro un" ou "professeur" (*lapwony*). D'autres anciens membres de la LRA ont dit que c'était un père aimant et un commandant chaleureux, des qualités inhabituelles pour quelqu'un qui est accusé d'avoir causé autant de souffrances à un si grand nombre. C'est cependant la peur qui se cache derrière ces descriptions

⁵⁴ Les ex-combattants disent que Kony est souvent consulté sur les sortes d'herbes médicinales à utiliser pour différentes maladies.

⁵⁵ Dans une transcription de communications de la LRA enregistrées par les services de renseignement ougandais le 23 mai 2005, un commandant demande à Kony par radio que faire avec la corne d'un bœuf qu'il a trouvé, pensant qu'il s'agit d'un présage. Le signaleur de Kony lui indique que ce dernier lui parlera de sa signification lorsqu'il rencontrera le commandant en personne.

⁵⁶ Un ex-combattant a déclaré que Kony était comme le président Museveni, qu'il pouvait faire un discours pendant des heures et qu'il "parlait parfaitement anglais". Cette dernière affirmation est discutable si l'on s'en réfère aux entretiens enregistrés avec Kony en 2007.

positives faites par les anciens combattants. Cette peur semble souvent inspirée par la capacité de Kony à tout entendre et tout voir. Mais pour celui qui pense à se rendre ou s'opposer à Kony, la crainte qui l'emporte sur toutes les autres est celle de la vengeance. Kony a travaillé dur pour s'assurer finalement d'être craint plus comme chef militaire que respecté comme chef spirituel.

Au tout début de l'existence de la LRA, le recours de Kony aux esprits était quasi permanent. Des esprits, qu'il avait, selon lui, le don de canaliser, étaient à la tête de la LRA, qu'il s'agisse de tactique, de comportement personnel ou d'hygiène. On relayait les ordres émanant d'un esprit particulier. Certains esprits étaient violents et "responsables" des ordres d'exécution de personnes externes ou internes à la LRA tandis que d'autres étaient plus pacifiques.⁵⁷ Kony était souvent considéré uniquement comme véhicule pour ces esprits qui lui conféraient cependant des pouvoirs extraordinaires.⁵⁸ Pour de nombreux Ougandais, femmes et hommes, qui ont grandi en croyant aux esprits du bien et du mal, il n'était pas difficile de croire dans le rôle de Kony comme médium.⁵⁹

À la fin des années 90, Kony semble cependant être devenu un commandant militaire à part entière tout en conservant des pouvoirs spirituels. En 1999, juste après avoir donné l'ordre d'exécuter son adjoint Otti Lagony, Kony a indiqué aux commandants de la LRA que l'esprit ne venait à lui dans ses rêves qu'en tant qu'"inspiration".⁶⁰ À l'époque, Kony assumait toutes les fonctions de commandant en chef de la LRA. Bien qu'il continue à se référer aux esprits, en particulier le Saint Esprit, il a renforcé son rôle de commandant militaire qui prend le pas sur sa fonction mystique.

Le rôle de Kony dans la hiérarchie de la LRA

Kony est l'unique responsable de la LRA depuis son origine en 1987. Une rivalité potentielle a existé lorsqu'Odong Latek, un général de brigade de l'Armée de libération nationale de l'Ouganda (UNLA), a rejoint Kony fin 1987. Cela s'est terminé par l'assassinat de Latek par l'Armée de résistance nationale (NRA) en 1988. Les autres commandants, surtout ceux qui avaient une expérience militaire, étaient perçus comme une menace par Kony et furent soit exécutés, soit sanctionnés.

En 1999, le commandant en second, Otti Lagony, un ancien soldat de l'UNLA, convaincu que la LRA ne faisait pas le poids militairement contre Museveni, aurait demandé à Kony de bien vouloir considérer la reddition.⁶¹ Le parlement ougandais débattait à l'époque d'une loi d'amnistie (votée au début de l'année 2000) visant à encourager les rebelles à rentrer pacifiquement en Ouganda sans aucune poursuite. Selon Rwot Oryang Lagony, un chef traditionnel acholi et parent proche d'Otti Lagony, Kony a craint une défection en masse des combattants de la LRA qui profiteraient de l'amnistie proposée.⁶² Le meurtre de Lagony décidé par Kony avait deux objectifs : c'était une mesure de prévention face à de possibles défections et il permettait d'éliminer une figure menaçant potentiellement sa position. C'était la première exécution de haut niveau enregistrée au sein de la LRA et l'illustration du pouvoir absolu de Kony sur le groupe.

⁵⁷ D'après la légende, un esprit particulièrement violent aurait ordonné que les trois frères de Kony qui l'avaient rejoint à ses débuts soient tués.

⁵⁸ Betty Bigombe raconte avoir parlé à un ex-combattant au milieu des années 90 qui avait très peur que Kony écoute leur conversation alors qu'ils se trouvaient dans la ville de Gulu. Entretien avec Betty Bigombe, Kampala, 22 mars 2011.

⁵⁹ Entretiens avec plusieurs personnes dans le nord de l'Ouganda, dont Dennis Ojwee, Gulu, 5 décembre 2010 etc.

⁶⁰ Interviews de Ray Apire, ancien commandant de la LRA, Gulu, novembre-décembre 2010 et février 2011.

⁶¹ De Temmerman 2009, p. 157.

⁶² Interview de Rwot Oryang Lagony, Kampala, 10 mars 2011.

L'importance grandissante conférée par Kony à son rôle militaire peut être due en partie au soutien soudanais. Ce soutien a contribué à l'augmentation du recrutement au sein de la LRA dans la seconde moitié des années 90, jusqu'à la constitution d'une force de milliers de soldats.⁶³ En 1999, Kony s'est présenté comme Major général et a pris le contrôle de la stratégie militaire en n'ayant plus ouvertement recours aux esprits.

Au début des années 2000, Vincent Otti était devenu important au sein de la LRA, en partie grâce à son charisme et ses qualités de leader. C'était le mentor de quelques jeunes commandants prometteurs tels que Dominic Ongwen et Ochan Bunia, tous deux aujourd'hui brigadiers de la LRA ; et c'est pourquoi il a été chargé du détachement d'avant-garde au parc de la Garamba, au Congo, en septembre 2005. Otti était lui aussi capable de mettre de côté les autres commandants, comme le montre la quasi fin de Caesar Achellam, ancien jeune officier de l'Armée nationale de libération de l'Ouganda et prétendant à la position de numéro deux au sein de la LRA.

En août 2006, immédiatement après que l'UPDF eut tué Raska Lukwiya, à l'époque adjoint de Kony, Otti accusa Achellam d'avoir reçu de l'argent du vice-président soudanais Riek Machar et d'avoir prévu de quitter la LRA. Kony crut Otti et décida, peut-être pour des raisons pratiques, d'épargner Achellam. Il le rétrograda cependant et lui confisqua son escorte, une humiliation publique. D'après un ancien commandant de la LRA, Kony aurait gardé Achellam pour sa relation avec les Forces armées soudanaises (FAS) et sa bonne connaissance de l'arabe.⁶⁴ Après que Kony eut fait tuer Otti en octobre 2007, Achellam, encore "assigné à résidence" à l'époque, retrouva son rang mais pas sa position d'adjoint de Kony. Ce rôle fut confié au jeune Okot Odhiambo. Achellam se révéla plus tard utile à Kony lorsque ce dernier l'envoya, suite à l'OLT, rétablir le contact avec les FAS.⁶⁵

La mort d'Otti en octobre 2007 a marqué, à trois égards, une métamorphose de la LRA. Tout d'abord, Kony a montré que 20 ans après la création de la LRA son pouvoir demeurait absolu ; ensuite, un transfert d'influence a eu lieu, des hauts commandants vers les plus jeunes ; enfin, elle indique le début de la première scission sérieuse au sein de la LRA, car Dominic Ongwen, qui s'était ouvertement opposé à l'exécution d'Otti, a pu utiliser la dispersion du groupe suite à l'OLT comme une occasion d'opérer en toute indépendance de Kony.⁶⁶

Il est possible qu'Otti ait prévu de quitter les rangs de la LRA en drainant derrière lui un grand nombre de combattants, comme l'en a accusé Kony. Il y a des raisons de croire que le gouvernement ougandais a infiltré la LRA dans le but de convaincre Otti de défection et / ou du meurtre de Kony.⁶⁷ Kony n'a pas apprécié l'implication d'Otti dans les pourparlers de paix, peut-être parce qu'il était au centre de

⁶³ Schomerus, 2007, p.12. Comme l'explique Schomerus dans son essai, il est impossible de déterminer le nombre réel de membres dans les camps de la LRA à l'époque. Le nombre plutôt exagéré de 10 000 personnes comprenant femmes et enfants a été suggéré par le passé, même si le nombre de soldats armés devait se situer entre 2 000 et 3 000.

⁶⁴ Achellam était chargé des officiers des FAS lorsque la LRA avait des bases au Soudan.

⁶⁵ D'après les entretiens avec des ex-combattants, Achellam est chargé de liaison avec les officiers des FAS depuis ces deux dernières années.

⁶⁶ Il existe au moins six versions des circonstances de la mort d'Otti et d'autres ont été rassemblées pour ce rapport, y compris venant d'un ex-combattant qui dit avoir vu le corps d'Otti et d'autres.

⁶⁷ Interviews de responsables ougandais de la sécurité et d'un homme politique ougandais, Gulu et Kampala, février et mars 2011.

l'attention en tant que principal interlocuteur de la LRA.⁶⁸ Kony décida donc de ne prendre aucun risque en ordonnant son élimination, en même temps que celle de trois officiers, dont son garde du corps, Capitaine Pope, et l'un des fils d'Otti, qui avait rejoint la LRA pendant les pourparlers de paix de Juba.⁶⁹

Au moins un commandant, le colonel Thomas Kwoyelo⁷⁰, alias Latony, se vit humilié publiquement, son escorte confisquée et son grade retiré. D'après d'ex-combattants, Kony aurait dit à Kwoyelo : "Tu sais ce que tu as fait ; je te laisse la vie sauve pour que tous sachent ce qui leur arrivera s'ils tentent la même chose qu'Otti et toi."⁷¹ Kony aurait ensuite déclaré qu'il était un général qui tue, et que "personne n'a jamais entendu parler d'un général qui prie", soulignant ainsi sa métamorphose de guide spirituel en commandant militaire.⁷²

Dissensions et scission possible de la LRA

En ordonnant l'assassinat de son commandant en second, extrêmement populaire au sein du groupe et que de nombreux anciens membres appellent encore un bon *lapwony* (professeur / commandant), Kony était prêt à risquer de graves dissensions dans ses rangs afin de consolider son pouvoir. De nombreux commandants, dont le directeur des opérations et confident d'Otti, Opiyo Makas, ont quitté les rangs immédiatement après l'exécution d'Otti. Makas pense que Kony a épargné Kwoyelo afin d'éviter d'autres défections.

Comme indiqué plus haut, il est possible que le désaccord ouvert de Dominic Ongwen avec Kony sur l'ordre de tuer Otti ait provoqué la décision d'Ongwen de quitter le groupe à la suite de l'OLT afin d'agir indépendamment de Kony. Un ancien garde du corps de Kony qui s'est rendu en mars 2010 prétend que Kony a dispatché au moins trois envoyés en RDC pour ramener Ongwen en RCA entre mai 2009 et février 2010, mais Ongwen aurait apparemment refusé de les rencontrer.⁷³

À l'inverse de son passage progressif des aspects spirituels de son autorité à des éléments plus purement militaires, Kony a en fait augmenté, ces deux dernières années, l'utilisation de propagande spirituelle dans la LRA. L'exemple le plus frappant est le rôle que Kony a donné à sa nouvelle femme récemment "épousée". Contrairement à son habitude, Kony amène la jeune femme, une Soudanaise zande du nom de Foisha, à son conseil avec les commandants en chef, une première pour la LRA. Il prétend que le Saint Esprit lui a donné l'instruction, avec son épouse, de renverser enfin Museveni. Ceci semble être une nouvelle stratégie dont le but est d'encourager les combattants de l'organisation durant les moments difficiles connus ces deux dernières années. Kony a cependant également continué à utiliser la violence pour se faire obéir de ses commandants, comme on l'a vu en juillet 2010, lorsqu'il a

⁶⁸ Interviews de Makas, G.O, Gulu, novembre-décembre 2010 et février 2011. Ici comme d'ans d'autres notes de bas de page, ce sont les initiales des personnes interviewées qui sont utilisées à leur demande afin de protéger leur identité.

⁶⁹ Deux des officiers, Ben Achellam et Otim "Record" ont été tués pour avoir été proches d'Otti ; les deux venaient d'Atiak, lieu de naissance d'Otti. Un autre officier, le major Swaib Adimani, alias "Adjumani," venant de Madi (près d'Atyak), fut tué un jour avant Otti, accusé d'être l'homme de main d'Otti qui devait tuer Kony.

⁷⁰ Le procès de Kwoyelo devant la Division du Crime international de la Haute Cour d'Ouganda démarra en juillet 2011. Le procès fut arrêté le 22 septembre lorsque la Cour constitutionnelle décida que Kwoyelo pouvait bénéficier de l'amnistie dans le cadre de la Loi d'Amnistie.

⁷¹ Interview de G.O., R. et Opiyo Makas. Gulu, novembre 2010, février 2011.

⁷² Els de Temmerman et Henry Mukasa, 'How LRA Deputy Vincent Otti was killed,' New Vision, 9 décembre 2007.

⁷³ Interview de G.O, Gulu, 2 février 2011.

fait tuer le major Peter Olooya alias “Adioch,” sous le prétexte que ce dernier était sur le point de quitter le groupe.⁷⁴

L’influence passe des hauts commandants plus âgés aux jeunes commandants fidèles à Kony

Le décès d’Otti semble avoir provoqué un changement dans les rangs du pouvoir placés immédiatement sous l’autorité de Kony. Ce dernier a expliqué à ses combattants la raison de l’exécution d’Otti comme étant le résultat d’une lutte de pouvoir entre les deux centres de commandement de la LRA : le Haut Commandement dirigé par Kony et le Conseil militaire sous les ordres d’Otti, avec la participation d’autres commandants en chef. Selon Kony, Otti et les commandants du Conseil militaire voulaient le tuer et prendre le pouvoir du Haut Commandement (même si techniquement, le Conseil militaire était aux ordres de Kony, commandant suprême et président de l’Armée / du Mouvement de résistance du Seigneur).

Que l’histoire soit véridique ou non, Kony s’en est servi pour augmenter le pouvoir de l’Unité de haute protection, (HPU), son escorte privée. Les gardes du corps de Kony ont toujours eu de l’influence au sein de la LRA, la proximité de Kony semble invariablement signifier un pouvoir accru. En 2008, cependant, l’HPU est devenu le seul relais des ordres de Kony. Le chef de l’HPU, le Lieutenant-colonel Otto Agweg, est à présent pour Kony son homme de confiance, son conseiller et envoyé personnel. En octobre 2009, Agweg a mené une mission au sud du Darfour durant laquelle une délégation de la LRA a pris contact avec des officiers des Forces armées soudanaises. À son retour au poste de Kony en RCA, Agweg a été rapidement promu au rang de colonel.⁷⁵

Les hauts commandants plus âgés étaient alors systématiquement dédaignés, y compris l’un des plus anciens, le brigadier Opuk, qui avait été membre du Conseil militaire sous Otti. Malgré son rang élevé, Opuk fut placé dans la première brigade sous les ordres du lieutenant-colonel Achellam Smart, un protégé de Kony. Caesar Achellam (aucun lien de parenté), deuxième prétendant après Otti pour le poste d’adjoint, a été mis à l’écart au profit du jeune Okot Odhiambo, âgé d’environ 35-40 ans. Le colonel Santo Alit, autre commandant d’expérience, a lui aussi été dédaigné et était toujours colonel en 2009 lorsque l’UPDF l’a tué en RCA. Ce manque d’avancement pourrait être dû à sa position en charge de la logistique lors des pourparlers de paix et donc à son exposition à des étrangers.⁷⁶ Le seul haut commandant étant resté influent est le brigadier Bok Abudema, en qui Kony avait confiance et qui avait encouragé l’exécution d’Otti à laquelle il avait personnellement assisté.

Le démantèlement du Conseil militaire et de sa fonction relativement floue, sorte de conseil de hauts commandants de la LRA, a permis d’assurer qu’aucune institution reconnue autre que Kony en personne puisse prendre des décisions importantes au sein de l’organisation, comme celle du choix d’un successeur si Kony était tué ou capturé. Selon les ex-combattants, il est cependant implicite qu’Odhiambo prendrait le pouvoir le cas échéant, même s’il n’est pas exclus qu’Otto Agweg, peut-être

⁷⁴ Entretiens avec Makas et G.O.

⁷⁵ Entretien d’un chercheur international avec Okello Mission, Kampala, 16 juin 2010.

⁷⁶ Pourtant, d’après un chercheur ougandais qui a parlé avec Alit en 2007 lors des pourparlers de paix, Alit “qui semblait un homme raisonnable” était très loyal envers Kony. Interview avec Mike Otim, Kampala, 13 décembre 2010.

en collaboration avec l'un des fils de Kony (au moins deux d'entre eux, nés dans le bush, sont âgés d'une vingtaine d'années et se déplacent avec Kony) pourrait également tenter de prendre le pouvoir.⁷⁷

Étant donné la tendance des commandants de la LRA à toujours planifier à l'avance, il est fort probable que des plans sont déjà en place afin de faire face au possible décès de Kony. Ceci peut être déduit du fait que Kony, Odhiambo et Achellam se déplacent indépendamment afin d'éviter une élimination simultanée des têtes, et de signalements récents selon lesquels le demi-frère de Kony, le major Olanya, qui aurait une ressemblance frappante avec le président de la LRA, se fait passer pour lui.

Si Kony venait à décéder, les commandants de la LRA tenteraient probablement de garder le secret face aux autres combattants ou le feraient passer pour un mensonge du gouvernement ougandais. Si Kony était fait prisonnier, certains commandants de la LRA demeureraient probablement opérationnels en formant une alliance avec d'autres groupes de la LRA et continueraient sur le même schéma que celui en place depuis deux ans.

Force d'action de la LRA au fil des ans : une poignée de combattants irréductibles

Ces deux dernières années, les officiers de l'armée ougandaise ont déclaré que la LRA n'était plus en capacité de causer des dégâts du fait de la diminution de ses effectifs, estimés par l'UPDF à 250 à 300 soldats.⁷⁸ Il est probable que, alors que la force armée totale de la LRA se monte à plus de 400 soldats, son "noyau dur", surtout au nord de l'Ouganda, ne dépasse pas les 250 combattants. Cependant, étant donné l'historique violent de la LRA même limitée à quelques combattants, 250 soldats demeure un nombre alarmant. Comme indiqué plus haut, en 2009 une trentaine de combattants de la LRA ont tué plus de 300 civils à Makombo, au Congo.⁷⁹

Le nombre de combattants engagés, bien entraînés et conditionnés n'a sans doute jamais dépassé quelques centaines, même lorsque la force militaire totale de la LRA se mesurait par milliers. Un chercheur international qui a étudié les commandants de la LRA durant la période allant de 2002 à 2003 pense qu'à "l'époque, le noyau dur de la LRA ne comportait pas plus de 150 à 200 combattants, mais que les personnes sachant se servir d'une arme étaient environ entre 600 et 800."⁸⁰ Il y a toujours eu dans la LRA de très nombreuses recrues au fil des ans opérant autour d'un noyau de combattants. Souvent, les nouvelles recrues s'échappent lorsque cela leur est possible ou se font tuer au combat par leur manque d'entraînement et d'expérience. Ceux qui survivent au-delà de cinq ans font de fait partie du noyau dur des combattants.

La combinaison des défections et des combattants tués par l'armée ougandaise entre 2002, lors de l'Opération Iron Fist, et 2007, avec l'assassinat d'Otti, a ramené le nombre de "véritables combattants

⁷⁷ Des entretiens divers avec des ex-combattants suggèrent cette théorie. Au moins un des interviewés, qui fut l'un des gardes du corps de Kony, a suggéré qu'un des fils de Kony était préparé à prendre la relève.

⁷⁸ Le porte-parole du ministère de la Défense, le Lieutenant-colonel Kulayigye, a déclaré à un journaliste en janvier 2010 : "La capacité de la LRA à faire des ravages n'est plus" avant que ne filtre l'information selon laquelle un groupe de la LRA avait tué plus de 300 civils au Congo en décembre 2009. Richard Ruati, "Ugandan army outlines OLT achievements on LRA rebels in 2009," Sudan Tribune, 11 janvier 2010.

⁷⁹ Interview d'un responsable de la MONUSCO, Goma, 18 février 2011.

⁸⁰ Interview de Chris Burke, ancien membre du Carter Centre, Kampala, 23 novembre 2010.

dans la LRA à environ 200” selon un officier des services de renseignement ougandais ayant des années d’expérience dans l’organisation.⁸¹ Tandis que la LRA s’est vue affaiblie ces deux dernières années, il est prématuré de considérer qu’elle manque de capacité puisque le nombre de combattants du noyau dur n’est pas vraiment plus bas aujourd’hui que depuis des années.

Structure de l’organisation

Voir Annexes 2, 3 et 4 pour les tableaux détaillés de la structure de la LRA en 1998, 2008 et 2011.

1998

L’un des éléments frappants de la structure de l’organisation à la fin des années 90 est son haut niveau d’organisation et sa ressemblance à une armée régulière. Les ex-combattants parlent d’une intégration à un mode de vie extrêmement réglementé à leur arrivée d’Ouganda dans les camps du Soudan ; une routine rythmée par les “appels” quotidiens et les parades militaires. L’expérience type consiste en l’assignation à un bataillon. Là, les recrues subissaient un interrogatoire détaillé sur leur région d’origine, leur date de naissance, les membres de leur famille et tout autre renseignement de nature généalogique, tout cela étant noté par des officiers de l’administration. En général, les nouvelles recrues passaient une visite médicale et étaient traitées pour les maladies ou blessures possiblement contractées durant le rude voyage d’Ouganda au Sud-Soudan. Ils étaient ensuite “purifiés” avec de l’huile de karité, de “l’eau bénie” et des cendres, avant d’être sévèrement battus, ces rituels faisant partie intégrante de leur initiation dans la LRA. Les recrues recevaient alors un uniforme militaire et des bottes fournis par les Soudanais et commençaient leur entraînement militaire.

On ignore encore si la structure militaire fonctionnait bien en pratique, surtout si l’on prend en compte le fait que Kony exerçait le pouvoir arbitraire décrit ci-dessus. Les rangs et postes d’officiers étaient assignés uniquement par Kony, comme bon lui semblait, ce qui devait avoir un effet perturbant sur la hiérarchie. Parfois, il dégradait des officiers de haut rang à celui de simple soldat tout en leur laissant la charge de leur unité militaire. Ce fut le cas d’Otti Lagony, dégradé en 1996 au rang de simple soldat tout en continuant à gérer le service de renseignement pour l’ensemble de la LRA.⁸² L’importance du Conseil militaire (on sait que Kony y fait référence sous le nom de Conseil des chefs d’État-major) est donc discutable. Le Conseil militaire aurait dû être constitué des “cerveaux” de la LRA ; en pratique, c’est Kony qui donnait souvent directement les ordres à la brigade, voire même aux commandants de bataillons sans consultation préalable du Conseil militaire ou du commandant en chef concerné. Pour cette raison, certains ex-combattants considèrent le Conseil militaire comme une brigade normale.

Le comportement de Kony, surtout son utilisation des esprits, rend difficile toute considération de la LRA comme une armée régulière. Les esprits, en charge de certains aspects de la vie dans la LRA, y compris certains ordres militaires, étaient de fait également en rivalité directe avec le Conseil militaire. Ceci constitue une autre illustration du fait que Kony, au travers des esprits, ignore ses officiers, dont beaucoup étaient des anciens soldats de l’armée ougandaise pre-NRA. De même, certains individus associés avec les esprits, et Lakwena (Saint-Esprit) en particulier, avaient également plus d’influence que les commandants militaires en chef et donnaient souvent des ordres militaires qui étaient

⁸¹ Interview d’un officier des services de renseignement ougandais, Gulu, 2 février 2011.

⁸² Entretien avec F. Ochen, Gulu, 3 février 2011.

l'interprétation de messages venant des esprits.⁸³

Le détachement militaire assurant la sécurité privée de Kony était lui aussi externe à la structure de commandement régulière de la LRA. La seule fonction de la Brigade centrale était d'assurer la sécurité de Kony et de sa famille. Elle comprenait deux unités : la Garde domestique (première ligne de défense de Kony) responsable de la sécurité de la famille de Kony et "l'Unité de haute protection" (HPU ou HAPPO), deuxième ligne de défense de Kony. Au sein de l'HPU, le détachement assurait la sécurité privée de Kony et son aide de camp (ADC), troisième ligne de défense immédiate de Kony. Au fil des ans, la Brigade centrale, où seuls étaient admis les hommes de confiance, est devenue un foyer de jeunes commandants agressifs qui montaient rapidement en grade dans l'organisation. Certains exemples importants sont les brigadiers Ochan Bunia et Dominic Ongwen, ainsi que les lieutenants-colonels Okumu Binansio 'Binany' et Okot "Odek."

2008

En 2008 la structure de l'organisation était semblable à celle de 1998, à quelques exceptions près qui ont leur importance. Cette année-là, l'organigramme de la LRA apparaît beaucoup plus simple que dix ans auparavant. Le Conseil militaire avait été disout ou avait perdu de son importance et l'HPU en avait repris les fonctions. Le nombre de combattants était plus petit en 2008, avec une estimation d'environ 800 à 1 000 soldats, soit environ un tiers de la force de la LRA à son apogée en 1998-2000.⁸⁴ Les brigades étaient plus restreintes, probablement autour de 150 combattants chacune. De plus, du fait des pourparlers de paix de Juba alors en cours, la LRA était essentiellement basée dans des sites installés et organisés du parc de la Garamba dans le nord-est de la RDC, l'accent étant mis sur l'autosubsistance qui signifiait que de nombreux soldats passaient le plus clair de leur temps à travailler dans de grands champs de sorgho, maïs et légumes, passage d'une existence purement militaire à un mode de vie plus "civil".

En 2008, les forces de la LRA étaient divisées en six camps distincts, à la différence du Soudan en 1998, où il y avait deux ou trois camps principaux avec quelques groupes opérant en Ouganda. En avril 2008, convaincu que les pourparlers de paix n'aboutiraient pas, Kony a commencé à se préparer à des alternatives militaires possibles. Un nouveau camp, nommé Nigeria, fut établi 50 km à l'ouest du parc national de la Garamba, près de Bitima. Il y avait au moins cinq camps identifiés à l'intérieur du parc de la Garamba : Cover, Anyica (mot luo signifiant froideur), Swahili, Gangboo (mot luo signifiant potager) et Angula (nom traditionnel luo). Le quartier général de Kony et sa famille était situé au camp Swahili, mais il conservait une résidence dans chacun des autres camps. Vers la fin de 2007, par exemple, Vincent Otti, Ben Achellam et Otim "Record" ont été appelés à participer à une réunion chez Kony dans le camp Anyica, avant d'être exécutés.⁸⁵

De la fin 2007 à l'Opération Lightning Thunder, fin 2008, Kony ne restait que quelques jours au même endroit avec son escorte et séjournait dans les différents camps afin d'éviter toute attaque. Il n'était donc pas rare que Kony lève le camp, comme ce fut le cas le 14 décembre 2008, jour du lancement de l'Opération Lightning Thunder. S'il n'avait pas été prévenu de l'opération un ou deux jours avant,

⁸³ C'était par exemple le cas du grand prêtre de la LRA Abonga 'Papa,' qui avait les pouvoirs d'un commandant en chef avant de la quitter en 2006. De même, le secrétaire personnel de Kony qui prend note, entre autres fonctions, des ordres de Lakwena, agit en commandant de l'un des escadrons de protection privée de Kony.

⁸⁴ Entretiens variés avec d'ex-combattants et des responsables de la MONUSCO.

⁸⁵ Interview de G.O., Gulu, 3 février 2011.

comme il est parfois raconté, il est très vraisemblable qu'il ait été alerté de l'arrivée des hélicoptères par des combattants de la LRA du camp Nigeria, puisque les hélicoptères devaient passer près de Bitima, sur la route menant de Dungu à la Garamba. Kony a ainsi largement eu le temps de se déplacer avec succès, ayant tout un choix de destinations à sa disposition afin d'éviter l'offensive ougandaise.

2011

Aujourd'hui, la structure de la LRA a changé par rapport à 2008, essentiellement du fait du déplacement de Kony à proximité des groupes menés par Odhiambo et Caesar Achellam depuis mai 2009. Le mouvement constant des commandants en chef de la LRA associé au manque de moyens de communication fiables (les téléphones satellites et les appels radio sont rarement utilisés par crainte du repérage des signaux émis) a pour conséquence une organisation moins centralisée. De nombreux groupes, surtout ceux de la RDC menés par Dominic Ongwen, opèrent presque entièrement en indépendance depuis plus de 16 mois.

Les opérations par petits groupes dispersés sur de vastes territoires ne signifient pas pour autant que la LRA est affaiblie. Comme décrit plus haut, il est important de remarquer que même dans sa période la plus puissante vers la fin des années 90, nombreux sont les groupes de la LRA qui étaient actifs loin des bases principales de l'organisation au Sud-Soudan. C'était par exemple le cas des groupes de Kwoyelo et d'Ongwen, qui ont opéré au nord de Kitgum au moins jusqu'à ce que les pourparlers de Juba soient entamés et n'ont rejoint Kony au parc de la Garamba qu'au début de 2007. Même lorsque l'ensemble de la LRA était basé à la Garamba, les troupes étaient réparties dans les six camps mentionnés ci-dessus et opéraient en tant qu'entités séparées directement sous les ordres de Kony.

Modus Operandi

Tactiques & entraînement

Kony a appris de l'échec du Mouvement du Saint-Esprit d'Alice Lakwena que les tactiques militaires et l'entraînement étaient les clés de la survie et du succès. Lui-même ayant eu peu d'expérience militaire, Kony fut aidé par Odong Latek, un officier acholi de l'UNLA et commandant en chef de l'Armée démocratique du peuple ougandais (UPDA).⁸⁶ Latek partageait avec Kony une profonde méfiance à l'égard de Museveni qui conduisit à son refus de signer un accord de paix avec la NRA en 1988. En compagnie de quelques officiers acholis, dont certains restèrent dans la LRA, Latek se joignit à Kony qui menait un des quelques groupes rebelles demeurant en pays acholi en 1988.⁸⁷

L'influence des anciens soldats de l'UPDA dans la LRA d'aujourd'hui fut profonde. L'entraînement militaire sur les formations d'attaque, les tactiques de l'attaque éclair et d'embuscade ainsi que la manipulation des armes de calibres divers prirent autant d'importance que la prière.⁸⁸ Après la mort de Latek en 1989, l'entraînement militaire continua avec d'autres anciens soldats de l'UPDA tels que Mixman "*Opu*" (la tortue) Oryang, encore considéré comme "UPDA" aujourd'hui par les combattants de la LRA et Caesar Achellam.⁸⁹ Cependant, jusqu'à la moitié des années 90, l'entraînement avait été ad

⁸⁶ Heike Behrend parle de Latek comme du "commandant suprême" de l'UPDA. Heike Behrend, *Alice Lakwena and the Holy Spirits*, Oxford, 1999.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Behrend, 1999, p. 182.

⁸⁹ Interview de Ray Apire, Gulu, 2 février 2011.

hoc. L'année 1995 apporta un changement avec l'installation des groupes de la LRA dans des bases d'Equatoria-Oriental et Central au Soudan. L'entraînement de la LRA, supervisé par des officiers des Forces armées soudanaises, ressembla de plus en plus à celui d'une armée régulière.⁹⁰

Les ex-combattants de la LRA parlent d'une routine quotidienne réglementée pendant leur séjour dans les camps soudanais. Chaque jour comprenait les parades du matin, les exercices de tactiques militaires variées et la manipulation d'armement sophistiqué, dont des mitrailleuses antiaériennes (le 12.7 mm étant un grand favori de la LRA⁹¹), les mines antipersonnel et les missiles SAM7. Selon Makas, ancien directeur des opérations dans la LRA, lui et d'autres commandants de la LRA ont été formés pas seulement à Juba mais également à Khartoum, dans les bases des FAS. "On nous a appris à utiliser des mortiers de 82 mm, des RPG7, des SPG9 73 mm et des fusils B10 sans recul."⁹²

Ils s'entraînaient quotidiennement à une variété de tactiques dont les attaques en formation, que les combattants de la LRA appellent "en L ou en C", modifiées à loisir par les commandants de l'organisation. "Les Arabes nous ont enseigné à affronter l'armée ougandaise mais ils étaient lâches et ne se tenaient pas debout comme nous pour combattre" a déclaré un ancien combattant qui fait référence à l'ordre explicite de Kony de se battre bien droit en avançant sur l'ennemi. Les combattants étaient aussi formés aux tactiques de "search and destroy" (traque et destruction de la cible) encore utilisées dans les attaques de villages. Il convenait d'apprendre à encercler la cible et à positionner des attaquants de manière à éviter les tirs amis et minimiser les occasions de fuite.

Les officiers des SAF ont formé la LRA à creuser des tranchées pour affronter les soldats de la SPLA. Selon un ex-combattant, "les Dinkas [SPLA] étaient grands" et facilement touchés lorsqu'ils étaient debout à découvert, c'est pourquoi ils combattaient dans des tranchées pour pouvoir décimer les soldats de la LRA pendant leur avancée. "Les plus petits rebelles de la LRA, qui pouvaient se déplacer dans les buissons sans être vus, étaient envoyés vers les tranchées pour abattre un maximum de Dinkas et déguerpir en vitesse avant d'être touchés."⁹³

La formation aux tactiques d'embuscade était très utile face à l'armée ougandaise. D'après les ex-combattants, une opération bien rodée se déroulait ainsi : un détachement de 10 à 15 soldats de la LRA entrait en contact avec les soldats de l'armée ougandaise et battait rapidement en retraite vers un lieu où se tenait une embuscade préparée avec soin. Là, attendait donc un groupe fourni de combattants de la LRA avec au moins deux hommes armés d'une mitrailleuse PK en position dominante. "Il fallait faire vite," raconte un ex-combattant, "en espérant que les soldats ougandais se lanceraient immédiatement à notre poursuite plutôt que d'appeler des renforts d'artillerie ou aériens."⁹⁴

La nécessité pragmatique est à l'origine de nombreux entraînements et apprentissages. Apprendre à se déplacer sans se faire repérer par l'armée de l'air est le fruit de longues années de survol des engins de l'armée ougandaise. "Dans le groupe, tout le monde, même les personnes récemment kidnappées, savait exactement comment réagir à l'apparition d'un hélicoptère. On nous avait dit de marcher en

⁹⁰ Interview de Francis Ocen, ancien directeur des transmissions de la LRA, Gulu, 3 février 2011.

⁹¹ Voir par exemple Intelligence Briefing, 9 juin 2004, "Kony convoque Odyambo à la base avant la mission en Ouganda," The Independent, 17 février 2010.

⁹² Interview de Opiyo Makas, Gulu, 2 février 2011.

⁹³ Récit de "Norman" dans *Aboke Girls, Children Abducted in Northern Uganda*, Els De Temmerman, Kampala, 2009, p. 72.

⁹⁴ Interview de G.O. Gulu, novembre 2010 et février 2011.

silence pour entendre le bruit d'un hélico et de courir se cacher dans les buissons ou sous les arbres. Il fallait nous assurer que tout ce qui pouvait briller au soleil, même nos ongles, était protégé ou tourné vers le sol" raconte un ancien combattant.⁹⁵ Les soldats de la LRA ont également appris à maîtriser les déplacements lors de survol d'hélicoptères en se couvrant la tête de feuilles de manioc et en rampant dans les herbes.⁹⁶

L'entraînement et l'expérience servaient la mobilité dans le bush et comprenaient de nombreuses techniques pour embrouiller les poursuivants (marcher à reculons, se séparer en de nombreux groupes et se rassembler plusieurs kilomètres plus loin) et augmenter les chances de succès lors de l'attaque de villages. La reconnaissance joue un rôle clé dans ce type d'opération et est pris très au sérieux par les commandants de la LRA. Dans chaque groupe, il y a un officier de renseignement (OR) dont la tâche est de recueillir un maximum d'informations sur les forces adverses et les lieux que le groupe est sur le point d'attaquer.

Reconnaissance

La reconnaissance est un composant crucial des procédés tactiques de la LRA. Les heures qui précèdent une attaque, les unités de reconnaissance de la LRA, composées en général d'un maximum de cinq combattants, enlèvent quelques individus de l'endroit visé. Les otages sont alors rigoureusement interrogés sur tout ce qu'il faut savoir sur leur zone d'origine (les soldats présents, les marchés, les données géographiques, la maison des chefs locaux, les bâtiments religieux, gouvernementaux, les centres médicaux). Cet interrogatoire est mené par le commandant du groupe et l'OR. Les commandants de la LRA décident d'attaquer ou non selon les informations recueillies. Les otages sont menacés de mort s'il s'avère qu'ils ont menti ; certains peuvent être tués durant l'interrogatoire pour terroriser les autres, ou emmenés lors de l'attaque comme guides ou pour être tués s'ils ont menti.

L'importance donnée à la maîtrise de l'environnement de l'opération s'est avérée un élément clé de la survie de la LRA. Ce fut le cas vers la fin de 2005 lorsque Vincent Otti et un groupe d'environ 120 combattants ont traversé le Nil pour passer de la RDC au Sud-Soudan. Dès leur arrivée au parc national de la Garamba, les combattants de la LRA ont enlevé un garde forestier et l'ont forcé à "leur faire visiter les lieux", selon les termes d'un officier de renseignement ougandais.⁹⁷ En quelques jours, Otti et ses hommes contrôlaient leur nouveau territoire, donnant des noms à des endroits précis comme les vallées, les ruisseaux et les talus.⁹⁸ Tout cela fut déterminant quelques semaines plus tard, en janvier 2006, quand le groupe d'Otti se trouva au contact de 80 casques bleus guatémaltèques. Une bonne connaissance du territoire a permis au groupe de la LRA de battre en retraite et de redéployer plus tard onze combattants qui, ayant tendu une embuscade aux casques bleus, en tuèrent huit et blessèrent de nombreux autres.⁹⁹

Une fois la LRA installée en RDC et les combats moins fréquents durant les pourparlers de paix de Juba, l'entraînement est devenu moins rigoureux. Depuis l'Opération Lighting Thunder et encore aujourd'hui, l'entraînement se fait "sur le tas", car de nombreux groupes sont constamment en mouvement. Il

⁹⁵ Interview de R. Gulu, 2 février 2011.

⁹⁶ *Aboke Girls*, p. 22.

⁹⁷ Entretiens avec un officier ougandais, Gulu, novembre 2010 et février 2011.

⁹⁸ Donner des noms aux endroits où la LRA lance ses opérations est une pratique importante qui permet d'assurer non seulement que les combattants connaissent bien leur territoire mais également que cette connaissance demeure interne à la LRA et ne soit pas comprise par d'autres, les noms étant habituellement en luu.

⁹⁹ Interview de G.O., Gulu, 3 février 2011.

semblerait, bien que cela n'ait pas été confirmé, que deux nouveaux camps d'entraînement aient été montés au sud du Darfour, où des officiers soudanais auraient recommencé à entraîner la LRA.¹⁰⁰

Survie

Il est impossible de sous-estimer la capacité des combattants de la LRA à survivre dans des conditions extrêmement difficiles. Tous les membres de l'organisation, y compris les commandants en chef, ont appris à vivre avec très peu d'eau et de nourriture. Leur capacité de survie extraordinaire, même en déplacement permanent, donne un avantage aux combattants de la LRA sur toute armée les poursuivant.

C'est souvent la nature qui constitue le plus grand défi à la survie de la LRA. L'association du déplacement constant et de la rareté de l'eau signifie que la soif est une des causes de décès communes dans ses rangs, surtout parmi les otages kidnappés qui n'ont personne pour s'occuper d'eux. "Un jeune homme enlevé à Namutina est tombé à terre, mourant de soif. J'ai vu qu'un combattant acholi avait pris sa bouteille d'eau de force et l'avait bue," raconte un ex-combattant.¹⁰¹ Ce type de comportement abusif envers les individus extérieurs à la LRA, mais également internes au groupe, explique largement le taux de survie des combattants et illustre la façon dont les hauts commandants préservent impitoyablement leur vie aux dépens de leurs disciples.

Les membres de la LRA utilisent toutes les techniques de survie possibles et leur conditionnement leur permet d'endurer des difficultés extrêmes. Des ex-combattants racontent comment ils ont survécu pendant des mois en léchant la rosée sur les feuilles chaque matin, en buvant l'urine d'un autre et en creusant pour trouver de l'eau. L'un d'eux explique : "On savait reconnaître une parcelle de terre qui cachait un peu d'eau en profondeur. On creusait alors avec des bâtons ou nos doigts, jusqu'à ce qu'on trouve de la terre humide. On plaçait ensuite notre chemise au-dessus et on suçait très fort. Ce n'était jamais suffisant, mais ainsi, on survivait."¹⁰²

La nourriture "normale" est généralement absente dans les rangs de la LRA. Ses membres dépendent de feuilles, racines, baies sauvages, fruits, lézards, insectes et petits oiseaux pour se nourrir quand il n'y a rien d'autre. Souvent désespérés par la faim, les combattants de la LRA tuent des civils pour leur voler leur nourriture. Survivre avec presque rien et piller partout où c'est possible, quitte à tuer les gens, donne à la LRA un avantage que les autres soldats ne peuvent égaler. "On vit de l'air qu'on respire," a déclaré un ancien commandant "pas comme les soldats ougandais qui attendent que l'hélicoptère leur livre leur ration de maïs et d'haricots."¹⁰³

Idéologie & religion

Il est communément admis que l'idéologie de la LRA porte sur l'établissement d'un régime basé sur les Dix Commandements de la Bible ou que l'idéologie de la LRA est entièrement structurée autour de Kony. De telles conceptions sont incomplètes et trompeuses lorsqu'elles sont hors contexte. Selon un chercheur travaillant sur la LRA : "Les combattants actifs de la LRA disent qu'ils ne font pas la guerre

¹⁰⁰ Interview du Directeur des opérations de la SPLA, Juba, 29 mars 2011.

¹⁰¹ Interview de G.O., Gulu, 3 février 2011.

¹⁰² Ibid.

¹⁰³ Entretien avec un ancien commandant de la LRA, Gulu, 2 février 2011.

pour leur président (Joseph Kony). Ils se voient comme des combattants du peuple, les Acholis, qu'ils croient marginalisé, maltraité et exclu du développement de l'Ouganda par un régime oppresseur."¹⁰⁴

Comme d'autres groupes rebelles qui sévissent au nord de l'Ouganda, la LRA s'est formée à partir de doléances légitimes et sur la crainte de la domination vécue ou perçue par la population acholie. Il est important de remarquer que les hauts commandants de la LRA ont directement subi la violence perpétrée par les soldats de la NRA dans le nord de l'Ouganda en 1987. Un prêtre catholique basé à Kitgum à l'époque a déclaré : "Les premiers NRA à arriver après le départ des soldats de l'UNLA pour le Soudan étaient les *kadogos* [enfants soldats] qui se comportaient bien au départ, mais se sont mis ensuite à battre les gens et exiger qu'on rende toutes les armes. Certains anciens soldats de l'UNLA avaient trop peur de se rendre et pensaient que tous seraient tués comme Amin l'avait fait avec les Acholis. Ils ont donc préféré rejoindre l'UPDA (Armée démocratique du peuple ougandais) ou Alice [Lakwena] et ensuite Kony."¹⁰⁵

Ainsi, au départ, la LRA s'inspirait de l'esprit d'une véritable rébellion : un groupe tentant de renverser les individus au pouvoir en réponse à une série d'injustices perçues, phénomène qui n'était pas inhabituel à l'époque si on considère que Museveni venait d'accéder au pouvoir par un processus semblable. Au cours des deux années qui suivirent, "vingt-sept groupes rebelles différents furent signalés comme luttant contre le gouvernement."¹⁰⁶ De plus, le soutien soudanais à la LRA à la fin des années 90 et au début des années 2000 a conforté la "légitimation" de la LRA : ce n'est plus un groupe insignifiant de combattants dans un coin isolé du nord de l'Ouganda. Il est aisé de concevoir que Kony et quelques-uns des hauts commandants plus âgés croient encore à la "légitimité" de leur cause et à la possibilité d'atteindre leur but et qu'ils transmettent tout cela aux jeunes générations de combattants.

Tandis que l'idéologie d'ensemble a évolué avec le temps, reflétant une tactique précisément utilisée tout au long de l'histoire politique de l'Ouganda post-colonial, y compris par le président Museveni et le NRM/A (Armée/Mouvement de résistance nationale) qui reviennent à la guerre du "bush" qui les a menés au pouvoir, Kony continue de nourrir un contentieux de nature ethnique entre les Acholis et les Banyankoles, la tribu de l'ouest de l'Ouganda dont est issu le président Museveni.¹⁰⁷ Il n'est pas rare d'entendre des ex-combattants adolescents de la LRA parler du "traître ankole" (référence aux pourparlers de paix entre Okello et Museveni en 1985, tournés en ridicule par les Acholis qui les nomment les "blagues" de paix) ou que les Bantus veulent éliminer les peuples nilotes.¹⁰⁸ Un tel discours, initié quasi-certainement par Kony et ses hauts commandants les plus âgés, est entretenu afin de motiver les combattants qui considèrent que l'UPDF est contrôlée par des officiers ankole. Que Kony

¹⁰⁴ Mareike Schomerus, 'The Lord's Resistance Army in Sudan, A history and overview,' Small Arms Survey, septembre 2007, p. 12.

¹⁰⁵ Interview de F.J., Gulu, 3 février 2011.

¹⁰⁶ Finnström, *Living with Bad Surroundings*, 2008, p. 69.

¹⁰⁷ Sur l'utilisation des stéréotypes ethniques et la diabolisation de la part de Museveni et du NRM, voir Atkinson, *The Roots of Ethnicity*, 2010, "Afterword." Le terme ankole est également utilisé de façon péjorative par la LRA et ses associés pour justifier la mort. Durant le massacre de janvier 1997 à Palabek dans le nord de l'Ouganda (nord de Kitgum) les soldats de la LRA ont dit aux gens qu'ils étaient des traîtres comme les Banyankoles après avoir massacré plus de 410 personnes en représailles contre les gens de la région pour avoir renseigné l'UPDF sur une cache d'armes de la LRA. Voir Gersony, "The Anguish of Northern Uganda," juillet 1997.

¹⁰⁸ Cette théorie est largement discutée plus généralement dans le nord de l'Ouganda. Les gens de Gulu, par exemple, parlent de l'arrivée dans le district en 1987 du président rwandais actuel Paul Kagame, à l'époque membre de la NRA et menant un groupe d'autres combattants de la NRA, dont nombre d'entre eux avaient moins de 18 ans et provenant de l'ouest de l'Ouganda, comme preuve d'une tentative de "domination des Tutsis."

croie réellement ou non qu'il finira par renverser Museveni, les commandants de la LRA continuent de dire à leurs soldats que leur but est de prendre Kampala. On continue à promettre des postes dans l'armée et le gouvernement une fois que Kony sera président de l'Ouganda, non seulement aux soldats ougandais, mais aussi soudanais et congolais.

Les universitaires travaillant sur le conflit ont souligné que les rébellions acholies d'Alice Lakwena et finalement de Kony, ne visaient pas simplement à défier Museveni mais également l'ordre établi en pays acholi des politiciens et anciens considérés comme corrompus et immoraux.¹⁰⁹ Faire partie de la LRA apportait plus que la protection contre la NRA, cela offrait également à Kony et à ses combattants une structure parallèle où ils pouvaient décider de ce qui était bien ou mal. Étant donné une certaine tendance à un pouvoir autoritaire de la part de leurs gouvernements respectifs, il n'est pas surprenant que l'aspect séduisant du défi à l'ordre établi demeure important, pas seulement au yeux de Kony et des soldats acholis mais aussi pour les Congolais, Soudanais et Centrafricains.

La religion, ou plutôt un mélange unique de croyances traditionnelles chrétiennes et acholies, est utilisée efficacement pour légitimiser le mouvement, créant un lien entre les recrues et, plus essentiellement, fournissant un code de conduite qui s'est avéré clé dans la cohésion des troupes. Le comportement d'inspiration religieuse, tel que s'abstenir de relations adultères (c'est-à-dire de coucher avec les épouses des autres commandants) contribue à éviter les conflits entre les troupes. La religion, dans la mesure où elle convainc les combattants qu'ils se battent pour Dieu et sont protégés par Dieu, encourage la bravoure sur le champ de bataille.

Il ne serait pas correct d'ignorer l'importance des croyances acholies dans le surnaturel, comme par exemple les esprits. Habituellement considérée comme le signe d'un côté "arriéré" de la LRA, l'importance des esprits et de leurs rôles variés dans la vie quotidienne est à présent communément acceptée en Ouganda.¹¹⁰ Les combattants de la LRA ne sont pas les seuls à croire au pouvoir des esprits, à la malveillance des sorciers du mal et aux pouvoirs surnaturels de Kony. Divers entretiens avec des officiers de l'UPDF et des hauts responsables ougandais indiquent qu'en dépit des déclarations officielles contraires, les ennemis de la LRA partagent certaines des croyances et craintes de l'au-delà avec les combattants de l'organisation.¹¹¹

L'importance de la religion et les croyances largement partagées dans les esprits et le surnaturel ont contribué à créer le "soldat parfait". Ceci n'est cependant qu'un des éléments du processus. Le combattant type de la LRA, généralement acholi, ne croit pas dans la cause de son combat uniquement pour des raisons spirituelles ou religieuses, mais également politiques ; il suit des activités militaires d'entraînement et de techniques de combat strictes et adhère à un code de conduite prohibant l'alcool et la consommation de drogue.¹¹²

¹⁰⁹ Voir par exemple Adam Branch, "Exploring the roots of LRA violence: political crisis and ethnic politics in Acholiland," in *The Lord's Resistance Army, Myth and Reality*, Tim Allen et Koen Vlassenroot eds., Londres 2010, pp. 36-37; Finnström, 2008, pp 218-19.

¹¹⁰ Voir par exemple Finnström, 2008.

¹¹¹ Le cours d'un entretien avec un responsable ougandais était classique. Au départ, celui-ci ridiculisait Kony parce qu'il "parle aux esprits" et se terminait par des déclarations du type "Kony est un fils de Satan capable de méfaits d'un autre monde."

¹¹² Dans un récent entretien avec "Rambo," ex-combattant de la LRA qui s'était rendu aux forces congolaises et a passé quatre nuits à la base des FARDC à Doruma, ce dernier a déclaré : "les soldats congolais ne sont pas ce que nous, à la LRA, considérons comme de vrais soldats. Ils passaient leur nuit à boire et à fumer de la marijuana. Dans la LRA, on se fait fusiller pour ça."

La religion, surtout les aspects liés au catholicisme, permet de créer des liens entre les soldats non acholis, particulièrement les Zande des trois pays, presque uniformément catholiques (tout comme les Acholis). Le chant d'hymnes chrétiens et la prière, ce que les nouvelles recrues apprennent immédiatement à faire en langue luo des Acholis, ainsi que les pratiques religieuses "traditionnelles" ou hybrides d'onction à l'huile de karité et de l'eau "bénie", sont autant de moyens élaborés et utilisés dans la LRA pour favoriser la cohésion.

L'idéologie de la LRA a évolué avec l'histoire de l'organisation, de même que ses techniques d'endoctrinement et de contrôle. D'après les entretiens avec des ex-combattants, la LRA parvenait à séduire des adolescents, bien qu'ils aient été enlevés et forcés à participer, par le statut et les bénéfices associés à la fonction de soldat. Pour les hauts commandants, dont Kony, la participation dans la LRA n'aura peut-être pas procuré les moyens d'atteindre le but désiré et semble être en fait devenue une fin en soi. Ceci pourrait être vrai également pour la plupart des soldats, surtout ceux qui ont déjà passé un temps considérable dans le bush. Mais tandis que l'idéologie formée en partie sur une histoire de rancœurs ethniques et régionales fournit des motivations aux combattants qui demeurent dans la LRA, c'est à présent le statut qu'ils obtiennent qui devient la raison essentielle de continuer le combat.¹¹³

Statut

Être membre de la LRA confère aux hauts commandants un statut auquel ils ne pourraient autrement pas aspirer. "Kony est la personne la plus célèbre en Ouganda" disait un ancien commandant qui pensait avoir été lui-même quelqu'un d'influent par le passé, surtout en ayant été transporté par avion à Khartoum pour rencontrer des officiers soudanais. "Je suis surpris que des commandants décident de quitter les rangs" dit un agent des services de renseignement ougandais. "Un jour, j'ai vu Makas à Gulu en train de creuser un fossé pour 1 000 shillings [50 cents] par jour. Voilà un ancien commandant qui avait eu des centaines d'hommes sous ses ordres dans le bush en train de travailler pour survivre."¹¹⁴

Les commandants de la LRA font en permanence, au sein de la base, la promotion de l'importance du statut de soldat en renforçant la notion que le statut militaire est supérieur à celui de civil. Les commandants suivent des procédures très claires pour "transformer" les civils en soldats, y compris par les coups et les meurtres forcés. Ce type de rites d'initiation a pour but non seulement de casser et reconstruire la psychologie de la personne kidnappée pour qu'elle accepte son sort, mais également pour qu'elle se sente membre d'un groupe lié par des exercices initiatiques souvent cruels et un lavage de cerveau. Des rituels tels que l'onction des recrues avec de l'huile de karité signifie l'entrée dans la LRA. La nouvelle recrue est à présent un combattant clairement distinct des civils, que les membres de la LRA appellent *waya* (fourmis) or *funu* (cochons).¹¹⁵

Les pratiques et les rituels d'initiation, qui ont pour fonction de renforcer le statut particulier des combattants de la LRA, continuent durant tout le temps passé dans la LRA. L'utilisation des rangs militaires joue un rôle important dans cette structure de renforcement de statut. Octroyés suite à la bravoure montrée sur le champ de bataille, les rangs militaires au sein de la LRA sont semblables à ceux de l'UPDF, une tentative de légitimation de la rébellion autant qu'un encouragement à l'acharnement au

¹¹³ Pour une bonne analyse de la spiritualité au sein de la LRA, voir Kristof Titeca 'The Spiritual Order of the LRA' dans Allen et Vlassenroot 2010.

¹¹⁴ Entretien avec un agent des services de renseignement ougandais, Kampala, 22 novembre 2010.

¹¹⁵ Pour une analyse en profondeur de l'expérience des recrues dans la LRA, y compris les raisons qui les poussent à rester dans la rébellion, voir Blattman et Annan 'On the nature and causes of LRA abduction: what the abductees say,' dans Allen et Vlassenroot, 2010.

combat. Il n'est pas surprenant qu'après des années dans la LRA, de nombreux combattants se sentent appartenir à l'organisation. "Kidega était commandant à 20 ans. Il voulait mourir dans le bush. Tous ses proches étaient déjà morts là-bas. Il me manque, mais je sais qu'il n'en sortira jamais" déclare une jeune femme, ancienne "épouse" de ce même commandant, qui a réussi à s'échapper de la LRA.¹¹⁶

L'importance du statut que confère l'appartenance à la LRA n'est pas perdue au sein de la base. "J'avais 15 personnes sous mes ordres dans la LRA" a déclaré un ex-combattant de 17 ans, "maintenant que j'en suis sorti, ma mère m'ordonne d'aller chercher du bois."¹¹⁷ La liberté accrue au sein de l'organisation et le respect lié au statut de combattant de la LRA contrastent de façon saisissante avec le manque d'opportunités de reconnaissance et de statut au sein du foyer au nord de l'Ouganda. De ce fait, de nombreux ex-combattants expriment des regrets d'avoir quitté la LRA malgré les conditions extrêmes et les dangers liés à la vie dans le bush.

Communications

Étant donné le défi représenté par le maintien de la cohésion tout en opérant en petits groupes éparpillés à grande distance les uns des autres, la communication est d'une importance cruciale pour la LRA. Dès les premiers jours, le messenger (un coureur qui relaie des messages d'un commandant à l'autre) s'avère la méthode de communication privilégiée. À partir de 1995, les commandants se sont mis à utiliser des émetteurs-récepteurs radio (talkies-walkies) et vers la fin des années 90, les groupes de la LRA ont commencé à utiliser les appels radio. D'après le major Ochen, ancien directeur des communications (signaleur en chef) à la LRA, plus de 200 personnes étaient formées par les officiers des SAF en 1999 au fonctionnement et à la réparation des radios ainsi qu'à l'utilisation de codes.¹¹⁸

La LRA maintenait la stricte habitude d'allumer la radio à 9 h le matin et de vérifier les appels toutes les heures jusqu'à 21 h après quoi le silence radio était de mise. Kony, qui a presque toujours parlé par le biais de son signaleur, recevait les signalements d'attaques et des comptes-rendus de situation sur les événements de chaque journée. Cependant, des rapports détaillés des attaques particulièrement étendues devaient lui être faits en personne. À partir de 2000-2001, avec les écoutes des échanges de la LRA mises en place par l'armée ougandaise, l'utilisation de messages codés a augmenté.

Selon un officier des services de renseignement ougandais qui a étudié les formes de communication de la LRA pendant plus de cinq ans (fin des années 90 et début des années 2000), les signaleurs de la LRA utilisaient à la fois des messages codés simples et sophistiqués lors de leur communications radio. Les clés permettant de déchiffrer les messages, ou *tonfases*, du nom qui leur est donné par la LRA, étaient élaborées par les commandants en chef avec l'aide des signaleurs. Les clés étaient nommées et distribuées par des messagers à tous les signaleurs. Les signaleurs transmettaient ensuite le message et la référence à la clé nécessaire pour le décoder. Les noms donnés aux clés pouvaient être la catégorie des "Leaders africains" (par ex.: Mandela) ou bien des mots luo, anglais ou kiswahili.¹¹⁹

¹¹⁶ Extrait d'entretiens avec des ex-combattants menés par une ONG internationale fournissant un soutien psychologique. D.I. 18 ans.

¹¹⁷ Entretien mené par un psychologue international, sujet I.

¹¹⁸ Entretiens avec F. Ochen, Gulu, 2 février 2011

¹¹⁹ "LRA's Communication Method," Uganda External Security Organization, Confidentiel, mars 2007.

Ces clés pouvaient être aussi simples que l'association d'un nombre à un mot en anglais ou luo (par ex. : 1-private (soldat), 2-military (militaire), 3-AK47, 19-water (eau), etc.). Dans ce cas, un message radio pouvait être (en luo) : "Soupçon de 2 dans votre zone." Des clés plus complexes comprenaient des nombres correspondant aux lettres de mots particuliers (par ex. : ANGOLA – A=1, N=2, G=3, O=4, L=5, A=1). Les messages particulièrement sensibles étaient codés "deux fois". Les signaleurs utilisaient leur clé d'origine (les nombres correspondant à des mots particuliers, appelée GANG MA COL – luo signifiant "Afrique") ainsi que le second code utilisant des nombres en référence aux lettres de mots particuliers.

Quand des signaleurs de la LRA ont été faits prisonniers ou se sont rendus à l'armée ougandaise, les commandants de la LRA (en particulier Vincent Otti) ont commencé à élaborer des clés complexes. D'après les agents des services de renseignement ougandais, dans le début des années 2000, les communications codées de la LRA ont évolué vers un niveau de sophistication extrêmement difficile à déchiffrer.¹²⁰ On a constaté une augmentation de jargon et d'utilisation de surnoms (p. ex. : "recueillir de l'eau" pour "traverser la rivière"). Il est important de noter que les messages devenant ésotériques, seuls les commandants à qui ils étaient destinés les comprenaient (par ex. : Otti à Kony – *Traversez la route où la femme mteso de Kapere s'est échappée et tournez à droite où on a mangé du posho avec Ochan Bunia.*)¹²¹ "Il était pour nous impossible de comprendre ce que cela signifiait" a déclaré un officier des services de renseignement ougandais, "même après avoir interrogé d'anciens signaleurs de la LRA, qui n'en savaient pas davantage."¹²²

D'autres messages consistaient en des mots correspondant à une lettre particulière et formant un autre message. Là encore, les mots utilisés étaient essentiellement connus des commandants de la LRA (par ex. : 1. le nom de ton 3e fils, 2. tribu soudanaise, 3. nom de ton chef de la sécurité. Ce qui formait : 1. NONO 2. LUTUGU 3. ODONGO. Nono signifie "rien" en luo, Lutugu était un nom de code pour "nourriture" et Odongo, un nom de code pour "eau." Le message signifiait donc : "envoyez de la nourriture et de l'eau"¹²³).

Au début des années 2000, les commandants de la LRA ont pris possession de téléphones satellites : l'un était censé leur avoir été fourni par le Carter Centre et d'autres avaient été pris à des étrangers attaqués au Soudan.¹²⁴ Pendant les pourparlers de paix à Juba, la LRA en reçut de nombreux autres. Il semblerait que Kony en ait eu jusqu'à 16 en 2007.¹²⁵ On ne connaît pas exactement la provenance du temps de communication alloué à ces téléphones satellites. Des sympathisants de la LRA de la diaspora et des ONG internationales qui auraient voulu maintenir un canal de communication avec Kony et d'autres commandants ont été mentionnés.¹²⁶ Kony était cependant convaincu que Jonas Savimbi de l'UNITA

¹²⁰ Diverses interviews d'agents des services de renseignement (anciens et actuels), Gulu et Kampala, novembre-décembre 2010 et février-mars 2011.

¹²¹ Transcription d'une communication interceptée, Ugandan External Security Organization, 27 février 2006.

¹²² Interview d'un agent de l'ESO, Kampala, mars 2011.

¹²³ Ibid.

¹²⁴ Kony a demandé un téléphone satellite au représentant d'une organisation internationale en 1999 et l'a reçu environ un an plus tard. Au moins trois expatriés ont été dépouillés de leur téléphones satellites par la LRA en 2005 au Soudan.

¹²⁵ Interviews d'ex-combattants de la LRA, Gulu, novembre-décembre 2010 et février 2011.

¹²⁶ Entretiens avec d'anciens membres de la délégation de la LRA aux pourparlers de paix de Juba, Gulu et Kampala, novembre 2010 et mars 2011. Interview de l'ancienne escorte de Kony, Gulu, 3 février 2011. Ce dernier a déclaré : "Un téléphone satellite semblait avoir un temps de communication illimité, et Kony l'a utilisé fréquemment en 2006 et 2007."

(Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola) avait été tué par un missile guidé via un téléphone satellite et refusait donc d'y toucher, ce qu'il délégua à son signaleur.¹²⁷

Les téléphones satellites ont été essentiellement utilisés jusqu'en mai 2009, moment où Kony a senti à juste titre qu'ils avaient été mis sur écoute par l'armée ougandaise (avec l'aide américaine), que leur signal avait été repéré, et la position de l'utilisateur attaquée par des hélicoptères mitrailleurs ougandais. L'utilisation des talkies-walkies et des appels radio a été suspendue. Depuis 2009, il y a une utilisation occasionnelle de téléphones satellites, surtout pour transmettre des messages codés. Certains commandants envoient leur signaleur avec des téléphones satellites à 20 kilomètres du groupe pour qu'ils émettent leur appel avant de revenir immédiatement à leur point de départ. Il a également été rapporté que certains commandants, surtout Ongwen, tirent parti de l'extension du réseau à certaines régions du Sud-Soudan pour utiliser des téléphones portables afin de communiquer avec l'Ouganda.

La plupart des commandants de la LRA sont cependant revenus à l'emploi exclusif de messagers (coureurs) pour leurs communications. Des lieux de rendez-vous préalablement fixés sont également utilisés. Certains des groupes du Congo, par exemple, utilisaient des rendez-vous préparés pour se retrouver le 1er de chaque mois entre janvier et mai 2009 lorsqu'ils ont été attaqués par les soldats de l'UPDF qui avaient intercepté un coureur et lui avaient extirpé les données du lieu de rendez-vous.¹²⁸ Des lettres écrites sont aussi employées, punaisées sur un arbre ou cachées sous une pierre près d'un lieu de rendez-vous que les autres commandants visitent régulièrement.

Armement

L'AK 47 est l'arme la plus communément utilisée par la LRA. Son armement est également composé de fusils FN et G3 ainsi que de mitrailleuses PK. Elle dispose aussi de quelques M16 volés au fil des ans, plus spécialement après une attaque contre les gardes-forestiers du parc de la Garamba. La plupart des groupes de la LRA possède également et utilise des lance-roquettes RPG-7. On a signalé un manque de munitions pour toutes les armes utilisées aujourd'hui par les groupes de la LRA. La plupart des munitions de l'organisation a été cachée (enterrée) par des commandants de la LRA lors de leur séjour au parc de la Garamba. Les armes et munitions, surtout les AK, sont en général retirées aux soldats ennemis tués, surtout dans les troupes des FARDC. La LRA a également employé des armements plus sophistiqués tels que les fusils B10 et SPG9 sans recul, ainsi que les mines anti-char et antipersonnel et les missiles SAM7.¹²⁹

Stratégie

La LRA semble avoir suivi un plan stratégique ou un autre dès ses tout débuts. Les décisions de coopérer avec d'autres groupes rebelles, de participer aux pourparlers de paix, de lancer des actions militaires,

¹²⁷ Au moins trois ex-combattants ont raconté l'épisode du président Museveni appelant Kony en novembre 2008. C'est le technicien Michael Epedu, signaleur de Kony, qui a répondu. Kony aurait refusé de prendre l'appel et fui le camp.

¹²⁸ Ceci conduisit au meurtre du célèbre commandant de brigade, Okello Kalalang.

¹²⁹ Des ex-combattants ont expliqué qu'ils n'avaient jamais réussi à maîtriser le missile SAM7 et avaient eu recours à l'aide des officiers des FAS pour recalibrer les missiles à cause d'un problème de batterie.

d'utiliser la mutilation et ainsi de suite faisaient toutes partie d'un processus de pensée stratégique. Les commandants de la LRA jouent un rôle clé dans la forme des actions entreprises par la LRA par leur proximité avec Kony. Le choix de s'installer en RDC a été influencé par Vincent Otti, qui en a convaincu Kony et a entrepris une mission explicative en septembre 2005 avant d'y établir une base de la LRA et de s'assurer ensuite que Kony arrive au parc de la Garamba en toute sécurité en 2006.

Cependant, c'est bien Kony qui a toujours le dernier mot en matière de stratégie. Ses ordres sont relayés par radio ou messagers et sont souvent explicites (ils détaillent combien de personnes enlever et quoi piller). Les commandants des groupes d'assaut doivent ensuite faire leur rapport à Kony en personne ou, s'ils sont éloignés, par téléphone dans un langage codé. Kony continue de dicter la stratégie au sein de la LRA même lorsque différents groupes opèrent loin les uns des autres. Juste après l'OLT, Kony a ordonné le déploiement des troupes dans plusieurs zones intérieures de la RDC et de la République centrafricaine, ordre suivi par la plupart des groupes tandis que Kony et deux hauts commandants tentaient de relancer les rapports avec les FAS.

L'utilisation de la stratégie s'observe également dans les efforts fournis pour entretenir la cohésion de l'organisation et encourager les combattants de la LRA, en particulier les non Ougandais, à continuer la lutte. Kony et d'autres hauts commandants disent aux non Ougandais qu'eux aussi se verront attribuer des postes à haute responsabilité dans l'armée ougandaise et dans le gouvernement lorsque la LRA aura renversé Museveni. Il est aussi probable que les affirmations de Kony sur le fait que son épouse soudanaise Foisha ait été choisie par le saint-Esprit pour l'aider à renverser Museveni aient pour but de créer un "lien par le mariage" avec les éléments soudanais de la LRA.

La stratégie présente de la LRA implique une attitude attentiste dans l'espoir que les occasions d'action plus décisive se présenteront bientôt. Kony comprend bien que ses troupes sont en capacité de résister à la traque régionale, les soldats ougandais et congolais perdant peu à peu leur motivation ou leur capacité à faire face. Une telle stratégie semble en fait porter ses fruits.

D'après les entretiens menés avec des ex-combattants et les signalements récents de mouvement de groupes de la LRA au Congo, la Garamba demeure un lieu stratégique pour Kony et les commandants de la LRA. C'est peut-être un ensemble de facteurs tels que la proximité de l'Ouganda et du Sud-Soudan, les caches de munitions des années 2000, l'abondance de l'eau et de la faune, et également la fertilité de la terre qui fait de la Garamba un endroit de prédilection pour la LRA. La proximité relative d'autres groupes rebelles dans l'Ituri, surtout le Front démocratique allié, peut être un des critères du choix du parc de la Garamba pour y placer des bases de la LRA.¹³⁰ Il est peu vraisemblable, mais pas impossible, que les groupes de la LRA tentent dans un avenir proche de rentrer en Ouganda. Pour l'instant, leur survie suffit pour leur stratégie à long terme.

¹³⁰ D'après les entretiens menés avec des ex-combattants, vers la fin de 2007, Bok Abudema a mené un groupe de reconnaissance au sud de l'Ituri afin d'établir le contact avec un groupe d'ex-rebelles ougandais, l'Armée pour la rédemption du peuple (PRA). Des allégations sur une possible coopération entre la LRA et les ADF ont été également faites mais n'ont pas été confirmées par nos recherches.

Partie IV – Contexte militaire

Géographie

Le théâtre actuel des opérations de la LRA couvre un territoire semblable en taille à la moitié sud de la France. Il est coupé par les frontières séparant la RDC, la RCA, le Sud-Soudan et l'Ouganda et comprend des zones de savane et de canopée forestière ouvertes et de jungle à canopée fermée. On pense que la région administrative de prédilection de la LRA est située au parc de la Garamba, au nord-est de la RDC. Les routes sont en mauvais état, voire impraticables, dans l'essentiel de la zone, bien qu'il y ait plusieurs routes principales récemment améliorées ou en travaux de réhabilitation. La région est irriguée par quelques affluents qui bloquent tout passage pendant la saison des pluies, dont la Garamba, la Dungu et la Kibali. La région est habitée par les Azande ainsi que d'autres petits groupes ethniques vivant de l'agriculture, de la pêche, de la chasse et de la cueillette. Les éleveurs de bétail Mbororo suivent les modes de migration traditionnels selon la disponibilité des pâturages. La plupart des habitants sédentaires vit dans des petits villages dispersés ou dans des fermes.

Les moyens de communication sont sommaires avec une couverture réseau des téléphones portables disponible uniquement dans les grands centres tels que Dungu, Yambio et Faradje. Plusieurs lieux sont dédiés à la communication radio haute fréquence et sont gérés par les missions religieuses ou les ONG éparpillées dans la région. Les précipitations sont devenues relativement imprévisibles mais les changements de saison sont généralement marqués par la pluie (il pleut de septembre à décembre et de février à avril). Le paysage sud de la région est très boisé avec une canopée progressivement plus légère et des saisons sèches plus longues vers le nord.

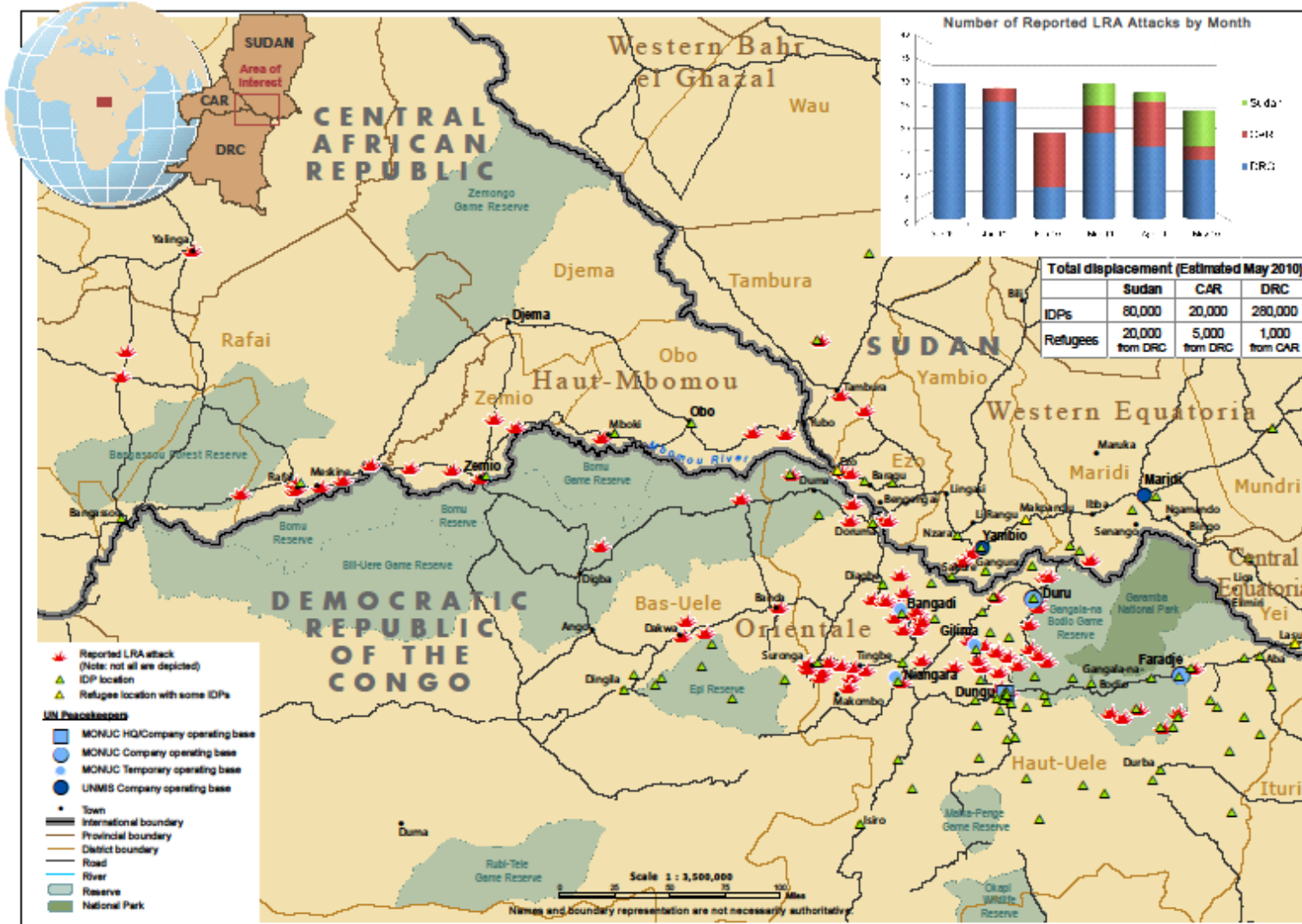
Bien que l'équipe de l'étude ait tenté de trouver une corrélation entre les précipitations, les cycles de récoltes ou autres phénomènes récurrents naturels et les opérations de la LRA, aucun mode de répétition n'a pu être discerné ces dernières années. Cependant, il est curieusement paradoxal que Kony ait besoin de vivre des cultures dans les zones mêmes où l'effet néfaste de ses opérations vide la terre de sa population. La LRA est une sorte de parasite dans la mesure où l'organisation ne produit rien par elle-même et dépend de la production des autres pour tous ses besoins logistiques.¹³¹

La LRA a fait des efforts considérables pour s'assurer du bon choix de ses zones d'activité. Comme il est mentionné dans la partie III, il y a un cas documenté de capture d'un garde-forestier dans le but spécifique de recueillir des renseignements géographiques détaillés. D'après les rapports d'anciens captifs, il est clair que nombreux sont ceux qui, au fil des ans, ont rempli la même fonction. De plus, la stratégie de la LRA d'enlèvements multiples dans l'ensemble de leurs zones d'opération lui assure une réserve de guides et d'interprètes à portée de main.

La carte ci-dessous montre le théâtre des opérations de la LRA et fournit quelques détails sur les déplacements et les incidents provoqués par l'organisation.

¹³¹ La LRA a planté des cultures dans le parc de la Garamba, en RDC et près de Juba, au Soudan lors de périodes de paix relative.

Lord's Resistance Army
 Reported Attacks (Dec 2009 - May 2010), Displacement, and Peacekeepers



Les caractéristiques et les capacités de la LRA

La structure et l'organisation de la LRA ont été exposées ci-dessus. En révision, voici les caractéristiques essentielles et les capacités ayant un impact sur les opérations militaires :

- Une structure de commandement unifiée avec une capacité de contrôle centralisé des opérations menées par de petits groupes indépendants (ou semi indépendants) au moyen d'un système combinant des lignes stratégiques à une liberté tactique.
- Une direction charismatique basée sur une adroite utilisation de la peur, de la discipline, des capacités de survie éprouvées ainsi que des croyances culturelles et religieuses.
- Une capacité démontrée à l'analyse et à l'élaboration de plans d'attaque conçus dans des buts précis tels que la neutralisation de la défense locale, l'intimidation par la terreur des populations locales ou l'exploitation des frontières entre forces opposées.
- Une prédilection démontrée pour la violence physique extrême ainsi que les opérations de pression psychologique contre les cibles civiles.
- Une grande mobilité pédestre hors piste. Il a été rapporté que la LRA peut couvrir jusqu'à 50 kilomètres de trajet par jour.
- La capacité à intégrer les avantages et inconvénients de technologies telles que le GPS, les téléphones satellites et portables.¹³²
- La capacité à comprendre la vulnérabilité des moyens cités ci-dessus et à s'y adapter en conséquence.
- L'aptitude à recruter et former de nouveaux combattants en combinant force, conditionnement psychologique et entraînement efficace.
- La capacité de mener des attaques bien coordonnées, parfois très proches des installations gouvernementales ou des installations militaires des Nations Unies et de s'évader.¹³³
- La capacité à agir de nuit.
- Une excellente discipline sur le champ de bataille et lors des opérations.
- La disposition éprouvée à se développer dans un environnement hostile et parmi des gens qui la détestent et la craignent.
- Une capacité à vivre indéfiniment des ressources naturelles.

En prenant en compte la longue période de soutien soudanais présumé, il faut aussi supposer un certain niveau d'entraînement poussé partagé parmi les officiers de la LRA. De plus, la façon dont la LRA a commis des atrocités à grande échelle en représailles à des opérations militaires contre elle, réelles ou rapportées, suggère une compréhension subtile du rôle des médias internationaux. Enfin, le mode d'opération avec des assassinats et des enlèvements à petite échelle ces 16 derniers mois indiquent une incertitude parmi les chefs de la LRA sur la possibilité d'une réaction internationale plus sérieuse, en particulier des États-Unis. Ceci est une source d'inquiétude, car cela pourrait indiquer que la direction de la LRA a compris l'importance des opérations de renseignement et maintiendrait par conséquent un niveau de violence relativement limité pour ne pas se faire repérer par les instances internationales.

¹³² Entretien avec Opiyo Makas, ancien chef des opérations de la LRA travaillant directement sous les ordres de Vincent Otti, aéroport de Ndjili, décembre 2007. Makas a cédé son GPS accompagné d'une longue explication détaillée sur la façon dont la LRA utilisait les points de navigation pour des rendez-vous préalablement fixés. Il a également expliqué comment étaient utilisés les téléphones satellites et les chargeurs solaires dans leurs procédures de communication pour les opérations standard.

¹³³ L'attaque de Faradje la nuit du 8 février 2011 a eu lieu à environ un kilomètre d'une base d'opérations de la MONUSCO – Réunion de sécurité des Nations Unies, Dungu, 11 février 2011.

Les forces de guérilla efficaces du 20^e siècle ont largement suivi la maxime de Mao Tsé-Tung selon laquelle “il faut nager parmi le peuple comme les poissons dans la mer.” Ceci a deux avantages principaux : (1) un soutien opérationnel (surtout au niveau du renseignement) et logistique direct durant la phase des opérations d’une révolution, et (2) un soutien politique accru pour une force de guérilla victorieuse une fois la révolution réussie. En restant dans la métaphore, on peut dire que la LRA nage parmi le peuple comme un banc de requins affamés qui ne fait aucun effort pour gagner le soutien populaire. Une des conséquences est qu’une partie indéterminée de la force militaire consiste en recrues forcées, dont de nombreux enfants. La LRA prend simplement de force ce dont elle a besoin et s’aliène délibérément par-là même tout soutien populaire. Un des effets intentionnels de cette stratégie est qu’il garantit un accueil hostile de tout évadé. Bien sûr, il faut remarquer que la LRA n’est pas la seule force de guérilla à avoir recours à ce type de stratégies.¹³⁴

La LRA met en pratique un concept connu des disciples de Sun Tzu selon lequel un commandant adroit doit manœuvrer ses propres troupes pour les mettre en danger et les forcer ainsi à se battre. Il est important, lorsqu’on tente de comprendre les tactiques de Kony, de voir qu’une grande partie de ses actions a pour but d’assurer la cohérence de son commandement. Cela peut se traduire par des ordres délibérés de commettre des atrocités, car les hauts commandants qui mènent ces opérations particulières sont ainsi tenus par la crainte en se croyant eux-mêmes dans le collimateur de la CPI. Cependant, en adaptant résolument une stratégie de la terreur, Kony compromet tout espoir d’une légitimité politique aux yeux des communautés qu’il a ciblées et sape la crédibilité de négociations précisément du fait de la cohérence son comportement passé.

La stratégie de la terreur et le recrutement forcé adoptés par la LRA créent à la fois des occasions et un défi pour les forces opposées. Tout d’abord, il est probable de trouver un certain nombre d’otages du côté de la LRA lors d’une confrontation. Ceux-ci peuvent inclure des combattants actifs à différents stades de leur “conversion” et / ou des prisonniers récemment kidnappés. Il serait contradictoire de mener des opérations militaires au nom de la protection qui auraient en permanence pour conséquence de forts taux de victimes parmi les otages de la LRA. Cependant, dans les cas où les otages sont en fait des recrues forcées et sont utilisées dans des attaques de populations civiles, il sera très difficile d’éviter de les traiter comme des combattants. Par ailleurs, la présence d’otages récemment enlevés ralentit la LRA en cas de retraite (en particulier pour battre en retraite lors d’une attaque). La présence des otages oblige la LRA à consacrer des ressources militaires à leur surveillance ou leur contrôle (dépendantes bien sûr du niveau de confiance en leur loyauté) et force les responsables de l’organisation à choisir entre perdre des recrues et assurer leur propre sécurité.

La LRA a réussi à adapter ses tactiques et stratégies aux risques posés par les techniques avancées de reconnaissance et de surveillance. Elle a ainsi recours à la dispersion, au camouflage et à l’utilisation de la nature pour se couvrir et opérer sur de longues périodes et distances sans utiliser ni radio ni téléphones. Il n’a pas été possible d’intercepter quelque communication que ce soit depuis près de deux ans et pourtant la LRA continue à opérer, voire peut-être à se retrouver occasionnellement pour réunir son commandement ou en vue d’opérations spécifiques.¹³⁵

Outre des considérations normales sur l’aspect humanitaire et les règles de la guerre dans ce type de situation, les commandants de la LRA doivent prendre en compte la présence probable dans la zone de

¹³⁴ Une plus large étude du sujet produirait un nombre de cas comparables mais cela est au-delà du mandat de cette étude. Ces commentaires ont pour seul but d’indiquer les caractéristiques particulières auxquelles il faut songer lors de la planification d’opérations.

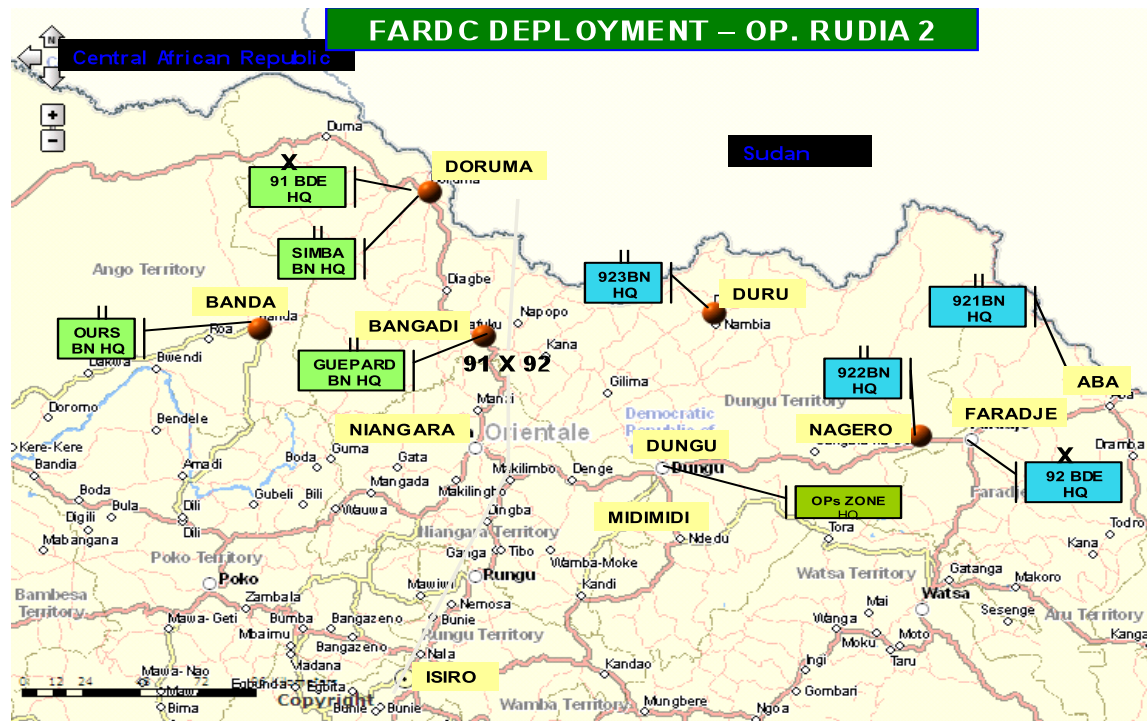
¹³⁵ Entretien confidentiel avec une source militaire compétente, Kampala, mars 2011.

nombre d'ONG internationales et d'agences des Nations Unies ayant accès aux médias internationaux. Les succès et échecs des opérations seront observés et signalés, ce qui pourra influencer les décisions politiques affectant la campagne.

Forces disponibles

Il n'existe aucune structure militaire incorporant toutes les forces engagées dans des opérations contre la LRA. Il y a en revanche une vague coalition comprenant les forces suivantes :

- RDC
 - FARDC – deux brigades d'infanterie d'armes légères déployées selon la carte ci-dessous :



Source : briefing de la MONUSCO daté du 16 février 2011

- MONUSCO : un petit Centre conjoint des opérations et du renseignement, un bataillon d'infanterie marocain et une compagnie de forces spéciales uruguayennes tous deux équipés à l'échelle des casques bleus des Nations Unies avec 6 hélicoptères de transport déployés à Dungu, Faradje et Niangara.
- UPDF : une force de chasse d'environ 1 500 hommes dont des unités de traque et quelques hélicoptères civils de transport léger loués. Leur quartier général est situé à Nzara, près de Yambio, au Sud-Soudan et le déploiement des forces est considéré comme information confidentielle.
- SPLA : Une force de la taille d'une brigade d'infanterie légère stationnée près de Yambio.

- FACA : Approximativement 150 soldats d'infanterie stationnée à Obo.

Malheureusement, les informations ci-dessus ne sont pas d'une grande utilité sans une analyse détaillée des forces déployées et de leurs capacités opérationnelles, de leur équipement, de leurs intentions, déploiement, mobilité, direction, moral, logistique, moyens médicaux et autres facteurs militaires techniques qui se situent au-delà des compétences de l'équipe de recherche de l'étude diagnostique. Les observations suivantes sont cependant incluses dans l'espoir d'aider à l'orientation de recherches futures :

- La direction militaire des FARDC à Dungu nie la présence de la LRA en RDC et croit que toutes les attaques récentes sont imputables à des bandits ou à des éléments indisciplinés d'autres armées.¹³⁶
- Les communautés locales de RDC n'ont pas confiance dans les unités des FARDC et ces dernières sont accusées de harceler leurs propres populations civiles au lieu de les protéger.¹³⁷ Elles ont eu peu de succès contre la LRA et une très mauvaise réputation en termes de fiabilité opérationnelle et de respect des droits de l'homme.
- Les troupes de la MONUSCO opèrent à partir de positions administratives fixes, à découvert, et ne patrouillent pas hors piste et ne traquent pas non plus les unités de la LRA. Leur réaction lors d'une attaque se limite à la sécurisation de la zone après les faits. Elles n'ont ni le mandat ni l'équipement nécessaires pour mener des opérations plus agressives mais peuvent fournir un soutien logistique limité aux FARDC, ce qu'elles font.
- Les troupes de l'UPDF sont essentiellement inactives depuis mi-2010 et n'ont signalé que peu de succès récents. Leurs forces ne sont pas bien coordonnées avec les autres forces en présence dans la région et ne sont pas directement liées aux opérations de protection. De plus, il semble y avoir une priorité grandissante favorisant l'utilisation de troupes fiables pour gérer les problèmes de sécurité internes en Ouganda ; on peut donc s'attendre à une diminution des effectifs, comme remarqué précédemment, avec une réduction substantielle par rapport à 2009.
- Les FACA sont inefficaces aux niveaux opérationnel et logistique contre une force aussi dispersée et mobile que la LRA.
- La seule force de feu indirecte disponible en soutien aux forces déployées sont les hélicoptères de combat qui ne volent pas de nuit et sont limités par la météo, ce dont la LRA est bien consciente.

¹³⁶ Interview du Col. Bruno, commandant, opérations des FARDC contre la LRA, Dungu, février 2011.

¹³⁷ Interview d'un responsable de la société civile, Dungu, février 2011.

Partie V – Démarches alternatives

Comme il a été remarqué en introduction de cette étude, il n’y a pas de consensus sur le problème posé par la LRA. Ceci a conduit, depuis deux ans et demi, à la considération d’un nombre de démarches pour sortir du *statu quo* face à cette organisation. Parmi elles, se trouvent :

1. L’arrestation de Joseph Kony et des autres chefs accusés par la CPI.
2. La négociation soit avec Joseph Kony soit avec les commandants qui lui sont subordonnés.
3. La persuasion directe ciblant les individus combattants de la LRA (démarche de DDRRR).
4. Le renforcement de la capacité de défense au niveau local.
5. L’investissement dans le soutien humanitaire et le développement, y compris par la construction de routes et de ponts et la couverture réseau des téléphones portables.

L’investissement dans le soutien humanitaire pour pallier aux effets de la violence infligée par la LRA est généralement une évidence dans chacune des démarches et ne sera pas débattue ici de façon plus approfondie. On remarquera simplement que les interventions techniques à caractère humanitaire peuvent à elles seules uniquement pallier à la violence et aux autres problèmes liés à la LRA, et non les empêcher.

Il est également important de signaler que l’argument de départ de chacune des démarches alternatives est la nécessité d’une solution différente, la démarche militaire étant clairement un échec.

Arrestation des chefs de la LRA

L’idée d’appliquer la loi internationale par l’arrestation et le procès des chefs de la LRA¹³⁸ pour crimes de guerre, crimes contre l’humanité et violation des droits humains semble en apparence préférable à un recours massif à l’action militaire. Cependant, étant donné l’improbabilité d’une reddition pacifique des chefs en question, outre les caractéristiques militaires de la LRA et les autres aspects de l’environnement opérationnel décrit ci-dessus, seule une force militaire bien organisée et équipée serait en capacité pratique d’exécuter les mandats d’arrestation de la Cour pénale internationale.

Les forces de police ne sont en général pas équipées, suffisamment fournies ou structurées pour gérer l’arrestation d’individus chefs de forces armées, et encore moins des individus comme les chefs de la LRA. Alors qu’il est important de distinguer l’incitation à l’arrestation des chefs de la LRA et l’appel à l’action militaire dans la perspective du mandat de certaines institutions, cette distinction ne change rien au niveau de l’opération. Il est cependant possible que les opérations militaires, dans ce contexte, soient raisonnablement considérées comme des “actions policières”, ce qui pourrait orienter l’objectif global d’opérations soit militaires soit policières contre la LRA vers une recherche de justice plutôt que d’une victoire militaire. Néanmoins, même dans ce scénario, il est difficilement imaginable que la justice

¹³⁸ Joseph Kony, Raska Lukwiya, Vincent Otti, Okot Odhiambo et Dominic Ongwen sont accusés par la CPI. Lukwiya a été tué par l’UPDF en août 2006 et Otti aurait été tué par la LRA en septembre 2007, ce qui a été confirmé par de nombreux combattants de la LRA, bien que personne ne sache où se trouve son corps.

soit rendue sans une action militaire de grande envergure qui vise à la fois les chefs et tous les successeurs potentiels au sein de l'organisation.

Négociations

L'histoire des tentatives échouées de négociation avec Joseph Kony est sujette à de nombreuses interprétations au-delà de la portée de cette étude. Cependant, outre la complication présentée par les actes d'accusation de la CPI contre Kony et son haut commandement, ces dernières années, le comportement des éléments de la LRA a dépassé les normes de l'acceptable, à tel point qu'il est difficile d'imaginer comment des communautés internationales ou locales pourraient être persuadées de passer outre les événements récents. Il est donc malaisé de trouver le consensus nécessaire pour assurer la juste conduite de négociations ou convaincre la LRA que les conséquences d'une négociation favorable pourraient être acceptées par la population au sens large.

Le principal problème actuel pour une stratégie négociée est le manque de poids politique de la LRA dans la région. Ni le gouvernement ougandais ni la communauté acholie ne ressent la pression et l'urgence de la LRA comme par le passé. Même si l'organisation est toujours considérée comme problématique, c'est un problème éloigné, repoussé à l'arrière-plan des questions politiques par d'autres priorités. Le gouvernement de l'Ouganda prétend en effet avoir résolu le problème militaire dans la mesure où la LRA n'est plus visible ni audible par la plupart des Ougandais. Le pouvoir prétend également avoir fait tout son possible pour mener à bien les pourparlers de paix de Juba ; c'est Kony qui aurait refusé de signer l'accord final.¹³⁹ D'après nos recherches en Ouganda, la plupart des habitants du nord se résignent pour le moment à accepter la position du gouvernement comme un "moindre mal", au moins jusqu'à ce qu'une autre option voie le jour.¹⁴⁰ De plus, il semble y avoir consensus sur le fait que des négociations avec Joseph Kony seraient vouées à l'échec, tout simplement à cause de sa méfiance profonde et omniprésente envers quasiment tout individu. Au vu de cet ensemble et du contexte actuel, la LRA ne présente que peu d'intérêt pour les gouvernements centraux de la région. Il est donc peu probable de trouver des volontaires prêts à prendre l'organisation suffisamment au sérieux pour la considérer digne d'un dialogue ou pour se risquer à la ramener au premier plan.

Si on se place dans le contexte de la RDC, la LRA, devenue une gêne pour le président en exercice pendant la campagne pour les élections, a donc tout simplement été exclue du débat. Le gouvernement de la RDC a maintes fois déclaré que la LRA n'était plus présente sur son sol, refusant ainsi de la considérer comme un problème.¹⁴¹ Même si le gouvernement changeait de politique, il est difficile d'imaginer un point de départ à des négociations, Kony n'ayant aucune ambition politique par rapport au pouvoir de Kinshasa ni d'objectifs politiques déclarés relatifs à la RDC. Il en va de même pour le Sud-Soudan et la RCA.

À un moindre niveau, une nouvelle initiative se présente à travers l'agence de l'Église catholique qui espère relancer les négociations avec la LRA. Il est néanmoins clair que, comme le déclare un officier de

¹³⁹ Ce paragraphe n'a pas pour but d'insinuer que la mauvaise volonté ne s'est pas trouvée de chaque côté de la table de négociations. Voir Allen et Vlassenroot, ainsi que Soto, op.cit.

¹⁴⁰ En dépit de problèmes politiques récents en Ouganda. Les intentions de l'opposition après les élections ne sont pas claires quant au contexte de la LRA.

¹⁴¹ Outre les commentaires répétés par le ministère de l'information de février à mars 2011, des rapports de la dernière réunion du groupe de contacts des Grands Lacs le 15 avril 2011 indiquent un durcissement de la position du gouvernement congolais et un accord obligeant l'UPDF à se retirer de la RDC d'ici le 15 juin 2011, puisque la LRA n'est plus là pour être poursuivie, source confidentielle, 16 avril 2011.

l'armée du Sud-Soudan : "Le pouvoir convoité par Kony est à Kampala et nulle part ailleurs". Le défi demeure donc de trouver un moyen de convaincre le gouvernement de l'Ouganda de rouvrir un processus qu'il a fermé et bloqué par des opérations militaires ayant davantage sapé la confiance nécessaire à un premier pas vers des négociations. Une alternance de gouvernement pourrait ouvrir une voie qui semble pour l'heure inconcevable. Pour le moment, il y aurait peu à gagner en lançant de nouvelles négociations, à moins que ce ne soit à l'initiative de Joseph Kony lui-même ou que l'initiative bénéficie de son soutien¹⁴².

Une autre complication vient du profond manque de confiance entre ceux qui croient à la nécessité d'une négociation et les chefs politiques ou militaires. L'histoire des précédentes tentatives de négociations contient de fréquentes mentions de trahisons délibérées par des commandants ayant promis une victoire militaire rapide et se servant des lieux de rendez-vous fixés avec les négociateurs de la LRA pour leur tendre une embuscade.¹⁴³ Ceci a durablement compromis les choses et il faudrait dès lors un moyen fiable de contrôler les forces militaires dans l'éventualité de toute négociation.

La possibilité de négocier avec des commandants au niveau individuel demeure et semble offrir un espoir de réduction supplémentaire de la LRA. Comme on l'a dit plus haut, Kony ne peut pas vraiment se permettre de perdre ses hauts commandants de confiance. Cependant, cette stratégie ne sera que partiellement réussie à moins d'être complétée par une pression constante sur d'autres fronts.

Volontariat par persuasion – DDRRR

Il y a de l'espoir qu'une adroite utilisation des résultats d'opérations de renseignement par l'agence du programme de DDRRR de la MONUSCO réduise le nombre de combattants de la LRA en encourageant les déserteurs. Les techniques qui permettent d'y arriver sont simples de conception mais extrêmement difficiles à mettre en œuvre pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il est peu probable que le noyau dur des combattants de la LRA se laisse persuader de désarmer, car ceux-ci ont montré à maintes reprises qu'ils étaient retranchés dans leur position actuelle. Pour les motifs exposés dans les parties précédentes de ce rapport : le statut, la peur des représailles, la crainte d'une mise en accusation par la CPI, et d'une violente punition par Kony de toute personne soupçonnée de vouloir désertir, tout cela joue un rôle. On peut y ajouter le mauvais traitement des démobilisés rentrés chez eux par les gouvernements de la région et la probabilité d'être forcés de rejoindre l'UPDF pour servir dans des opérations contre la LRA¹⁴⁴. Il devient alors difficile de voir comment l'idée d'un retour pacifique au foyer peut être promue. De plus, les tactiques de la terreur de Kony associées à la frustration dans les communautés cibles due au manque de protection fournie par leur propre gouvernement ou par les Nations Unies contribuent à un environnement humain très hostile pour ceux qui désirent désarmer. Enfin, Kony réagira certainement à tout succès par une recrudescence des enlèvements et des recrutements forcés et/ou de nouvelles atrocités visant des groupes civils vulnérables.

D'autres difficultés comprennent le défi de trouver les moyens de faire passer des messages directement aux combattants de la LRA. Dans une zone n'ayant quasiment aucun réseau de couverture radio ou téléphonique, transmettre un message est chose compliquée. La section de DDRRR de la MONUSCO a cependant un ensemble de solutions créatives et est actuellement en train de développer

¹⁴² Des rencontres ont été organisées au cours de cette étude avec un nombre d'interlocuteurs qui ont déclaré que plusieurs nouvelles personnalités se sont présentées en proposant d'organiser des pourparlers car ils avaient accès à Kony. Le consensus actuel parmi les personnes consultées est de considérer que ces offres ne sont pas fiables.

¹⁴³ Voir, par exemple, Santos, op.cit., ch 5.

¹⁴⁴ Cakaj, Ledio, "Too Far from Home: Demobilizing the Lord's Resistance Army", Enough Project, février 2011

et mettre en place une stratégie de communication qui suscite l'espoir.¹⁴⁵ Tandis qu'une démarche de DDRRR est logique en complément d'autres actions, elle n'atteindra pas l'objectif final de protection des populations civiles contre la LRA.

Renforcement des groupes de défense locaux

Les citoyens de tous les pays menacés par les attaques de la LRA pourraient invoquer leur droit à l'autodéfense pour la simple raison que leurs propres gouvernements ne sont pas capables de les protéger. Cependant, reconnaître le droit à l'autodéfense est une chose, la permettre en pratique en fournissant armes et entraînement en est une autre. En effet, les mesures prises pour armer les milices "Arrow" (milices Azande de défense locale) prises par les gouverneurs successifs d'Equatoria-Occidental¹⁴⁶ ont engendré à Juba d'importantes controverses ainsi qu'une certaine anxiété.

Néanmoins, lorsque les gouvernements centraux ne sont pas intéressés ou sont incapables de fournir la protection nécessaire, quand aucune agence, telle que la mission des casques bleus de l'ONU, n'a de mandat de protection des civils au nom d'un gouvernement, il semble tout simplement logique d'autoriser l'autodéfense. D'un point de vue pratique, cela pourrait exacerber le problème causé par la LRA, à moins que ne soient prises des mesures garantissant que les armes fournies aux milices "Arrow" ou à d'autres n'attirent pas les attaques du groupe rebelle. De telles mesures pourraient impliquer la mise en place d'un système de communications et de soutien par lequel les milices locales pourraient solliciter en renfort les forces armées du gouvernement lors d'attaques potentielles ou pourraient être développées davantage en associant une capacité de réaction rapide à la connaissance locale et aux compétences de traque des milices "Arrow".

Même si l'on comprend bien le danger lié à la création d'une milice supplémentaire en RDC ou au Sud-Soudan, ce cas particulier exige une considération spécifique. Les Azande ont une tradition d'autodéfense et un sentiment de responsabilité collective développé.¹⁴⁷ Dans ce cas, la réponse la plus sage pour le gouvernement de la région pourrait être de devancer le problème en soutenant les milices "Arrow" et en les incorporant officiellement dans des structures de protection nationales, ne serait-ce que pour prévenir une évolution qui transformerait un désespoir douloureux en opposition armée motivée par le ressentiment.

Démarches humanitaires et développement

Les opérations humanitaires peuvent faire et font beaucoup pour pallier aux effets des attaques de la LRA. Elles fournissent soins médicaux d'urgence, abri, nourriture et eau, installations sanitaires et, dans une certaine limite, interventions psychosociales. Les plus durement touchés peuvent ainsi bénéficier d'aide et de soutien face aux conséquences de la violence de la LRA. Cela ne résout cependant pas le problème de la protection et ne propose jamais plus qu'une compensation limitée pour les méfaits commis. Les opérations humanitaires, quelle que soit leur efficacité, ne peuvent jamais redonner la vie à celui qui l'a perdue ou rendre son intégrité à un corps mutilé.

Si l'on prend en compte les éléments de discussion des parties précédentes, il faut imaginer que la LRA prendra pour cible des opérations humanitaires si elle sent que ces dernières constituent une menace ou offre, en réponse à ses propres problèmes logistiques, des solutions plus simples que le pillage d'une

¹⁴⁵ Discussions, MONUSCO DDRRR, Goma, février et mars 2011.

¹⁴⁶ Interview du gouverneur d'Equatoria-Occidental, 26 mars 2011, Yambio.

¹⁴⁷ Ibid.

communauté locale. La LRA l'a fréquemment fait par le passé et a peut-être déjà recommencé à le faire dans l'est de la RDC. Il y a peu de risque qu'une coopération rapprochée entre les agences militaires et humanitaires soit interprétée par la LRA autrement que comme une meilleure protection de ressources qu'elle aurait attaquées en l'absence des forces armées. Il ne s'agit pas d'un cas d'implication politique dans la fourniture d'escortes ou de protection physique de livraisons d'aide humanitaire, même s'il peut y avoir des implications, au niveau des droits de l'homme, dans un rapprochement avec des armées nationales ayant régulièrement une si mauvaise réputation en matière de respect des populations civiles. En effet, le plus grand défi pourrait venir du besoin de protection des biens humanitaires une fois livrés. Le danger existe véritablement, et cela est arrivé par le passé, que les réserves de médicaments ou de nourriture fassent l'objet de la convoitise de la LRA.

Cela semble une évidence d'énoncer qu'une des principales raisons de l'impunité de la LRA dans la région est le manque de communications, mais rappelons que les systèmes de communication sont neutres et peuvent être utilisés par tous. De bonnes routes, par exemple, facilitent le commerce et des réactions rapides en même temps qu'elles représentent des cibles d'attaque intéressantes. De même, des réseaux de téléphone portable qui permettraient un appel en urgence pour aider des communautés victimes pourraient également servir de moyen à la LRA pour mieux coordonner ses attaques. Même si Kony et ses hauts commandants peuvent choisir de ne pas parler eux-mêmes au téléphone, ils sont tout à fait capables de faire parler d'autres pour eux afin d'éviter les écoutes. Il ne s'agit pas de suggérer que le développement n'est pas une partie intégrante de la solution pour une sécurité à long terme dans les régions affectées par la LRA. Mais il faut aussi considérer que ce développement doit être intégré dans un plus large processus qui prend également en considération les façons dont certaines avancées, telles que la mise en place de meilleurs réseaux téléphoniques, peuvent aussi être utilisées par la LRA.

Finalement, peu de discussions sur les démarches alternatives prennent correctement en compte le facteur temps. Comme on l'a montré plus haut, il y a une forte possibilité pour que le temps joue en faveur de la LRA. Celle-ci l'utilisera afin de recruter et entraîner suffisamment de nouveaux soldats pour représenter une menace encore plus grave dans la région. La durée requise pour cela est incalculable, mais il demeure certain qu'il y a urgence et, par conséquent, qu'il faut considérer avec réalisme le temps nécessaire pour mettre en œuvre toute stratégie alternative.

Conclusions

Cette étude a tenté de dresser un portrait de la situation de la LRA dans un contexte politique, historique et militaire particulier. Bien que la description analytique qui en résulte soit loin d'être complète à ce stade, certaines conclusions apparaissent.

Un des problèmes clés affectant toutes les solutions possibles au phénomène de la LRA est l'incapacité collective à s'accorder sur l'échelle, l'étendue et la relative importance du problème. Les hommes politiques, les acteurs de défense des droits humains et de l'action humanitaire ont des intérêts et des responsabilités différents, et ne sont pas nécessairement d'accord sur les faits ou l'analyse du phénomène de la LRA. Les soldats voient généralement clairement les facteurs militaires, mais dans ce cas, semblent s'être alignés avec les positions de leurs gouvernements respectifs, dans la mesure où les dimensions militaires du problème ne sont nulle part clairement articulées et établies. En conséquence,

les données brutes de renseignement sont rares, l'analyse l'est encore davantage et l'accord sur l'importance des facteurs est quasiment non existant.

Pour ajouter à la confusion, les renseignements recueillis au fil des ans par l'UPDF n'ont pas été rassemblés formellement dans des documents pouvant être partagés avec les autres armées pour qui la LRA est un problème récent. Finalement, les partisans d'une solution négociée devront dépasser la ferme conviction des autres, pour qui ce type de solution est impossible du fait du manque total d'intérêt et de fiabilité de Kony à ce sujet.

Pour des raisons qui restent floues, la plupart des débats sur les options militaires présument implicitement au départ que seules les forces actuellement en place peuvent être impliquées dans un plan d'action. Cela peut refléter les réalités politiques du moment, mais occulte l'importance réelle du problème militaire posé par la LRA lorsqu'on le considère uniquement d'un point de vue technique. Cette démarche a peu de chances de produire des résultats positifs pour la simple raison que les ressources nécessaires à sa réussite sont insuffisantes et inefficaces, et sa pertinence doit être évaluée par rapport aux besoins réels.

Dans tous les cas, il est clair, même avec l'analyse élémentaire proposée ici, que les solutions envisagées au problème de la LRA ne sont pas basées sur une évaluation technique militaire professionnelle (ce qu'on appelait communément estimation du commandement), et que les solutions proposées sont loin de correspondre à ce qui est requis pour faire face à la menace posée par la LRA aux populations civiles.

Il est cependant clair qu'une interprétation passive ou purement défensive des exigences de protection civile ne fonctionnera simplement pas. L'idée motivant la stratégie en place aujourd'hui est que les forces combinées des trois pays hôtes ainsi que les deux missions du DOMP des Nations Unies peuvent fournir des poches de protection tandis que l'UPDF mène des opérations "recherche et destruction". L'UPDF n'a cependant réussi qu'en partie et n'est pas coordonnée aux activités de protection des autres armées. Chaque opération de l'UPDF, même si elle génère des pertes dans la LRA, provoque de nouvelles attaques de l'organisation. Tant que les attaques qui s'ensuivent sont menées contre des populations civiles qui ne sont pas situées dans les diverses poches de protection en effet très restreintes, la LRA pourra continuer impunément à piller et kidnapper, démontrant par-là même que les armées qui lui font face sont incapables de protéger les civils. La présence militaire n'est pas, en elle-même, suffisante. Les troupes en présence doivent être efficaces, et cela implique un engagement actif à un niveau bien plus élevé que ce que l'on voit actuellement. Ceci est en partie une question d'effectifs disponibles, mais également de leur activité.

Si l'on considère les différentes positions politiques des chefs d'États de la région et des facteurs politiques analysés dans la première partie de cette étude, il apparaît clairement qu'on attend peu de véritable protection de la part de l'UPDF, des FARDC, des FACA ou de la SPLA, qu'importe les besoins sur le terrain. En toute impartialité, il ne s'agit pas juste d'une question de volonté, mais également de capacité, et de savoir si les armées en question disposent de l'expertise requise ou de la capacité logistique nécessaire. S'il y a véritablement une "responsabilité de protection" des civils, alors il y a un réel besoin d'identifier à qui elle incombe. Si la solution ne dépendait que d'une volonté politique, il serait peut-être possible de trouver un compromis diplomatique afin de produire l'accord nécessaire pour agir.

L'état actuel de l'engagement pour la défense des droits humains et pour l'aide humanitaire en rapport à la LRA a généré une attention politique considérable et des informations très utiles. Il n'y a cependant, à ce jour, aucun système pour rechercher les personnes kidnappées ou mener des enquêtes

ystématiques sur les incidents qui pourraient aider à restreindre certaines des affirmations trompeuses entendues dans la région. Cela semble être des questions relativement faciles à régler. Il semble au minimum évident qu'un système d'enregistrement des kidnappings et des retours, par nom, est nécessaire.¹⁴⁸ Ensuite, un système fiable d'investigation et de signalement des incidents liés à la LRA est également nécessaire.¹⁴⁹

Enfin, dans l'environnement opérationnel fortement politisé constitué par le théâtre actuel des opérations de la LRA, il est clair que la population civile de la région continuera à porter le fardeau de l'incapacité du gouvernement hôte à moins qu'une autre présence protectrice plus crédible et substantielle puisse être déployée. Pour le moment, l'espoir d'une présence de protection rapide et fiable dans toute la zone affectée par les actions de la LRA serait lié à l'agence du DOMP des Nations Unies. Il y a peu de chances pour cela à moins que le Conseil de sécurité de l'ONU montre davantage d'intérêt pour la question qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, et à moins que les États membres ne fournissent les ressources militaires et civiles requises pour établir un système de protection qui fonctionne véritablement.

¹⁴⁸ Un tel système a été développé et entretenu en Ouganda par l'UNICEF en 2000, mais semble avoir été arrêté.

¹⁴⁹ La MONUSCO avait déjà mis en place un système semblable en RDC mais rien n'existe encore en RCA et au Sud-Soudan.

ANNEXE 1. BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Ali, Taisier M. et Matthews, Robert O., *Civil Wars in Africa: Roots and Resolution*, Montréal et Kingston: McGill et Queen's University Press, 1999.

Allen, Tim, *Trial Justice: the International Criminal Court and the Lord's Resistance Army*, Londres : Zed Press, 2006.

Allen, Tim and Vlassenroot, Koen (eds) *The Lord's Resistance Army: Myth and Reality*, Londres : Zed Books, 2010.

Atkinson, Ronald, *The Roots of Ethnicity: The origins of the Acholi of Uganda*, Kampala : Fountain Publishers, 2001, 2010.

Behrend, Heike, *Alice Lakwena and the Holy Spirits: War in Northern Uganda 1986-97*, Oxford : James Curry Ltd, 1993, 1999.

Berdal, Mats et Ucko, David (eds): *Reintegrating Armed Groups After Conflict: Political, Violence and Transition*, Abingdon : Routledge, 2009.

Briggs, Jimmie, *Innocents Lost: When Child Soldiers go to War*, Cambridge, MA : Perseus Books, 2005

Burleigh, Michael, *Sacred Causes: The Clash of Religion and Politics from the Great War to the War on Terror*, Londres : Harper Perennial, 2006.

Calderisi, Robert, *The Trouble with Africa: Why Foreign Aid Isn't Working* New York : Palgrave Macmillan, 2006.

Clapham, Christopher (ed) *African Guerrillas*, Oxford : James Curry Ltd, 1998.

De Temmerman, Els, *Aboke Girls: Children abducted in northern Uganda* Kampala, Fountain Publishers, 2001.

Dolan, C., *Social Torture: The Case of Northern Uganda*, Oxford : Berghahn Books. 2009.

Dowden, Richard, *Africa: Altered States, Ordinary Miracles* Philadelphie : Perseus Books, 2009

Dworkin, Ronald, *Taking Rights Seriously*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 1977.

Edgerton, Robert B., *Africa's Armies: from Honor to Infamy, a History from 1791 to the Present*, Cambridge, MA : Westview Press, 2002.

Finnström, Sverker, *Living in Bad Surroundings: Wars, history and everyday moments in northern Uganda*, Duke University Press, Durham, 2008

Francis, O.J. et Wrange, P. (eds), *The International Criminal Court and the Juba Peace Process or Global Governance and Local Friction*, (à paraître en octobre 2011), Fountain Press

French, Howard W. *A Continent for the Taking: the Tragedy and Hope of Africa*, Toronto : Random House, 2004.

Green, Matthew, *The Wizard of the Nile: The Hunt for Africa's Most Wanted*, Londres, Portobello Books, 2008

Harding, Jeremy, *Small Wars, Small Mercies: Journeys in Africa's Disputed Nations* Londres, Viking Press, 1993.

Hobsbawm, E.J., *Nations and Nationalism since 1780: Programme: Myth, Reality*, Cambridge : Cambridge University Press, 1990.

Kobusingye, Olive, *The Correct Line: Uganda Under Museveni* R.-U. : Author House, 2010.

Locke, John, *Two Treatises of Government*, Londres : J. Dent & Sons, 1690, 1990

Machiavelli, Niccolo, *The Prince*, Christian E. Detmold (trad), New York : Airmont, 1965.

Machiavelli,, *L'art de la guerre*, Toussaint Guiraudet (trad), Paris : Flammarion, 1991.

Machiavelli,, *The Discourses*, Bernard Crick (ed) Middlesex : Penguin Books, 1970.

Magnuson, Doug et Baizerman, Michael (eds) *Work with Youth in Divided and Contested Societies* Rotterdam : Sense Publishers, 2007.

Mamdani, Mahmood, *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton : Princeton University Press, 1996

Meredith, Martin, *The Fate of Africa: From the Hopes of Freedom to the Heart of Despair, a History of 50 Years of Independence*, Cambridge, MA : Perseus Books, 2005

Munck, Ronaldo et de Silva, Purnaka L., *Post Modern Insurgencies: Political Violence, Identity Formation and Peacemaking in Comparative Perspective* Grande-Bretagne : Macmillan Press, 2000.

Mutibwa, Phares, *Uganda Since Independence: A Story of Unfulfilled Hopes*, Kampala : Fountain Publishers Ltd., 1992

Plato, *The Collected Dialogues*, Edith Hamilton and Huntington Cairns (eds), Princeton : Princeton University Press, 1961.

Rawls John, *Political Liberalism*, New York : Columbia University Press, 1993.

Soto, Carlos Rodriguez, *Tall Grass: Stories of Suffering and Peace in Northern Uganda* Kampala : Fountain Publishers, 2009.

Sun Tzu, *The Art of War*, Samuel B. Griffith (trad), Londres : Oxford University Press, 1963.

Von Clausewitz, Carl, *On War*, Anatol Rappaport, (ed) Londres : Penguin Books, 1968

Willame, Jean-Claude, *La Guerre Du Kivu: Vues de la sale climatisée et de la veranda* Belgique : Editions Grip, 2010.

Périodiques et documents de recherche

Acholi Religious Leaders Peace Initiative (ARPLI), “ARPLI Response to: From Promise to Peace: A Blueprint for President Obama’s LRA Strategy by Resolve”, octobre 2010.

Allen Tim et Shomerus Mareike, “A hard homecoming. Lessons learned from the reception centre process in Northern Uganda”, Management Systems International, Kampala, 2006.

Atkinson, Ronald, “From Uganda to the Congo and Beyond: Pursuing the Lord’s Resistance Army”, International Peace Institute, décembre 2009

Baines E.K., “Complex political perpetrators: reflections on Dominic Ongwen”, Journal of Modern African Studies, 47, 2 (2009), pp.163-191, Cambridge University Press, 2009.

Branch, A. , ‘ Uganda’s civil war and the politics of ICC intervention ’, Ethics & International Affairs 21, 2 : pp. 179–98, 2007.

Cakaj Ledio, “The Lord’s Resistance Army of Today”, Enough Project, novembre 2010; “Too Far from Home: Demobilizing the Lord’s Resistance Army”, Enough Project, février 2011; “Lords of disorder: LRA resist regional powers for two decades”, Jane’s Intelligence Review, volume 23, numéro 04, avril 2011.

Conciliation Resources: “Initiatives to end the violence in northern Uganda, 2002-09 and the Juba peace process”, ACCORD 2010; “Choosing to Return: Challenges faced by the Lord’s Resistance Army’ Middle Ranking Commanders”, Londres, octobre 2010.

Dallaire Romeo “Eradicating the Child Soldier Doctrine”, Research Report for the Carr Centre for Human Rights, Harvard University, 2003.

Kevin C Dunn “Uganda: The Lord’s Resistance Army”, Review of African Political Economy Vol. 31, No. 99, mars 2004

Gersony R, ‘The Anguish of Northern Uganda,’ juillet 1997

Government of Uganda and Lord’s Resistance Army/Movement, “Agreement on accountability and reconciliation between the Government of the Republic of Uganda and The Lord’s Resistance Army/Movement”, Juba 2007.

Hemmer Jort, “The Lord’s Resistance Army: in Search for a New Approach”, Expert meeting Report, Clingendael Institute, 25 juin 2010

Human Right Watch, “The Christmas Massacres: LRA attacks on Civilians in Northern Congo”, 16 February 2009; “Trail of Death: LRA Atrocities in Northeastern Congo”, mars 2010.

International Crisis Group, “The Road to Peace, with or without Kony”, Africa Report N°146, 10 December 2008; “A Regional Strategy beyond Killing Kony”, Africa Report N°157, 28 avril 2010.

Invisible Children, *“Protection Plan for LRA-Affected Communities in Central Africa”*, 2010.

Joint-NGO: *“Ghosts of Christmas Past: Protecting Civilians from the LRA”*, Briefing Paper, 14 décembre 2010

Jackson Paul, *“Politics, Religion and the Lord’s Resistance Army”*, Working Paper, University of Birmingham, 2010

Keller, Linda M. *“Achieving Peace with Justice: The International Criminal Court and Ugandan Alternative Justice Mechanisms Connecticut Journal of International Law”*, vol. 23, pp.209-279, 2008.

Lamony S.A., *“Approaching national reconciliation in Uganda: perspectives on applicable justice systems”*, Ugandan Coalition on the International Criminal Court, Kampala, 2007.

Olsen, Kasper Thams, *“Violence against Civilians in Civil War: Understanding Atrocities by The Lord’s Resistance Army”*, Conflict Research Group, Working Paper N°8, février 2007.

Oxfam, *“Ne plus avoir peur: une action régionale pour protéger les civils dans les zones affectées par la LRA”*, 02 octobre 2010.

Pax Christi Netherlands, *“Achieving sustainable peace in the conflict between the Lord’s resistance Army and the Government of Uganda”*, Utrecht, 2006.

Perrot Sandrine, *“Les sources de l’imcomprehension: production et la circulation des saviors sur la Lord’s Resistance Army”*, Politique Africaine, 112, pp.140-59, 2008.

Resolve, *“From Promise to Peace: A Blueprint for President Obama’s LRA Strategy”*, septembre 2010.

Schomerus Mareike, *‘The Lord’s Resistance Army in Sudan, A history and overview,’* Small Arms Survey, septembre 2007.

Schomerus Mareike and Tumutegyereize Kennedy, *“After Operation Lightning Thunder: Protecting communities and building peace”*, Conciliation Ressources, avril 2009.

Spittaels Steven and Hilgert Filip, *“Mapping Conflict Motives: Central African Republic”*, IPIS, 17 février 2009; *“Mapping Conflict Motives: Province Orientale (DRC)”*, 13 mai 2010.

Vinci A, *“The Strategic use of fear by the Lord’s Resistance Army”*, Small Wars and Insurgencies, 16(3), pp.360-81, 2005.

Presse

De Temmerman Els and Mukasa Henry, *‘How LRA Deputy Vincent Otti was killed,’* New Vision, 9 décembre 2007.

Kagolo Francis, *‘Army rules out talks with Kony,’* New Vision, 27 mars 2011.

Ruati Richard, *‘Ugandan army outlines OLT achievements on LRA rebels in 2009,’* Sudan Tribune, 11 janvier 2010.

“Regional Conference of Religious Leaders on the Impact of the LRA”, Yambio, 8-10 septembre 2010”,
Final Declaration, 10 septembre 2010

Intelligence Briefing, 6/9/2004, ‘*Kony summons Odyambo to base ahead of mission to Uganda*’, The
independent, 17 février 2010

Thompson Mike, ‘*Who can stop the LRA*,’ BBC News, 18 février 2011.

Whiting Alex, ‘*Terrorized villagers appeal to LRA rebels to return home*’, Alertnet, 22 février 2011.

ANNEXE 2. STRUCTURE DE LA LRA EN 1998

Force totale– approx. 3 000 à 5 000 (avec femmes et enfants)

Maj. Général Joseph Kony (président de la LRA/M et Chef du Haut Commandement)

Brigade centrale– Brig. Odong Achellam
Unité de Haute Protection (HPU ou HAPPO)
– Capt. Akocha
Garde du corps en chef – Lt. Kapere
Directeur Garde domestique– Maj. Odong

Affaires religieuses– Jenaro Bongomin ‘Papa’
Contrôleur en chef – Onen Aciro Kop ‘Unita
Angola’
Secrétaire/interprète de Lakwena – Okodi
Paul

Conseil militaire - Général Otti Lagony

Vice-président/conseiller de Kony – Kenneth Banya, Commandant de l’armée – Otti Lagony, Commandant adjoint de l’armée - Lukwiya Raska, Directeur du renseignement – Vincent Otti, Chef de l’entraînement- Mixman Opuke, Aile politique – Sam Kolo, Directeur des opérations – Okello Matata, Relations extérieures (avec les FAS) – Caesar Achellam, Unité médicale – Santo Achita, Finances – ‘Lubwa’ Bwone, Signaleur en chef – Colonel Michael Anywar ou Colonel Patrice Lumumba, Commandant divisionnaire – Charles Tabulay.

Division ‘Jogo’ - Brigadier Charles Tabulay

Q.G., Chef d’État-major, Salle des opérations, Admin, Coms., cour, Médical, Logistique, Technique (ingénieurs, techniciens, etc.)

Brigade Stockree
Bok Abudema

Brigade Gilva –
Ochan Bunia

Brigade Sinia –
Ceasar Achellam

Brigade Trinkle –
Alphonse Lamola

1 ^{er} Bataillon	1 ^{er} Bat.	1 ^{er} Bat.	1 ^{er} Bat.
2 ^e Bataillon	2 ^e Bat.	2 ^e Bat.	2 ^e Bat.
3 ^e Bataillon	3 ^e Bat.	3 ^e Bat.	3 ^e Bat.
Officier rens.	O.R.	O.R.	O.R.
Signaleur	Sign.	Sign.	Sign.
Soutien (Artillerie)	Soutien	Soutien	Soutien
Admin.	Admin.	Admin.	Admin.
Religieux/cour	R/c.	R/c.	R/c.
Médec/Infirmerie	M/Inf.	M/Inf.	M/Inf.

ANNEXE 3. STRUCTURE DE LA LRA EN 2008

Force totale – approx. 1 000 à 1 200 (avec femmes et enfants)

Joseph Kony – Président, Chef du Haut Commandement /Conseil militaire

Quartier Général de Kony – Centre des opérations de la LRA (Camp Swahili)

Major Binansio Okumu ‘Binany’ – Chef de la Brigade centrale
Lt. Colonel Otto Agweng – Chef de HPU
Capitaine Okumu Dombola – ADC/Garde du corps en chef
Capitaine Otika – Garde du corps en chef adjoint
Capitaine Justine Atimango – Secrétaire/interprète de Lakwena

Structure de l’armée

Okot Odhiambo – Commandant de l’armée, Vice-président de la LRA/M et Commandant de ‘Nigeria’.
Bok Abudema ‘Oringa Sisto’ – Commandant divisionnaire/ Commandant de l’armée adjoint/
Commandant adjoint de ‘Nigeria’.

Conseil militaire

Directeur des opérations – Lt. Colonel Charles Arop, Directeur de la transmission – Major Michael Epedu ‘Technicien,’ Directeur de la logistique – Brigadier Ochan Bunia, Directeur du renseignement – Dominic Onwgen, Affaires religieuses – Colonel Angola, Directeur de l’entraînement – Brigadier Opuk, Directeur des finances – ‘Lubwa’ Bwone, Infirmerie – Capitaine Santo Acheta (chef de la sécurité/Infirmerie – Capitaine Vincent Oyenga).

Brigades (3 bataillons par brigade)

1^{ère} Brigade – Lt Col. Okot ‘Odek’
2^e Brigade – Major Patrick Okello ‘Kalalang’
3^e Brigade – Major Okot ‘Atiak’
4^e Brigade – Lt. Colonel Charles Arop

ANNEXE 4. STRUCTURE DE LA LRA EN 2011

Force totale – approx. 400 à 600 (avec femmes et enfants)

Joseph Kony – Président, Chef du Conseil militaire/Haut Commandement, 80 à 100 combattants

Colonel Otto Agweng – Chef HPU

Capitaine Otika – ADC/Envoyé personnel

Capitaine Justine Atimango – Secrétaire de Lakwena

Capt. Obwoya – Garde domestique (sécurité de la famille de Kony)

Lt. Abili – Signaleur

Col. Leonard ‘Lubwa’ Bwone – Finances/Conseiller

Lt. Ojara – Infirmerie/Médecin de Kony

Okot Odhiambo – Cdt Groupe Nigeria Cmdr (40 à 60)

Caesar Achellam. cdt. (20)

Col. Acaye Doctor – Cdt grp. (15 à 20)

Col. Alphonse Lamola - Adjoint

Col. Onen Unita – Cdt grp. (15 à 20)

Maj. Olanya – Cdt grp. (20 à 40)

RCA groupe 1 – Lt. Col. Achellam Smart - (entre RCA et RDC, nord d’Ango) (15)

Brg. Opuk – Conseiller ?

Maj. Kidega Murefu ‘Min Tigi-Tigi’- Adjoint

Capt. Labalpinyi – Signaleur

RCA groupe 2 – commandant sud d’Obo. Possiblement Lt. Col Opiyo Sam. (10 à 15)

Groupe de Dominic Ongwen – entre RDC et Soudan (15 à 20) – possiblement groupe rebelle

Lt. Oloya – Chef de la sécurité

Groupes Congo :

- 1) Lt. Col. Binany (25-30)
Capitaine Obol – Cdt groupe adjoint et satellite (20)
- 2) Lt. Colonel Otto Ladere (15 à 20)
Maj. Odano – Adjoint
- 3) Colonel Lutwala (10 à 15)
Capt. ‘Chongwok’ (*le genou du chien*) - Adjoint
- 4) Lt. Col. Okot Odek (15 à 20)
Lt. Okello ‘Punu’ (*pig*) – Adjoint
- 5) Brigadier Ochan Bunia – Infirmerie (15 à 20)
Capt. Santo Acheta – Médecin
- 6) Lt. Col. Opiyo Sam (10-15) – Possiblement groupe sud d’Obo en RCA.
Maj. Ochan Nono Labongo - Adjoint
- 7) Major Odong Murefu (Bas-Uélé/Poko, probablement KIA)
- 8) Major David Lakwoo (Bas-Uélé/ Ango, probablement KIA)

ANNEXE 5. INDICATIONS POUR DES RECHERCHES COMPLÉMENTAIRES

Des recherches complémentaires sont indiquées afin de compléter les parties suivantes de la section historique :

- 1) Structure de l'organisation en 1988
- 2) Mouvement/orientation (routes secondaires, rivières, chemins mbororos. Orientation à l'aide des caractéristiques géographiques, position du soleil et de la lune, cartes, gps, etc.)
- 3) Davantage de recherches sur la stratégie actuelle de "survie attentiste" et l'utilisation stratégique de la violence
- 4) Coopération avec d'autres groupes armés (le WNBF, les EDF et tentative de lien avec la PRA et l'ADF)
- 5) Profils des commandants clés
- 6) Dissensions dans les rangs des commandants (et dans la base) dues à : 1) résultat de la rébellion; Otti Lagony, dans une certaine mesure Vincent Otti, possiblement James Opoka, 2) idéologie et modus operandi; V. Otti et peut-être maintenant Ongwen, 3) origines tribales. Adjumani, combattants du WNBF et sous clans (recherches à mener). 4) jalousie et survie. Les combattants rivalisant pour l'attention de Kony et pour leur survie. 5) L'adultère /le maintien de la cohésion.



**Banque internationale pour la reconstruction et
le développement / La Banque mondiale**
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433